

Cinq milliards d'hommes

Son on croit le Fonds des Nations unies pour la population, la planète compte depuis ces jours-ci cinq milliards d'habitants. Ce décompte plus symbolique que réel - car beaucoup de pays ne connaissent que très approximativement le chiffre de leur population - offre l'occasion de réfléchir sur l'évolution de la population mondiale. Et sur le long terme, tant il est vrai qu'au regard de la démographie les années ne sont que des instants.

On est forcément frappé par l'accroissement de la population du globe : cinq milliards d'individus aujourd'hui, sept milliards dans vingt-cinq ans, une dizaine dans la seconde moitié du siècle prochain... En une soixantaine d'années, une vie d'homme, elle aura sans doute doublé et en moins de deux siècles quasiment décuplé. C'est que sur cette période ont disparu les famines et les grandes épidémies, ces modérateurs féroces. La répartition sur la planète ne sera pas moins bouleversée. Les pays industrialisés d'aujourd'hui (Europe et l'URSS, l'Amérique du Nord, le Japon et l'Australie), qui représentaient dans les années cinquante un tiers de la population mondiale, n'en formeront sans doute plus que le septième vers 2050. La prédominance démographique du tiers-monde sera encore plus écrasante.

Principal acteur américain de l'« Irangate »

Oliver North joue l'opinion publique contre le Congrès

Au troisième jour de sa déposition devant la commission d'enquête du Congrès sur l'« Irangate », le lieutenant-colonel North a plaidé sa cause avec fougue, mettant en accusation les parlementaires pour leur politique « irresolue et inconstante » à l'égard du Nicaragua. Le style de défense d'Oliver North plait à l'Amérique profonde, qui se reconnaît dans ce héros anticommuniste dont on a voulu faire un bon émissaire.

WASHINGTON
de notre correspondant

Mardi soir, au restaurant comme en famille, on ne parle plus que de lui. Au Sénat, non loin de la salle où il dépose depuis le mardi 7 juillet, devant la commission d'enquête sur l'« Irangate », une pièce entière est remplie des bouquets arrivant de toute l'Amérique. Les « uns » des quotidiens, c'est pour lui. Les journaux télévisés, c'est lui et encore lui. Les programmes télévisés, sur toutes les chaînes, c'est toujours lui, uniquement lui, de 9 heures du matin à 5 heures du soir. Et, quand il n'y a plus d'audience à retransmettre en direct, que fait-on ? On repasse les images les plus fortes, on analyse ses intonations et on commente ses

propos jusqu'au bégaînement, car les taux d'audience croissent les plafonds, et le public en redemande.

Une star est née, non loin peut-être du « boulevard du crépuscule », mais pour l'heure elle brûle au firmament, tant le lieutenant-colonel Oliver North suscite l'admiration d'une Amérique virtuellement unanime.

Il y a l'admiration contenue de ceux qui n'auraient jamais voulu entendre un officier américain expliquer durant déjà vingt-quatre heures de direct qu'il est fier d'avoir scié ment au Congrès, et que ses mensonges servaient mieux la nation que les lois de la représentation parlementaire.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 6.)

Tout en évitant de polémiquer

MM. Mitterrand et Chirac multiplient les interventions

M. Chirac, qui était jeudi 9 juillet à Bordeaux, et vendredi 10 au Pays basque, affirme qu'il ne veut pas entrer en campagne électorale - avant le début de l'an prochain. M. Mitterrand, qui était jeudi dans la Nièvre, a insisté sur la nécessité de maintenir l'harmonie de la nation. Le président de la République et le premier ministre, qui évitent de polémiquer, auront d'ici à la fin juillet plusieurs occasions de s'exprimer.



Lire page 7 les articles d'AGATHE LOGEART, d'ANDRÉ PASSERON et d'ALAIN ROLLAT

Un entretien avec M. Michel Rocard

« Il faut prendre au sérieux les propositions de M. Gorbatchev mais je refuse la dénucléarisation de l'Europe »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé sur la question de politique étrangère, M. Michel Rocard déclare qu'il faut « prendre au sérieux » les propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement, mais refuse la « dénucléarisation de l'Europe ». Cet entretien a eu lieu, avant la tournée de M. Rocard dans l'océan Indien et les derniers développements de la crise franco-irakienne, ce qui explique que celle-ci n'ait pas été abordée.

« Faut-il prendre au sérieux les propositions de désarmement de M. Gorbatchev ?

« Il serait criminel de ne pas saisir toute chance significative de désarmement. La plainte est folle de surarmement, les budgets implorent, le chômage est dû en partie au fait que l'on stérilise ainsi trop l'argent, le dialogue Nord-Sud est bloqué... Nous n'avons pas le droit de considérer comme non sérieuses les orientations de Gorbatchev. Nous avons le devoir absolu de ne pas baisser la garde, mais je ne pense pas que nous ayons le droit de faire

comme si le nouveau secrétaire général était exclusivement un discours hypocrite. Les tensions internes en Union soviétique montrent bien qu'il est sérieux. Refuser cette occasion, ce serait renoncer définitivement à toute perspective de désarmement, car on ne les jugera jamais assez fiables.

« Approuvez-vous finalement l'option « double zéro » ?

« Oui, car elle n'enlève rien de décisif à la panoplie des moyens nécessaires pour résister à de très fortes pressions ; et il nous reste la dissuasion stratégique. Il nous reste aussi le moyen de prévenir cette dissuasion : le coup de semonce nucléaire par un tir court, le moyen de dire : « Vous nous attaquez ; c'est très sérieux, reculez tout de suite ou nous passons au stratégique. »

« L'effet principal de l'option « double zéro » sera probablement la poursuite de l'effort de désarmement contrôlé.

« Dans quelle direction ?

« Il sera tout à fait impératif de faire porter l'effort sur le

conventionnel ; si nous sommes en paix sur le territoire européen depuis plus de quarante années, c'est grâce au nucléaire. Avec lui, on a changé de système d'armes, on est arrivé à un système qui fait peur même aux militaires. Quand tous les militaires ont peur de la guerre, les civils se sentent plus en paix. D'où mon refus de la dénucléarisation de l'Europe.

« Le président Reagan n'est-il pas partisan d'une telle dénucléarisation ?

« J'ai vérifié ce point lors de mon passage aux Etats-Unis. MM. Shultz et Weinberger tiennent le même langage que moi. Leurs propos sont d'une cohérence absolue, d'une limpidité parfaite. Cela m'a plutôt rassuré, d'autant qu'ils connaissent très bien les inquiétudes stratégiques des Européens.

« Comment surmonter ces inquiétudes ?

« Par une défense européenne. Il faut que l'interprétation de l'option « double zéro » ne soit pas la dénucléarisation, mais l'engagement d'un processus de désarmement négocié et contrôlé.

En ce qui concerne le conventionnel, la négociation ne peut pas concerner uniquement les souverainetés américaine et soviétique. Les souverainetés européennes doivent s'exprimer.

« Uniquement dans le domaine conventionnel ?

« Je ne vois pas d'autre champ immédiat que le conventionnel. Dans le récent message du chancelier Kohl à propos d'une brigade franco-allemande intégrée, il y avait aussi le refus d'accepter la garantie nucléaire française à l'Allemagne. Je crois que c'est méconnaître l'opinion publique allemande que de s'imaginer qu'elle attend notre couverture nucléaire. D'abord parce que ce serait lui demander une sorte d'arbitrage entre la garantie nucléaire américaine et la garantie nucléaire française... Ensuite parce que ce serait faire une provocation gratuite à l'égard de l'Union soviétique au moment où peut s'ouvrir une perspective de négociation.

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 2.)

La « guerre des pétroliers »

Hausse du brut après une nouvelle attaque dans le Golfe.

PAGE 6

Sécurité nucléaire

Le béton de la centrale de Belleville-sur-Loire n'est pas assez étanche.

PAGE 9

Une « session Séguin »

Les réformes du ministre des affaires sociales ont dominé l'activité du Parlement.

PAGE 8

Le Monde

■ Bruxelles sauvée et perdue par Horta. ■ Un tigre pour le Bouddha. ■ Escapes. ■ Jeux.
Pages 13 à 16

Les étudiants moins nombreux

Pour la première fois depuis plus de 25 ans.

PAGE 28

M. Sarney et les militaires

Au Brésil, l'armée reste une composante essentielle du pouvoir.

PAGE 5

Monuments historiques

« Pour une mémoire alerte », un article de Michel Parent, président du Conseil national des monuments et des sites.

PAGE 18

Le sommaire complet se trouve page 28

Cette transition

économique sera laborieuse : les nouveaux producteurs mettront du temps à devenir consommateurs. Leur stabilité politique n'est pas acquise - comme le montrent les convulsions actuelles de la Corée du Sud et des Philippines - et les crises agricoles ne sont pas près d'être maîtrisées. Mais elle ne doit pas effrayer ni donner lieu aux discours trop faciles sur le « déclin de l'Europe » et aux crispations nationalistes. Vieillesse, concurrence, l'Europe n'est pas encore morte, même si elle a perdu son avance.

Une évolution, cependant, demeure angoissante : celle de l'Afrique subsaharienne, emportée par une croissance démographique où l'on ne discerne guère pour l'instant d'éléments de ralentissement. Le décalage entre cette croissance et les ressources alimentaires s'élargit. Le cri d'alarme lancé à ce sujet par la Banque mondiale il y a plusieurs années reste malheureusement d'actualité.

(Lire page 24 l'article de LÉON TABAH.)

L'Éducation

LE PALMARÈS 87

DES

UNIVERSITÉS

NUMÉRO DE JUILLET/AOÛT 1987
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

« Le Soulier de satin » à Avignon

La mule de l'ogresse

Le Soulier de satin, de Claudel, mis en scène par Antoine Vitez et joué intégralement pour la première fois, ouvre, le vendredi 10 juillet, le quarante et unième Festival d'Avignon dans la cour d'honneur du Palais des papes. Une œuvre géante, une étrange histoire d'amour.

Avignon, quarantième anniversaire ! L'été 1947, dans la cour du Palais, Jean Vilar apparaît. Il est Richard III, de Shakespeare. De sa voix sublime, il lance aux étoiles la tirade sublime sur la mort des rois.

Rio-de-Janeiro, soixante-dixième anniversaire ! Celui de la « semence » du Soulier de satin. L'été 1917, Paul Claudel, ministre plénipotentiaire à Rio, tombe amoureux de Dona Musique, appelée aussi Dona Délice, l'une des deux grandes figures de femme du Soulier. Son vrai nom est Audrey Parr. A Rio, Claudel l'appelle « la fille rouge » ou

« Margotine », du nom d'une fée dans un conte qu'il a lu enfant.

Et, ce même été 1917, Claudel, après treize ans de silence, reçoit une lettre de Dona Prouhèze, dite aussi Dona Merveille, l'autre grande figure de femme du Soulier. Son vrai nom est Rose Vetch. Elle avait été Ysé dans le Partage de midi. « Le Soulier de satin, dans sa dimension, n'est qu'une espèce d'explication de ce qui s'est passé dans deux cœurs humains », a dit Claudel.

« Deux cœurs humains », c'est vrai. Mais Claudel, sans complexe, précise : « dans sa dimension ». Et cette dimension est immense. Présentant le Soulier de satin dans la cour du Palais, Antoine Vitez ne pouvait pas célébrer plus « somptueusement » l'anniversaire de Vilar : cette œuvre est la plus monumentale, la plus himalayenne, de tout le théâtre français.

Dans les limites d'un article, rendre compte d'un tel massif,

central et universel, profane et spirituel, il n'y faut pas songer. Indiquons tout juste ici quelques repères sur la pièce même. Dans un second article sera raconté le travail de Vitez et de ses comédiens.

Le Soulier de satin est la seule œuvre dramatique connue par laquelle un poète ait eu le génie (et l'audace) d'employer « ces nobles facultés qui sont l'imagination et la sensibilité », comme dit Claudel, pour TOUT unir, TOUT emporter, dans un seul fleuve géant de vies et d'histoires : la mère est l'océan ; l'Amérique et l'Afrique sont les corps des femmes désirées ; les seins et les genoux de l'amante sont les cieux de la croix du Calvaire, croix dont le bois est celui de l'arbre du Paradis, ainsi de suite. « Il faut me prendre, dit Claudel, comme quelqu'un qui ne fait pas de son esprit ce qu'il veut, dépendant d'un certain démon. »

MICHEL COURNOT.
(Lire la suite page 17.)

هكذا من الاصل

CORÉE DU SUD : au lendemain des funérailles de l'étudiant Lee Han Yol

Le président Chun Doo Hwan abandonne à M. Roh Tae Woo la direction du parti au pouvoir

Le président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan, a effectué une nouvelle concession envers l'opposition, le vendredi 10 juillet, en annonçant qu'il renoncera désormais à assumer ses fonctions de chef du Parti démocratique de la justice (PDJ) au pouvoir. M. Chun a déclaré qu'il entendait se consacrer « au-dessus des partis » à ses fonctions de président de la République jusqu'à l'expiration de son mandat, le 24 février 1988. Il s'est livré à un éloge de son successeur désigné, M. Roh Tae Woo, qui prend la présidence du PDJ, et a demandé à ses collaborateurs de se rassembler autour de la personnalité de ce dernier « avec fierté et confiance ».

M. Chun a expliqué cette décision par la nécessité de poursuivre le processus de démocratisation du régime. « Nous liquidons maintenant le honteux héritage du passé et ouvrons un

nouveau chapitre dans le développement démocratique et l'harmonie nationale », a-t-il déclaré, en précisant qu'il comptait travailler tout particulièrement à l'organisation des Jeux olympiques de Séoul l'an prochain.

L'opposition avait réclamé la semaine dernière que M. Chun forme un nouveau cabinet neutre, dégagé des partis politiques, afin de préparer dans l'impartialité l'élection présidentielle libre que le pouvoir a promise. La démission de M. Chun du PDJ fait suite à l'annonce, le 9 juillet, d'une spectaculaire amnistie générale restaurant deux mille trois cent trente-cinq opposants dans leurs droits civiques, le jour même où la Corée du Sud semblait vivre un deuil national non officiel pour les funérailles de l'étudiant Lee Han Yol, mortellement blessé dans les manifestations de juin.

« Nous voulons qu'on nous rende notre dignité »

KWANGJU
de notre envoyé spécial

Jusqu'à une heure avancée de la nuit, des milliers et des milliers de personnes ont parcouru à pied les cinq kilomètres de la petite route de terre, serpentant entre les rizières, qui conduit au cimetière de Mang Wol Dong, situé dans un cirque de collines. Dans une confusion de piétons, de vélos, de motos, d'autocars et de voitures, dans la poussière de la route et la lumière des phares, les habitants de Kwangju, en une procession qui semblait ne jamais devoir finir, venaient rendre un dernier hommage à l'un des leurs : Lee Han Yol, l'étudiant de l'université Yonsei à Séoul, tué par une grenade lacrymogène qui l'avait atteint à la tête. Une nouvelle fois, le jeudi 9 juillet, la population de Kwangju, la ville meurtrie, victime d'une répression sanglante en mai 1980, commémorait dans le deuil.

Arrivés à Séoul, où dans la matinée avait lieu la première partie des funérailles, le cortège composé d'une vingtaine d'autocars et d'une soixantaine de voitures, avait été accueilli à l'entrée de Kwangju par une foule énorme massée sur les trottoirs. Des milliers de jeunes s'y joignaient. De cent cinquante mille à deux cent mille personnes, sur une population de neuf cent mille, étaient dans les rues de Kwangju en début de soirée.

Après une cérémonie au lycée dont Lee Han Yol avait été l'élève, le cortège passa par la place de la préfecture de Kwangju, théâtre des plus durs affrontements de mai 1980.

Lee Han Yol a été enterré sur la colline du cimetière où sont rassemblées les dépouilles des victimes du massacre. Les parents de ces derniers, assis parmi les petits monstres de terre des tombes, se levèrent à l'approche du cortège, agitant des mouchoirs. La famille de Lee Han Yol avait une concession dans une autre partie du cimetière. Il y eut alors un moment de flottement pénible : une sorte de valse-béatification du cercueil, avançant puis reculant. Les étudiants exigeaient que leur camarade soit enterré avec les victimes de Kwangju, mais les parents ne le souhaitaient pas. Visi-

blement à bout de forces, immobiles et livides dans le crépuscule, ces derniers finirent par céder. Un seul bouquet était près de la tombe : celui de M. Kim Doo Jung, principale figure de l'opposition, lui aussi un enfant de la province de Cholla, où est situé Kwangju.

Entre honte et rancœur

La vie de Lee Han Yol est révélatrice de la mentalité d'une ville blessée, qui hésite entre la honte et la rancœur. Son père est un petit fonctionnaire de la municipalité. Lui avait quinze ans en mai 1980. Il était lycéen et bon élève, ne s'intéressant qu'à l'histoire et à la culture. Dans son journal intime, il écrit que lorsqu'il entra à l'université à Séoul, il eut mauvaise conscience de ne pas avoir compris ce qui s'était passé à Kwangju en mai 1980. « Je vivais dans un lieu obscur du vent en pleine tempête », écrivait-il. En quittant Kwangju, il avait promis à ses parents, qui avaient fait de grandes sacrifices pour l'envoyer à l'université, d'être un « bon fils » et de les aider lorsqu'il aurait réussi (il était la gestion). Mais il avait aussi une dette envers ceux qui parmi ses camarades du lycée étaient morts en luttant pour la démocratie. C'est ainsi qu'il devint un étudiant engagé. Le 9 juin, il fut victime d'un tir horizontal de grande lacrymogène.

« Kwangju est devenue une ville de la honte, nous dit un prêtre. La honte du régime, mais aussi d'une population qui n'accepte pas d'être discriminée, traitée en insurgés, en rebelle ». Sur la place de la préfecture, parmi la foule de gens simples venus rendre hommage à Lee Han Yol, se trouvait la secrétaire de l'association des victimes de Kwangju, une jeune femme au visage énergique, âgée d'une trentaine d'années. Son frère, alors lycéen, avait dix-sept ans. Il a été tué lorsque l'armée a repris le contrôle de la ville. Vêtu d'une robe blanche, couleur de deuil, une petite croix au cou, elle explique pourquoi son organisation a refusé l'indemnisation proposée récemment par M. Roh Tae Woo, nouveau président du parti gouvernemental et artisan de la démocratisation. « Ce

que nous voulons, c'est que la vérité soit faite. Pas une compensation. Nous voulons qu'on nous rende notre dignité et que l'on reconnaisse que les victimes sont des patriotes qui doivent être traités comme tels, dit-elle. On ne sait même pas le nombre des victimes. Le gouvernement a dit 193, mais en réalité, d'après les recensements que nous avons faits, il y en a deux mille morts, si l'on compte les mille cinq cents disparus. C'est-à-dire qu'il y a des fosses communes par les soldats après le massacre ».

Assis près d'une tombe dans le cimetière, un vieil homme au visage buriné raconte que son fils, âgé de trente ans, a été tué pendant l'insurrection. Durant plusieurs jours, le père ne sut pas ce qu'il était devenu. Lorsqu'il apprit la nouvelle, le choc fut tel qu'il souffrit d'aphasie pendant trois ans. « Lorsque Chun vint ici, on nous embarqua de force dans des canots pour nous éloigner de la ville », affirme-t-il. Présentée dans une église de Séoul, une exposition de photographies prises le matin qui suivit la nuit d'émeute à Kwangju atteste de la violence inouïe de la répression : certaines victimes ont eu la moitié du visage emportée d'un coup de balonnette.

Kwangju n'oublie pas. Mais la population est souvent muette dans le silence d'une accusation muette. Parfois, la colère éclate, comme jeudi lorsque la foule, voulant faire mettre en berne le drapeau sur le toit de la préfecture, attaqua le bâtiment à coups de pierre et brûla un car de la police. Celle-ci, comme à Séoul plus tôt dans la journée, était pourtant d'une rare discrétion. Elle resta plus d'une heure impassible sous les jets de pierres. Lorsque la grille d'entrée commença à céder, elle dispersa la foule par un tir de grenades lacrymogènes. Excepté cet incident et quelques accrochages dans la nuit entre étudiants et policiers, les funérailles de Lee Han Yol à Kwangju se déroulèrent dans le calme. Tard dans la nuit, des groupes de jeunes montés sur des camionnettes sillonnèrent la ville en chantant. Le soleil rouge se leva sur une tombe, une chanson composée par un dissident et interdite par le pouvoir.

PHILIPPE PONS.

INDE : après New-Delhi, Bombay gagnée par la grève des hindous

M. Gandhi écarte toute négociation avec le terrorisme sikh

NEW-DELHI
de notre correspondant

La mousson, prétexte traditionnel à la fête en Inde, est enfin arrivée à New-Delhi. Nul doute que les averse tiède tombée jeudi 9 juillet au soir sur une cité échaudée de chaleur depuis plusieurs mois ont contribué à détendre l'atmosphère et à ramener un peu de calme dans les esprits. Aucun incident n'a eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi et le couvre-feu imposé jeudi à la mi-journée sur un quartier ouest de la capitale a été levé vendredi matin.

Les projecteurs sont maintenant braqués sur Bombay où le parti de l'opposition hindouiste de droite avait appelé pour vendredi à une grève générale de protestation contre les tueries d'hindous au Pendjab. Quelques incidents se sont produits dès le matin après que des autobus municipaux protégés par les forces de l'ordre ont été lapidés par des activistes. Par mesure de précaution, la police avait arrêté, jeudi, environ deux cents personnes réputées « antisociales », et les mesures de sécurité ont été multipliées aux endroits « sensibles » de la cité.

Située à environ 150 kilomètres au sud de New-Delhi, Bombay (dix millions d'habitants), capitale économique de l'Inde, n'a jamais réagi avec la même passion que dans le

nord au lointain problème du terrorisme sikh. L'appel à la grève lancé par le Parti hindouiste de droite (BJP) y est cependant soutenu par le Shil Sena, un puissant mouvement régionaliste et chauvin dont le chef, M. Bal Thackeray, s'est rendu célèbre en réclamant l'éviction des musulmans de la ville. M. Bal Thackeray a promis au BJP que ses militants les plus musclés feraient tout pour que la grève soit respectée. A New-Delhi, la grève fut, jeudi, un succès total. Les activités de la capitale ont été complètement paralysées pendant une quinzaine d'heures. Les magasins, les banques, les usines, les écoles, les cinémas et même les tribunaux avaient fermé leurs portes. Il n'y avait ni bus, ni taxis, et les rares taxis-scooters qui avaient pris le risque de circuler ont eu parfois de sérieux ennuis avec les militants grévistes.

Près d'une centaine de morts en une semaine

Plus de sept cents activistes ont d'ailleurs été arrêtés et brièvement détenus par la police au cours de la journée. Environ deux cents directement impliqués dans des violences antiskh risquent des inculpations. Un certain nombre avaient participé dans la matinée à l'attaque d'un temple sikh et à l'incendie de plu-

sieurs résidences et commerces tenus par des membres de la secte à Patel-Nagar, à l'ouest de la capitale. L'intervention assez rapide des forces de l'ordre a permis d'éviter le pire. Plusieurs familles sikhs menacées ont trouvé refuge chez des voisins hindous après avoir été contraintes d'abandonner leurs biens à la furie des émeutiers. Plusieurs maisons et commerces ont été entièrement dévastés avant que les forces de sécurité n'imposent le couvre-feu dans ce quartier, tenu pour l'un des bastions du BJP à Delhi. Le chef de ce parti, quasiment inexistant à l'Assemblée nationale mais bien implanté dans certaines régions du nord, a une nouvelle fois réclamé la démission du premier ministre.

M. Rajiv Gandhi, lors de l'inauguration, jeudi, d'un centre de recherche à New-Delhi, a déclaré pour sa part qu'il n'envisageait aucune négociation avec le terrorisme sikh tant que le terrorisme n'aurait pas été « complètement éliminé ». Réponse des concernés : cinq personnes, parmi lesquelles un ancien ministre local du parti de M. Gandhi, ont été assassinées, jeudi soir, dans le district d'Amritsar. On s'acheminait, vendredi matin, vers un bilan d'une centaine de morts pour la semaine.

PATRICE CLAUDE.

PHILIPPINES : selon des révélations au Congrès américain

M. Marcos se proposait de prendre M^{me} Aquino en otage

On croirait lire un roman de politique-fiction taillé sur mesure pour l'été. Les révélations que viennent de faire simultanément la sous-commission de la Chambre des représentants pour les affaires d'Asie et du Pacifique à Washington et les autorités de Manille sur la toute dernière tentative de putsch contre le gouvernement de M^{me} Aquino (le Monde du 10 juillet) comportent encore bien des zones d'ombre, mais le scénario commence à apparaître plus nettement.

Un faux marchand d'armes, un magnétophone dissimulé dans une serviette, un trébuchet (appelé « fétou fétou »), une « connexion saoudienne »... Il semble désormais que M. Marcos ait bel et bien été la victime d'une supercherie destinée à lui faire croire que cette fois-ci était la bonne pour son retour au pouvoir à Manille.

Les artisans en sont deux avocats d'affaires américains, MM. Richard Hirschfeld et Robert Chastain. Le premier n'est pas inconnu de la justice américaine, qui lui a déjà reproché quelques indélicatesses. Mais il se trouve aussi en relations d'affaires avec un Sheikh Mohammed al-Fassi, magnat saoudien proche de la famille royale de Ryad. Ce qui lui valut d'être contacté, en septembre 1986, par M. Marcos, qui souhaitait soumettre auprès de l'homme d'affaires asoudien un prêt de 18 millions à 25 millions de dollars. M. Hirschfeld présente à l'ancien dictateur philippin son associé, M. Chastain, qui se faisant passer pour un négociant en armement,

enregistre subrepticement, à l'aide d'un magnétophone caché dans son porte-documents, trois heures de conversation durant lesquelles M. Marcos s'étend longuement sur ses projets de retour à Manille.

Les membres de la sous-commission américaine qui ont entendu, le jeudi 9 juillet, l'intégralité de ces enregistrements, ont sans doute eu du mal à en croire leurs oreilles. M. Marcos y parle sans ambages de prendre M^{me} Aquino en otage, d'acquiescer à un arsenal copieux (blindé, armes antichars, missiles sol-air Stinger, fusils d'assaut par milliers, lance-grenades), le tout livrable avec des munitions pour trois mois, et laisse entendre qu'il dispose quant à lui, pour contribuer au financement de l'opération, d'un trésor de guerre d'un million de tonnes d'or enfoui dans une cachette secrète et de 500 millions de dollars sur plusieurs comptes bancaires en Suisse. Plus inquiétant peut-être, l'ex-président philippin assure avoir le soutien de « l'officier qui commande la base aérienne de Clark », l'une des deux installations militaires permanentes américaines aux Philippines, sans parler, bien sûr, de ses propres partisans au sein de l'armée de Manille. Détail supplémentaire pour l'histoire du couple Marcos : le président déchu précise qu'il n'a pas parlé de ses projets à son épouse Imelda, de peur qu'elle ne « panique ».

A Manille, les autorités ont fait savoir qu'elles avaient été informées des conversations de M. Marcos avec son interlocuteur américain dès

le 12 juin. Il semble bien que les deux avocats en aient effectivement fait connaître le contenu, à la fois aux dirigeants philippins et au gouvernement américain, dans le courant du mois dernier. On connaît la suite : interdiction à M. Marcos, signifiée le 6 juillet par les autorités de Washington, de quitter sa villégiature d'exil à Honolulu, satisfaction officielle à Manille, soulagement guère dissimulé à Washington.

Le dernier chapitre de ce récit n'a pas encore été publié : il devrait traiter, en toute bonne logique, du rôle exact des autorités américaines dans l'affaire, tant il semble extraordinaire que cette supercherie ait pu se mettre en place sans que quelqu'un, quelque part, dans les couloirs de l'administration, ait eu vent de ce qui se tramait entre Honolulu et Manille. A suivre ?

FRANCIS DERON.

● Le cardinal Sin à Moscou. — Le primate de l'Eglise catholique des Philippines, Mgr Jaime Sin, est arrivé le mercredi 8 juillet à Moscou, pour une visite de onze jours à l'invitation de l'Eglise orthodoxe russe. Il s'agit, a-t-il dit à son départ de Manille, d'un « pèlerinage d'amitié et d'amour » au caractère « éminemment religieux ». Des sources diplomatiques à Rome ont toutefois indiqué que cette visite était suivie « de très près » par le Vatican, tandis que des membres de la hiérarchie religieuse philippine ont estimé qu'elle pourrait être l'amorce d'un tournant dans les relations entre l'Eglise de Manille et l'URSS. — (AFP.)

CHINE : la rançon de l'ouverture économique

Pékin malade de sa circulation

PÉKIN
de notre correspondant

Pékin craque sous toutes ses coutures. La vieille capitale impériale, qui avait décliné au dehors de ses murailles après 1949, ne sait plus quoi faire pour loger sa population — 9 millions d'habitants — et ses visiteurs — plus de 600 000 mille quotidiennement — ni pour empêcher la circulation de se bloquer chaque jour un peu plus. En même temps, le nombre des accidents de la route est en augmentation constante : il y a eu 42 237 morts recensés en Chine l'an dernier, dont 100 par mois à Pékin.

C'est pourquoi une nouvelle campagne de propagande vient d'avoir lieu. Il ne s'agit pas, cette fois, de lutter contre le « libéralisme bourgeois », mais plus prosaïquement d'un « mois d'éducation sur la sécurité routière ». A chaque grand carrefour, banderoles et tableaux avec graphiques et photos d'accidents sanglants appellent l'attention des passants. Le brassard rouge au bras, assis derrière un bureau, volontaires et policiers répondent aux questions.

Combien y a-t-il de véhicules à Pékin, cela ne vous regarde pas, nous a répondu la police. Signe du nouveau climat ambiant, car des chiffres avaient été publiés les années précédentes : environ trois cent mille véhicules en 1986. Leur nombre augmente dix fois plus vite que la construction de nouvelles routes. La politique d'ouverture a conduit à l'importation massive d'automobiles, principalement japonaises. Le nombre de taxis a plus que doublé, dépassant les dix mille. Mais en raison d'une gestion antédiluviennne et d'horaire correspondant à ceux des employés de bureau, on trouve difficilement un taxi aux heures des repas, de la sieste et après 18 heures.

Pendant ce temps, deux Pékinois sur trois, soit six millions, possèdent une bicyclette. Le flot des cyclistes encombre les grandes artères et les « hutong » (ruelles). Ils ignorent les règles les plus élémentaires du code de la route. Le problème est si grave que certains planificateurs voudraient limiter leur nombre avant qu'il ne soit trop tard, de même que l'on a interdit, en 1986, l'immatriculation de nouvelles motos.

Mais, pour décourager les Pékinois d'utiliser leur vélo, il faudrait

leur fournir un système de transports en commun adéquat. Ce n'est guère le cas. Depuis 1949, le nombre d'autobus a augmenté quatre fois et demi moins vite que celui des usagers : ils ne sont que quatre mille, pour neuf millions de personnes. Beaucoup brinquaient sans éclairage, les vitres cassées. Ils sont conduits par des chauffeurs sous payés, qui rêvent tous de devenir chauffeurs de taxis ou de cars pour touristes. Fin 1986, ils avaient même fait une « grève du zèle ». Les usagers protestent et prennent leur vélo de plus en plus pour tenter d'arriver à l'heure au travail : le taux de ponctualité des autobus est passé en six ans de 90 % à 60 %.

Un embryon de métro

Aux carretours, les jeunes recrues de police, fraîchement débarquées de leur campagne et loin d'être formées aux méthodes modernes de circulation, regardent ce trafic avec des yeux ébahis. Même la célèbre avenue de la Paix-Eternelle, utilisée jadis pour les grands défilés et qui, il y a quelques années encore, apparaissait démesurément large, est à présent encombrée.

Aujourd'hui, pour aller à son travail, un citadin met en moyenne une heure, et un banlieusard quatre-vingt-dix minutes, soit 30 % de plus qu'en 1983, selon M. Wang Xingwen, directeur-adjoint de la compagnie des autobus. Pékin, d'autre part, ne dispose toujours que d'un embryon de métro : deux lignes (la seconde ouverte il y a deux ans et demi), qui ne sont toujours pas interconnectées bien qu'éloignées seulement de quelques centaines de mètres. Quatre pour cent des Pékinois l'utilisent, ce qui ne l'empêche pas d'être bondé aux heures de pointe : il n'existe pas de réseau de trains de banlieue.

La municipalité parle beaucoup de modernisation. Mais aucune nouvelle ligne de métro n'est en construction, en dépit des offres étrangères. Des études ont été faites par des sociétés françaises, mais elles se heurtent à un problème insurmontable : la Chine n'a pas de devises et ne peut compter sur les revenus de l'exploitation de nouvelles lignes pour rembourser les emprunts en monnaie forte. Entretemps, les usines de vélos continuent de tourner à plein.

PATRICE DE BEER.

UNE MONTRE PROGRAMMÉE POUR 113 ANS !



Cette création de la célèbre maison AUDEMARS-PIGUET ouvre une page de l'histoire de l'horlogerie. Cette montre-bracelet automatique comprend les 468 pièces d'un mécanisme à grande complication, indiquant le jour, la date, le mois, les phases de la lune, tenant compte des années bissextiles et programmé jusqu'en... 2100. Une répétition minutes sonne les heures, les quarts et les minutes. Pour les exploits sportifs, elle possède également un chronographe au cinquième de seconde. Accessoirement, elle donne l'heure ! Ce chef-d'œuvre de la maîtrise horlogère, fruit de longs mois de travail, ne sera édité qu'à quelques exemplaires par année.

A l'issue de la Foire de Bâle, au moins vingt commandes ont été enregistrées : un véritable engouement des collectionneurs pour cette merveille au modeste coût de 120 millions de centimes... une des montres les plus chères du monde.

A Paris, au mois de mai, AUDEMARS-PIGUET a choisi le célèbre magasin de la rue de la Paix MAPPIN & WEBB pour présenter aux amateurs incondituels de la grande horlogerie cette première mondiale.

هكذا من الاول

Europe

TURQUIE : après l'attaque d'un village
par les séparatistes kurdesLa politique de M. Ozal
dans les provinces de l'Est
est mise en cause par l'oppositionISTANBUL
de notre correspondant

« Un défi au gouvernement » : la presse est unanime à qualifier ainsi les quatre opérations des 8 et 9 juillet attribuées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Deux heures à peine après l'appel à la reddition lancé aux auteurs du massacre de Pinarik du 21 juin par le premier ministre Turgut Ozal depuis Diyarbakir, la métropole du Sud-Est anatolien où il est actuellement en tournée, l'attaque de deux villages dans la province voisine de Mardin par des commandos en uniforme faisait vingt-cinq morts, dont treize enfants dans la population civile.

Le lendemain jeudi, alors que le premier ministre se rendait dans l'un des villages, une mine placée sur la route faisait exploser un minibus ramenant des proches aux obsèques, tandis qu'un autre village était attaqué dans la province de Hakkari, portant le bilan des quatre opérations à trente et une victimes.

Dans les trois premiers cas, la proximité de la frontière syrienne est évoquée ; pourtant, celle-ci, matérialisée par des barbelés et des miradors sur 800 kilomètres, est éloignée de plus de 50 kilomètres du lieu des opérations. Le déroulement de celles-ci, au milieu de mesures de sécurité renforcées à l'occasion de la visite ministérielle, a amené M. Ozal à reconnaître l'existence d'un lien entre l'organisation et une très fai-

ble partie de la population, qu'il a attribué aux résultats des dernières opérations terroristes. Il a affirmé que « 1970 des 3 496 membres et sympathisants de l'organisation avaient été capturés et que celle-ci serait progressivement éliminée ».

L'optimisme du premier ministre n'est partagé ni par l'opposition, unanime dans sa réprobation des massacres et dont tous les partis ont appelé à une réunion d'urgence du Parlement, ni par la presse. Celle-ci souligne que le plan de sécurité qui doit remplacer à la fin du mois l'état de siège dans les quatre provinces où il est encore en vigueur ne permettra pas de mettre un terme à l'engrenage de la violence et de la peur.

Elle ajoute que, face à l'incapacité flagrante des forces de sécurité à protéger la population, le PKK s'assure des collaborations locales, toujours très limitées mais de plus en plus efficaces.

Des journalistes qui accompagnent M. Ozal dans la région du « projet du Sud-Est anatolien », dont les réalisations hydrauliques sont censées assurer avec le progrès économique la solution de la question ethnique, insistent, face à la misère qu'ils décrivent, sur la nécessité d'une politique bien plus audacieuse de développement économique et social et sur la prise en compte, loin de tout chauvinisme, des questions culturelles.

MICHEL FARRÈRE.

L'austérité budgétaire contraint à des économies
sur les équipements militaires

La Belgique est-elle en train de devenir, ou de redevenir, le mauvais frère de la classe atlantique ? La question se pose avec beaucoup d'insistance dans les milieux de l'OTAN et va prendre une nouvelle actualité dans les semaines qui viennent avec l'ouverture à la Chambre des débats sur le budget 1988.

BRUXELLES
de notre correspondant

Lancé dans une politique d'austérité drastique, les responsables du royaume continuent de limiter les dépenses publiques et notamment celles prévues pour la défense. Cette politique a été confirmée et accentuée depuis 1985, lorsque la coalition social-chrétienne libérale a remporté les élections d'octobre. Dès novembre 1986, les analystes militaires de l'alliance atlantique aversaient les ministres de la défense : « Dans les années 90, écrivaient-ils, les forces armées de la Belgique ne pourront plus acquiescer les mêmes moyens modernes que les autres pays de la région centre. Les forces belges ne seront plus en mesure d'accomplir de façon adéquate leur mission OTAN contre les forces du pacte de Varsovie ».

En mai 1987, le ministre belge de la défense, le libéral François-Xavier Donnez, annonçait à ses collègues, réunis à Bruxelles, que la Belgique avait renoncé à l'achat aux États-Unis des missiles Patriot, destinés à la défense anti-aérienne de l'Allemagne fédérale. En effet, les quatre

batteries de missiles sol-air Nike de la Belgique, devenus obsolètes, devaient être remplacées. Le ministre de la défense avait fait le tour des capitales concernées pour avertir ses partenaires de l'OTAN. « Une mission bien difficile, confia-t-il aujourd'hui, je ne souhaite à aucun de mes successeurs une tâche pareille ».

Car les partenaires ne sont pas contents, notamment les Allemands et les Néerlandais. « Nous aussi, nous avons des problèmes budgétaires », rétorquent-ils. Pas contents non plus les Américains, fournisseurs du Patriot. Lors de sa récente visite à Washington, le premier ministre Wilfried Martens avait même un moment laissé entendre à Reagan que la décision belge en ce domaine n'était pas définitive. Un communiqué du ministre de la défense mit aussitôt fin à ce pas de clerc. « Cette décision, confia un diplomate, va peut-être peser dans la balance lorsque la Belgique va devoir remplacer ses avions de combat Redoubtable vis-à-vis des États-Unis, ne choisissons-t-elle pas l'avion américain au détriment du Rafale français ? ».

Les autres sujets d'inquiétude pour les responsables de l'OTAN ne manquent pas. Ainsi, le nombre de jours d'entraînement standard de la force terrestre belge était de vingt-six en 1985 contre soixante pour les normes de l'OTAN. Temps de vol des pilotes belges : cent soixante-cinq heures au lieu de deux cent quarante préconisées par l'OTAN. « Nous souffrons d'un désarmement

structural, affirme, de son côté, le général Robert Close, sénateur libéral : manque d'effectifs des unités combattantes, manque de mesures de protection contre les armes chimiques : nous sommes le seul corps d'armée du centre Europe non équipé d'hélicoptères antichars ; bref, nous sommes le maillon faible ».

Pris entre les nécessités, vitales pour la Belgique, de la rigueur budgétaire et les appels de ses partenaires de l'OTAN, le ministre belge de la défense tente de définir une nouvelle politique : « Je préfère, dit-il, faire peu mais bien que faire beaucoup de mal à moitié ». Partant du principe que leur système de défense sera de toute manière réduit et qu'il ne pourra plus désormais assumer toutes ses tâches, les responsables belges tentent de revoir de fond en comble leur politique, en adaptant celle-ci aux moyens de plus en plus limités dont ils disposent. « D'ici la fin du siècle, confie un expert, les forces armées belges risquent de ne pouvoir remplacer que la moitié des systèmes d'armes en service actuellement ». Un des aspects essentiels de cette politique passera par la revalorisation du service militaire, dont la durée sera prolongée.

Le budget 1988 devrait ainsi permettre, grâce notamment aux économies réalisées sur les Patriot, d'engager trois projets importants : commandes d'hélicoptères antichars, modernisation des chars Leopard, renforcement des armements équipant les avions F-16.

JOSÉ-ALAIN FRALOM.

BELGIQUE

ISLANDE

Un gouvernement
de coalition
a été constitué

Reykjavik (Reuter). — Après dix semaines de rude marchandage politique, un nouveau gouvernement de coalition tripartite a été formé mercredi 8 juillet en Islande et a prêté serment devant la présidence, M. Vigdís Finnbogadóttir.

Le gouvernement s'est immédiatement engagé à augmenter la fiscalité indirecte et à combattre l'inflation, actuellement de 20 %. Les taxes seront augmentées de 25 % sur les ordinateurs et les matériels téléphoniques, et de 10 % sur tous les produits alimentaires qui ne sont pas de première nécessité.

Le Parti progressiste (centriste) et le Parti de l'indépendance (droite) restent au gouvernement. Le Parti social-démocrate y fait son entrée.

Le nouveau cabinet

Premier ministre : M. Thormann Pálsson (Parti de l'indépendance) ; Affaires étrangères et commerce extérieur : M. Steingunnur Hermannsson (Parti progressiste) ; Finances : M. Jon Baldvin Hannibalsson (Parti social-démocrate) ; Industrie : M. Fridrik Sophusson (Parti de l'indépendance) ; Pêche : M. Halldor Asgrímsson (Parti progressiste) ; Santé : M. Guðmundur Bjarnason (Parti progressiste) ; Agriculture : M. Jon Helgason (Parti progressiste) ; Commerce et justice : M. Jon Sigurdsson (Parti social-démocrate) ; Éducation : M. Birgir Ieifur Gunnarsson (Parti de l'indépendance) ; Affaires sociales : M. Jóhanna Sigurðardóttir (Parti social-démocrate) ; Communications : M. Matthías Mathiesen (Parti de l'indépendance).

AUTRICHE

L'antisémitisme du maire adjoint de Linz

VIENNE
de notre envoyé spécial

La vie politique autrichienne reste dominée par une affaire Waldheim : dont les développements, sur le plan diplomatique comme sur celui du débat intérieur, sont contradictoires et témoignent du trouble des esprits.

Le président autrichien pouvait penser que les deux voyages qu'il vient d'effectuer à l'étranger, au Vatican et en Jordanie, et la visite à Vienne de M. Nicolai Rytkov, chef du gouvernement soviétique, allaient mettre fin à la malaise provoquée en Autriche comme à l'étranger par son accession à la charge suprême. Mais l'ordonnance et le tigre rouge d'Armen n'ont pas réussi à « normaliser » la situation, et les manifestations de certains « amis » de M. Waldheim ne sont pas de nature à arranger les choses.

Tout l'Autriche ne parle, en effet, que du coup d'éclat de M. Carl Hoedl, maire adjoint de Linz, la troisième ville du pays. Dans une lettre adressée à M. Edgar Bronfmann, président du Congrès juif mondial, M. Hoedl écrivait : « Vous vous comportez [à l'égard de Kurt Waldheim] comme vos collègues nazis qui, y a dix mille ans, ont condamné le Christ à mort à l'issue d'un simulacre de procès, parce qu'il était juif. » Or, comme nous l'avons dit, il est poursuivi : « C'est à vous et à vos parents qu'il est réservé de proclamer de par le monde cette tendance de base talmudique. » Et, malgré les protestations de nombreux Autrichiens, parmi lesquels il faut signaler celle du ministre conservateur de l'économie, M. Robert Graf, M. Hoedl n'a

pas démissionné de ses fonctions officielles, comme le lui demandait le chancelier Vranitzky. Il a reçu le soutien du président du gouvernement de la Haute-Autriche, M. Josef Ratzschböck, l'un des figures politiques les plus importantes du pays.

Dans ce contexte, on ne peut s'étonner que les incidents antisémites se multiplient, inquiétant vivement la petite communauté juive autrichienne.

En revanche, les opposants au président Waldheim ont marqué quelques points ces dernières semaines. Outre la motion de la section de Vienne du Parti socialiste demandant à M. Waldheim de démissionner, le succès de la « veille commémorative » organisée par les résistants autrichiens devant la cathédrale Saint-Étienne, à Vienne, vient conforter ceux qui voudraient que l'Autriche « ouvre les yeux ».

Pendant un mois, du 8 juin au 8 juillet — dates anniversaires de l'élection et de la prise de fonction de M. Kurt Waldheim, — anciens résistants ou résistants intellectuels et artistes se sont réunis à cette veille, entamant un dialogue avec la population. Jusque tard dans la nuit, des discussions passionnées tournaient autour du thème Waldheim, bien sûr, mais aussi de l'Autriche et de son passé mal assumé. Là encore quelques agressions verbales antisémites ont été formulées contre les « veilleurs », mais dans l'ensemble, c'est plutôt la découverte par les jeunes d'un passé occulté de la bouche même de ceux qui l'ont vécu qui a fait le succès de cette initiative, reconnue même par la presse favorable à M. Waldheim.

Quant à la polémique sur le passé du président autrichien pendant la période nazie, elle va

être relancée par la publication, annoncée pour les semaines à venir, du Livre blanc rédigé par les amis de M. Waldheim, à laquelle s'oppose un Livre rouge rédigé par le Congrès juif mondial représentant toutes les pièces du dossier. Le président du tribunal Russell, le philosophe yougoslave Vladimir Dedijer, propose d'autre part de réunir son organisme en session extraordinaire pour examiner la responsabilité de M. Waldheim dans les crimes et génocides commis pendant la deuxième guerre mondiale contre des Serbes, des juifs, des Slovaques, des Romains, des Croates, des musulmans, des Grecs et des Albanais. M. Dedijer, qui a travaillé ces derniers mois sur des archives yougoslaves, estime que son organisation dispose de suffisamment de documents pour se prononcer. Il a demandé au chancelier Vranitzky que les membres du tribunal puissent se rendre à Vienne pour questionner M. Waldheim. Le président autrichien avait, l'an passé, refusé de répondre à une même demande de M. Dedijer.

Enfin, les trois ambassadeurs extraordinaires envoyés par le président autrichien dans diverses capitales européennes pour défendre son point de vue, MM. Karl Gruber, ancien ministre des affaires étrangères, Fritz Molten, ancien directeur général de ce ministère, et Hans Reichmann, ancien ambassadeur, ont rendu compte au président de leur mission, qui n'a pas eu, semble-t-il, les succès escomptés. Nul d'entre eux n'est revenu avec une invitation en bonne et due forme pour le président autrichien, et ils ont expliqué que le pays devra vivre un certain temps encore sous le regard critique de ses partenaires occidentaux.

LUC ROSENZWEIG.

YOUGO-SLAVIE

Peut-on récupérer vingt-cinq ans
de cotisations à la Ligue des communistes ?BELGRADE
de notre correspondant

Membre de la Ligue des communistes depuis 1962 et employé de la cinématographie, Tibomir Zivkovic avait constaté un inquiétant gaspillage des biens sociaux de son entreprise. Il en fut révolté, protesta en vain auprès de la direction de l'entreprise, entra en conflit avec elle et finit par être licencié. Il reprocha alors au parti de négliger la défense des biens sociaux et décida de le quitter. Fait sans précédent, il exigea le remboursement de la totalité des cotisations qu'il avait versées au cours des vingt-cinq dernières années, soit quelque 6 millions de dinars. « Les cotisations », a-t-il déclaré, « devaient servir au parti à

assurer notre progrès et non à nous conduire dans la crise dans laquelle nous nous trouvons. » Comme le parti refusait avec obstination de lui donner satisfaction, il a porté plainte en bonne et due forme devant le tribunal de Belgrade.

Le mensuel *Non*, qui conte cette histoire, écrit qu'à la première audience du tribunal Zivkovic avait demandé que le président de la cour et ses adjoints soient dessaisis de l'affaire : ils étaient tous membres de la Ligue, et il est contraire à la loi et à la morale qu'un accusé soit jugé par des gens ayant les mêmes intérêts. Zivkovic a élargi ensuite ses accusations au comité central, revendiqué des dommages et intérêts et affirmé qu'un rédacteur

de la revue *Kommunisti* lui avait confié que son cas avait été examiné à une réunion du comité central et que celui-ci avait décidé de faire pression sur la cour.

Zivkovic a demandé à la cour de se procurer le procès-verbal de cette réunion et d'entendre ledit journaliste. Il fut déboulé une nouvelle fois et la cour refusa tous les autres arguments qu'il avait avancés pour faire valoir ses droits. « Je ne regrette pas d'avoir perdu le procès », a déclaré Zivkovic, « mais je regrette de l'avoir perdu de cette façon. » Et Non de conclure : « Il semble que le temps des procès montés est révolu et que celui des procès à éviter commence... »

PAUL YANKOVITCH.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Une commission d'enquête écarte
la responsabilité de Pretoria
dans l'accident d'avion qui a coûté la vie
à Samora MachelJOHANNESBURG
de notre correspondant

La commission d'enquête internationale chargée d'établir les circonstances de la catastrophe aérienne qui, le 19 octobre 1986, a coûté la vie au président du Mozambique Samora Machel, ainsi qu'à trente-quatre autres passagers, a rejeté, dans un rapport publié le jeudi 9 juillet, la responsabilité de l'Afrique du Sud.

Préside par un magistrat de Pretoria et composée notamment de deux experts britanniques et de l'ancien astronaute américain Frank Borman, cette commission a attribué les causes de l'accident à une série d'erreurs de l'équipage soviétique qui, pour les membres de cette commission à laquelle les autorités soviétiques et mozambicaines ont refusé de participer, sont à l'origine de l'écrasement de l'appareil en territoire sud-africain, à 150 mètres de la frontière avec le Mozambique.

Si l'équipage avait maintenu le cap pendant huit minutes supplémentaires, il aurait pu atterrir sans encombre sur l'aéroport de Maputo. Au lieu de cela, le Tupolev présidentiel a bifurqué sur sa droite et a heurté des montagnes à 666 mètres d'altitude. Selon le rapport, l'avion avait dévié de sa trajectoire normale et le navigateur avait sélectionné l'aéroport Matsapa, au Swaziland, au lieu de celui de Maputo. L'appareil a néanmoins poursuivi sa descente, croyant approcher de la capitale mozambicaine. Le copilote écoutait de la musique sur une radio à haute puissance et l'équipage discutait du nombre de boissons restantes au moment où il s'est rendu compte que quelque chose ne tournait pas rond. Quand le signal d'alarme de proximité de sol a retenti, il était déjà trop tard, compte tenu d'une vitesse de descente de 2,50 mètres par seconde.

Le comportement de l'équipage, a déclaré le juge Cecil Margo, était en dessous des normes exigées par l'aviation.

La commission a qualifié d'« insoutenable et sans substance » les accusations mozambicaines et soviétiques, à qui le rapport a été transmis, selon lesquelles une « balise-piège » avait été utilisée pour induire en erreur l'équipage.

MICHEL SOLE-RIKHARD.

Deux visites pour Pierre-André Albertini. — Les amis de Pierre-André Albertini, le jeune coopérant français détenu au Chad, ont obtenu de l'Afrique du Sud l'autorisation de Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, et Anne Albertini, sa sœur, puissent lui rendre visite.

L'ambassade d'Afrique du Sud à Paris a fait savoir, le jeudi 9 juillet, aux parents de Pierre-André Albertini, domiciliés à Evreux, que deux visas de « transit » avaient été établis. Le jour de la visite a été fixé au 17 juillet.

TCHAD : à la veille de sa visite officielle en France

Le président Habré estime « prématuré »
l'allègement du dispositif Epervier

A la veille de sa visite officielle en France, du 12 au 15 juillet, le président tchadien Hissène Habré a déclaré qu'il était disposé à rencontrer le colonel Kadafi pour faire la paix, mais qu'il était aussi prêt à faire la guerre si la Libye l'y obligeait. M. Habré a affirmé qu'environ dix mille soldats libyens étaient massés dans l'extrême nord du Tchad, parfois à une quarantaine de kilomètres des positions avancées de l'armée tchadienne, et que Tripoli s'acheminait « continuellement » des renforts dans la région.

Dans une interview accordée à Radio France Internationale, M. Hissène Habré a précisé que « l'allègement du dispositif français au Tchad est prématuré dans la mesure où la situation dans le pays

sur le plan militaire n'a pas encore évolué pour que l'on soit assuré que des événements graves ne se produiront pas ». « Nous pensons que le dispositif Epervier mérite d'être maintenu tel quel », a expliqué le président tchadien.

A propos de sa visite en France, M. Hissène Habré a qualifié d'« excellentes » ses relations actuelles avec Paris. Il a déclaré, alors qu'il a été reçu le mois dernier par le président Reagan, qu'il y avait « complémentarité et non pas concurrence » entre les aides françaises et américaines. Le président tchadien sera, lundi 13 juillet, l'hôte à déjeuner du chef de l'Etat et assistera au défilé du 14 juillet, aux côtés du président français. — (APP, Reuter.)

SOMALIE

Intrigues
pour la succession
à MogadiscioNAIROBI
de notre correspondant
en Afrique orientale

Qui comptera à Mogadiscio pour préparer la succession du général Siyad Barre ? On serait tenté de répondre : « Un peu tout le monde », soit dans l'entourage familial du chef de l'Etat, soit au sein de l'establishment militaire, les uns cherchant à s'agripper au pouvoir, les autres s'efforçant de le leur reprendre.

Dernière péripétie, révélée par Radio-Halgan, la radio des mouvements d'opposition armée au régime qui émet à partir de l'Éthiopie : une tentative de putsch, fomentée, fin juin, par des officiers supérieurs alors que le chef de l'Etat était absent de Mogadiscio (le *Monde* du 8 juillet). Il se confirme de source digne de foi, que le 25 juin, trois généraux, dont le frère de la seconde épouse de M. Barre, et trois colonels ont été arrêtés puis, deux jours plus tard, placés en résidence surveillée.

Autant qu'on puisse le savoir, ce complot n'aurait été monté par des proches du chef de l'Etat, mais par d'écartés d'éventuels prétendants à la succession pour mieux asseoir les chances de l'oligarchie Marehan de se maintenir au pouvoir en poussant sur le devant de la scène le colonel Mohamed Meleah, responsable des bâtiments militaires et propre fils de M. Barre. Il semble que des membres de ce clan aient essayé, sans succès apparent, de compromettre, dans cette ténébreuse affaire, deux de leurs « frères noirs », membres du bureau politique et propre fils de M. Barre, le colonel Abdoulle (PSRS), à savoir M. Ahmed Suleiman Abdallah, ministre de l'Intérieur et gendre du président et, surtout, M. Mohamed Ali Samatar, premier vice-président et premier ministre.

Le grave accident de voiture dont le chef de l'Etat a été victime en mai 1986, près de Mogadiscio, avait relancé la guerre de succession. En décembre dernier, il a obtenu pour la première fois au suffrage universel un nouveau mandat présidentiel de sept ans. Depuis lors, M. Barre a dû faire face à une recrudescence des troubles dans le nord-ouest du pays et à une épidémie religieuse, sanctionnée par la continuation à mort d'une dizaine d'intégristes musulmans, sans que, pour autant, son pouvoir ait paru vaciller.

Malgré le forçage de son entourage familial, conduit par sa femme, l'intrigante Khadija, le chef de l'Etat a refusé, en novembre dernier, de faire entrer au bureau politique du PSRS, le colonel Meleah et M. Jama Barre, ministre des affaires étrangères et un de ses proches parents. En revanche, en janvier dernier, M. Samatar a été confirmé dans sa position de numéro deux du régime et nommé premier ministre ; il n'en a pas moins perdu le poste-clé de la défense, resté sans titulaire.

JACQUES DE BARRIN.

هكذا من الاحل

l'armée

EXCEPT

LES
REN

des conc

MODELES 88

FINANCEMENT

DANS TOUT

Amériques

Oliver North joue l'opinion publique contre le Congrès

(Suite de la première page.)

Il y a l'admiration enthousiaste de tous ceux pour lesquels le choix est tout fait entre les prudences d'une Assemblée et l'assaut décidé contre le communisme, entre l'énergie svelte d'un « marine » bardé de décorations et la rondeur de sénateurs trop souvent assis, entre l'invocation du drapeau et celle de la loi.

Il y a enfin et, bien sûr, dominante, l'admiration du stade, dont les acclamations vont naturellement au petit soldat entré mains nues dans l'arène et qui écrase les fauves en les regardant droit dans les yeux. Car, si formidable que soit la brutale efficacité de l'avocat qui bataille à ses côtés, Oliver North est seul face à la commission d'enquête parlementaire, ses conseillers juridiques et ses chercheurs : seul, face à un procureur spécial qui mène son enquête parallèle et susceptible, elle, de déboucher sur des poursuites judiciaires : seul, surtout, à répondre des livraisons secrètes d'armes à l'Iran, de l'organisation d'un réseau d'aide clandestin (et illégal) à la guérilla sandiniste et du financement de la seconde par les premières.

Un prodigieux acteur

C'est beaucoup pour un seul homme. Mais, alors que chacun attendait qu'il se mure dans le silence ou s'empêtre dans les contradictions, l'Amérique a découvert un prodigieux acteur, éloquent, retenu, parcourant de sa voix toute la gamme des émotions et qui dit une histoire toute simple, avoue tout ou beaucoup en tout cas, mais ne s'excuse de rien, en un mot fait front.

Alors, à lui seul, il emplit le paysage politique, car à la Maison-Blanche le président est aussi vieux que son prestige érodé, qu'il n'y a pas moins de sept candidats démocrates à sa succession, qu'aucun d'entre eux ne domine cette masse de semi-inconnus et que la guerre, côté républicain, promet déjà de ne pas faire de quartier. Perdus dans un scandale inextricable, en panne d'idées et de renouveau, l'Amérique tourne à vide, et Oliver North entre en scène pour dire : « Je ne me suis pas laissé entraîner à me prendre pour le président (...). Je n'étais qu'un membre de l'équipe dont la capacité à arriver à ce que le travail soit fait était démontrée (...). Je suis tout prêt à admettre que je suis naturellement tourné vers l'action (et) j'ai eu des moments où mes supérieurs, confrontés à la réalisation d'objectifs ou de tâches difficiles, disaient simplement : « Ollie, arrangez cela » ou : « Occupez-vous de cela ».

Alors, il obéissait aux ordres, il en est fier, et puisqu'on le jette au banc des accusés, il fixe les membres de la commission et leur dit : « C'est un étrange procès que celui que vous me faites. Le président a apparemment choisi de ne pas affirmer ses prérogatives (celles de l'exécutif) et on vous a permis de fixer les règles. Vous convoquez les fonctionnaires de l'exécutif (...), disséquez leur témoignage : c'est un peu comme une partie de base-ball dans laquelle vous seriez à la fois joueurs et arbitre (...). A la fin, vous affichez le résultat, vous vous déclarez vainqueurs (...). Il est invivable que le Congrès finisse par faire porter le blâme à l'exécutif, mais je pense, moi, que c'est le Congrès qui doit accepter une partie au moins du blâme sur la question des combattants de la liberté du Nicaragua. Disons-le simplement :

le Congrès est à blâmer pour l'inconstance de sa politique imprévisible et vacillante à l'égard des « contras ».

De fait, cette politique a changé tous les ans, mais personne ne se dresse, côté élus, pour rappeler que, s'il en a été ainsi, c'est que le Congrès a d'abord été mis devant le fait accompli du renforcement de la guérilla par les soins de la CIA : il a bloqué tout crédit lorsqu'a éclaté l'affaire du minage des ports nicaraguayens et n'a redébloqué qu'après avoir longtemps négocié des garanties sur leur condition d'utilisation.

Le flambeau du réaganisme

Personne ne dit cela parce que cela ne s'exprime pas en trois mots et que cet officier, brillant de conviction, évoque comme ses plus proches amis les paysans du Nicaragua fuyant le communisme. Il fait déferler sur les Etats-Unis les millions de réfugiés que ferait exiler le totalitarisme triomphant en Amérique centrale, comme le Vietnam a été perdu à Washington et pas sur les champs de bataille où il combattait, et réhabilite la théorie des dominos, tristement vérifiée, dit-il, en Indochine.

Il y a six bons mois que le réaganisme était mort, plus même vraiment défendu par M. Reagan, et voilà qu'un soldat, tous muscles et tout sourire, en relève le flambeau et fait un colossal tabac en réinventant, lui, l'officier conservateur, la défense politique chère aux révolutionnaires. Tout le monde n'est sans doute pas d'accord avec ce qu'il dit, mais tout le monde écoute et regarde « Ollie » contre le Congrès des Etats-Unis, courageux, couvé du regard par sa « meilleure amie », Betsy, sa femme, en robe chemisier et petit collier de perles. Chapeau bas !

Quant au reste, le fond de l'affaire et ses conséquences, c'est toujours le brouillard. Jeudi après-midi, le redoutable conseiller juridique du Sénat, M. Arthur Liman, voix lente et oeil de grand-père sévère qui sait tout, est presque arrivé à canaliser la star, lui a fait raconter comment le défunt directeur de la CIA, William Casey, l'avait à l'avance chargé de porter le chapeau si les ventes d'armes à l'Iran venaient à être découvertes et lui a fait dire surtout qu'il n'était plus disposé à ce rôle depuis qu'il s'agissait d'une enquête judiciaire et non plus seulement de responsabilité politique.

Le lieutenant-colonel a également fini par se trouver un peu à cours d'arguments pour défendre la légalité de ses actions. L'enquête progresse, mais sur l'essentiel - l'éventuelle implication de M. Reagan dans le financement des « contras » par les ventes d'armes à l'Iran - Oliver North s'en tient à sa ligne de défense : il croyait le président d'accord puisqu'il avait obtenu, lui, l'aval de ses supérieurs.

M. Liman : « Ai-je bien compris, Monsieur, en disant que vous avez été placé dans une situation où chacun était désireux et content de faire faire à Ollie North tout ce qui était nécessaire (...) pour autrui que vous ne constituiez pas de dossier liant cela à l'un d'entre eux ? (...) C'est ce que vous faites, vous êtes le lien que l'on peut renier et qui paie les pots cassés si cela sort. C'est bien cela ? »

Oliver North : « C'est en ce sens que j'ai témoigné. »

BERNARD GUETTA.

Proche-Orient

La guerre des pétroliers dans le Golfe

Les Etats-Unis ne riposteront pas à l'attaque du « Peconic » par une canonnière iranienne

Brusque hausse des cours sur le marché libre

Pour la première fois depuis le début de la guerre des tankers dans le Golfe, il y a trois ans, le marché pétrolier paraît réellement inquiet. Après dix jours de hausse ininterrompue, les cours du marché libre ont bondi jeudi 9 juillet sur toutes les places à l'annonce d'une attaque iranienne contre un pétrolier libérien, le *Peconic*, affrété par la compagnie américaine Texaco.

A New-York, le brut de référence WTI a atteint 21,23 dollars le baril, soit le plus haut niveau depuis dix-huit mois ; à Londres, le pétrole brent a coté 19,65 dollars, en hausse de 25 cents, et le brut de Dubaï a été échangé à 17,45 dollars. Ces cours extrêmes du marché au jour le jour correspondent à un prix réel moyen du brut de près de 19 dollars, supérieur au prix officiel de l'OPEP (18 dollars).

Les opérateurs considèrent que la nouvelle attaque iranienne constitue un avertissement aux Etats-Unis, qui s'apprêtent à faire passer sous leur pavillon onze pétroliers koweïtiens. Alors que les destructions de navires, régulières depuis trois ans - quarante-quatre bateaux perdus depuis avril 1984 - ne troublaient

plus le marché, la perspective d'une internationalisation du conflit dans le Golfe pousse désormais clairement les cours du brut à la hausse.

La Maison-Blanche, cependant, a affirmé jeudi 9 juillet que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention de riposter à l'attaque iranienne contre le pétrolier *Peconic*, (*le Monde* du 10 juillet). « Ce bâtiment ne battait pas pavillon des Etats-Unis », nous déplorons cet incident qui est un nouveau exemple du besoin urgent de mettre un terme à la guerre entre l'Iran et l'Irak », a déclaré M. Martin Fitzwater, porte-parole de la Maison-Blanche.

Les observateurs à Manama estiment que l'attaque du pétrolier *Peconic* pourrait être le premier avertissement de l'Iran aux Etats-Unis avant que les pétroliers koweïtiens ne naviguent dans quelques jours sous escorte de la flotte américaine. Le lieu où le *Peconic* a été attaqué par une canonnière iranienne, à proximité du port koweïtien de Mina-al-Ahmedi, montre la détermination de l'Iran de s'attaquer aux exportations de pétrole du Koweït, considéré comme l'allié de l'Irak, quel que soit le pavillon arboré par les pétroliers.

Jamais les vedettes rapides iraniennes armées de lance-roquettes et de mitrailleuses n'avaient attaqué un pétrolier traitant avec le Koweït, aussi près d'un port koweïtien. Elles opèrent généralement dans un périmètre bien défini de l'île de Farsi, qui serait l'une de leurs bases, dans le centre du Golfe où elles attendent les pétroliers pour les attaquer à mi-chemin entre cette île et les côtes saoudiennes.

De plus, les canonnières iraniennes ont attaqué jeudi, en plein jour, c'est la première fois qu'elles le font depuis leur entrée en action dans le Golfe, en mai dernier.

L'hebdomadaire britannique *Jane's Defense Weekly* affirme de son côté, en citant le chef de la marine iranienne, le commandant Mohamed-Hossein Malekzadegan, que l'Iran vient de se doter d'une flotte de guerre sans précédent depuis le début de la guerre du Golfe. Selon le commandant Malekzadegan, l'Iran a rassemblé plus de 80 navires de guerre, d'hydrogénérateurs équipés de canons, de bâtiments de transport et de soutien et d'hélicoptères d'attaque. — (AFP.)

Confusion à Beyrouth-Ouest

Les ravisseurs se disputent Charles Glass et s'accusent d'imposture

BEYROUTH de notre correspondant

Qui est qui et qui fait quoi ? Dans les affaires d'otages étrangers au Liban, déjà ténébreuses, c'est un élément supplémentaire d'incertitude et de confusion.

Après qu'une « Organisation du droit contre l'imposture » ait présenté des exigences réductrices, maintenant si elle n'obtient satisfaction, d'écarter l'otage américain Charles Glass dans les quarante-huit heures (*le Monde* du 10 juillet), l'Organisation de la défense du peuple libre (ODPL), qui a revendiqué le rapt et a, elle, prouvé qu'elle détenait l'otage puisqu'elle a déclaré être un espion à la solde de la CIA, a accusé l'Organisation du droit contre l'imposture... d'imposture, affirmant que celle-ci est « la solde des services de renseignement, destinés à alimenter la réaction de l'espion Glass (...) en posant des questions répugnantes et en menaçant de la tuer ».

L'ODPL souligne que l'interrogatoire de Glass se poursuit. Mais pour sa seconde manifestation sur la scène, elle ne présente aucun document qui puisse permettre de la reconnaître : vidéocassette de l'otage, ni photo, ni photocopie, pièces d'identité ou autres. S'agit-il

donc de la vraie ODPL, celle qui, sous ce sigle, détient Charles Glass ? Et quelle est la réalité de toutes ces étiquettes sous lesquelles se présentent les preneurs d'otages ? Ne s'agit-il pas plutôt de noms d'emprunt pour des groupuscules ayant presque tous le même manipulateur ?

Il devient à vrai dire de plus en plus difficile de démêler le vrai du faux. On peut même se demander si la confusion n'est pas intentionnelle, ment entretenue par les commanditaires des premiers d'otages, pour embarrasser davantage les pays concernés et, surtout dans le cas présent, la Syrie.

On peut également soutenir que les « services de renseignement » mentionnés par le dernier en date des communiqués sont précisément ceux de Damas, qui dans ce cas chercheraient à se donner un prétexte pour passer à l'attaque. La situation est à ce point compliquée que toute explication est valable, et son contraire aussi.

En tout cas, les messages pleuvent sur la Syrie - louanges souvent plus embarrassantes que satisfaisantes - qui essaie de garder un difficile équilibre entre sa qualité de gardienne au Liban et celle d'alliée des alliés (iraquiens) des preneurs d'otages.

LUCIEN GEORGE.

Un ambitieux projet israélien de pompage inquiète les Palestiniens

Guerre de l'eau en Cisjordanie

JÉRUSALEM

De notre correspondant

L'eau, comme la terre, est en Cisjordanie, à la fois source de richesse et symbole de souveraineté, atout économique et enjeu politique. Celui qui la contrôle et la distribue possède, sur ces terres arides, un instrument efficace de domination. D'où la vive inquiétude que suscite chez les Palestiniens, un ambitieux projet israélien de pompage des eaux souterraines dans la région de Bethléem.

A l'étude depuis deux ans, ce plan fut récemment approuvé par le ministère de la défense, en charge des territoires occupés. Il vise à extraire, d'un site de forage proche de Hérodion, au sud-est de Bethléem, un volume annuel de 18 millions de mètres cubes d'eau destinés, pour les trois quarts, à Jérusalem et aux implantations

juives de Cisjordanie. La réalisation de ce projet, estimé à 10 millions de dollars, fut confiée par la compagnie israélienne des eaux Mekorot - la quelle contrôle depuis 1982 le réseau hydraulique de Cisjordanie - à une firme américaine basée dans le Colorado. Celle-ci mettra en œuvre, pour la circonstance, de nouvelles méthodes de forage permettant d'atteindre des nappes phréatiques situées à près de 1 000 mètres de profondeur.

Améliorer la qualité de la vie

La confirmation du projet provoque aussitôt l'hostilité anxieuse des édiles. M. Elias Frej, maire de Bethléem et plusieurs de ses collègues, que les Israéliens n'avaient pas pris la peine de consulter, ont demandé l'abandon pur et simple du plan gouvernemental. Ils craignent un assèchement des cinq puits artésiens qui alimentent les régions de Bethléem et de Hébron. « Ce plan illégal menace notre existence, proteste M. Frej, alors que nous souffrons déjà de pénuries chroniques. Il risque de ruiner notre agriculture et porte atteinte à nos droits nationaux. » Les maires ont alerté les Etats-Unis et les pays européens. L'Egypte et la Jordanie ont décidé, quant à elles, de saisir les Nations unies.

Le programme de pompage ne fait d'ailleurs pas l'unanimité en Israël même. L'administration « civile », responsable de la vie quotidienne en Cisjordanie, a exprimé

ses réticences. Elle subordonne son accord à l'octroi de solides garanties légales de nature à protéger l'alimentation en eau de la population arabe. Quant au ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, on le dit « inquiet » d'un projet qui concrétise piétinement son désir d'« améliorer la qualité de la vie » dans les territoires occupés.

Cette affaire attire l'attention sur l'inégale répartition des ressources hydrauliques de la Cisjordanie. Non seulement Israël y puise un quart de sa consommation, mais surtout la population arabe reçoit à peine plus d'un cinquième du volume total pompé chaque année. Malgré un accroissement démographique de plus d'un tiers et de spectaculaires progrès en irrigation, les quantités d'eau allouées aux Palestiniens de Cisjordanie n'ont augmenté que de 20 % en vingt ans. A la fin des années 80, une trentaine d'implantations juives agricoles consommeront, prévoit-on, les deux tiers de l'eau affectée aux quatre cents villages palestiniens.

Dans son rapport annuel, le contrôleur de l'Etat vient de révéler que les colons de Cisjordanie avaient, en 1985, excédé de 36 % le quota attribué par les autorités. Dans le même temps, les agriculteurs arabes n'ont pu, faute d'autorisation, que très difficilement entreprendre de nouveaux forages. Enfin, grâce à diverses subventions, les résidents juifs de Cisjordanie paient leur eau sensiblement moins cher que les habitants palestiniens.

J.-P. LANGELLIER.

L'affaire Gordji ne peut pas durer longtemps, affirme M. Baudouin

Évoquant le problème des relations entre la France et l'Iran, le porte-parole du premier ministre, M. Denis Baudouin, au cours de son point de presse du jeudi 9 juillet, a renvoyé au texte de l'interview de M. Jacques Chirac, publiée par *le Monde* du 8 juillet. « Nous ne sommes pas inertes, a-t-il affirmé, nous sommes même assez actifs sur un certain nombre de plans : nous avons des contacts concernant différents points. En effet, les choses ne peuvent pas demeurer longtemps, bien qu'aucun délai ne soit fixé. » M. Baudouin a ajouté : « Nous avons toutes raisons de penser que cette affaire pose aussi des problèmes aux Irakiens. » M. Chirac a chargé M. Baudouin d'indiquer que « toute décision sur ce problème se prend en accord absolu avec l'Elysée ».

Après avoir rappelé que « la volonté du gouvernement est de ne pas céder à un certain chantage » et répété qu'il fallait que M. Gordji passe chez le juge d'instruction Bouloque pour être auditionné, M. Baudouin a indiqué que M. Maurice Ulrich, directeur du cabinet de M. Chirac, avait reçu mercredi les familles des otages. Il a ajouté : « Dans cette affaire nous ne mettrons pas les otages de côté. Nous continuons à nous occuper de tout ce qui peut les concerner. »

Il a indiqué, en outre, que le gouvernement avait « plutôt incité » un certain nombre de membres de l'ambassade de France à Téhéran de rentrer à Paris et que « quelques couples envisagent de le faire ». Il a précisé qu'« aucune difficulté » ne leur était faite par les autorités iraniennes s'ils voulaient rentrer en France.

A TRAVERS LE MONDE

M. Vogel, président du Parti social-démocrate ouest-allemand à Paris

M. Hans-Jochen Vogel, le nouveau président du Parti social-démocrate ouest-allemand, a effectué, le jeudi 9 juillet, une visite à Paris, au cours de laquelle il a eu un entretien avec le président Mitterrand et diverses personnalités socialistes, comme MM. Lionel Jospin et Pierre Mauroy, et de la majorité, comme MM. Chaban-Delmas, Bernard Bosson et Raymond Barre. M. Vogel était accompagné de M. Rüdiger Dubs qui anime la commission de travail sur les questions franco-allemandes au sein du groupe parlementaire SPD au Bundestag.

A l'issue des entretiens, M. Vogel a estimé qu'il existait des perspectives pour une coopération militaire franco-allemande renforcée dans le domaine des forces conventionnelles. En revanche, il a rappelé les réticences du SPD en ce qui concerne la force de frappe française. « La France est seule responsable de sa force de frappe », a-t-il dit, avant de souligner que le SPD ne souhaite pas participer aux instances de décision en la matière, contrairement à d'autres forces en RFA.

A Genève Rencontre Pérès-Moubarak consacrée au projet de conférence internationale

Genève (AFP). — Le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères israélien, M. Shimon Pérès, a déclaré que « les choses bougent et avancent », peu après son entretien de deux heures, le jeudi 9 juillet avec le président égyptien, M. Hosni Moubarak.

Reconnaissant que nombre de problèmes restaient en suspens, M. Pérès a souligné la nécessité d'avancer pour clarifier la position de l'URSS et la question de la représentation des Palestiniens. Dans le même temps, il a espéré que le débat en Israël autour d'une éventuelle conférence internationale parviendrait à une « conclusion claire ».

Le président Moubarak a estimé, pour sa part, que l'URSS devait être partie prenante à la conférence internationale. « C'est la deuxième puissance du monde, a-t-il dit, et elle doit être une garantie. » Rejetant toute solution qui serait imposée par les deux superpuissances, M. Pérès a estimé qu'une conférence devrait dénoncer toute forme de violence et se pencher sur le problème palestinien, étant entendu qu'il y aurait une seule délégation jordano-palestinienne.

MÉDECINE - PHARMACIE

CLASSE PRÉPARATOIRE d'octobre à juin, à temps complet. Sections scientifiques (D.C.) ou littéraires (A.B). Depuis 1967, la première préparation de France. Documentation contre trois timbres.

CEPES 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

PEUGEOT 309, 19 VERSIONS 3 ET 5 PORTES, LA GTI EN TÊTE



Darlmart

DARLMAT CONCESSIONNAIRE PEUGEOT TALBOT 146 Bd de GRENELLE 75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

MAROC-USA: UNE ALLIANCE A GÉOMÉTRIE VARIABLE

Pourquoi les relations militaires entre Washington et Rabat évoluent-elles en dents de scie ? Quelle est leur importance, et quelles en sont les limites ?

Une étude du Pr. Minstapha Sahbi, publiée dans le numéro de juillet d'ARABIES, en kiosques et en librairie. 78, rue Joffroy, 75017 Paris ☎ 46-22-34-14.

Les visites du chef de l'Etat à Clamecy (Nièvre) et du premier ministre en Aquitaine

Sous l'aile de César

CLAMECY
de notre envoyé spécial

Il ne faut pas confondre César et Clamecy. La visite de M. François Mitterrand à Clamecy, le jeudi 9 juillet, n'avait rien à voir avec Jules, l'empereur romain. Le président de la République n'était pas venu chez son ami Bernard Baudouin, son ancien suppléant à l'Assemblée nationale, maire de la Venise niennaise, pour entrer dans cette nouvelle « guerre des Gaules » version 1988 que cherchent à lui livrer, depuis quelques jours, les chevronnés RPR de son premier ministre.

Son aide de camp politique, M. Pierre Bérégovoy, qui l'accompagnait en tant que député de la Nièvre et maire de Nevers, l'avait d'ailleurs fait savoir, le matin même, sur Antenne 2 : pas question pour « le garant du fonctionnement régulier des pouvoirs publics et de la sécurité de la France » de se rabaisser à polémiquer avec le premier ministre.

Non, la venue de M. Mitterrand dans la cité médiévale de Clamecy avait essentiellement pour objet de rendre hommage à l'autre César, celui de Marseille, le maître-sculpteur, César Baudouin, à l'occasion de l'inauguration d'un bronze monumental, l'Homme du futur, symbolisé par un dieu païen doté d'une gigantesque aile de navette spatiale. « Consacrons-nous à l'art », avait-il dit lui-même à l'artiste à sa descente d'hélicoptère. Il était donc entendu que le chef de l'Etat n'évoquerait pas les querelles subalternes. Pourtant, en s'entretenant dans la ville natale de Romain Rolland, l'auteur de Au-dessus de la mêlée ?

En grand-père tranquille

Mais, même chez Mitterrand, le naturel ne s'annule pas aussi aisément. Au terme d'une allocution de circonstance, le président de la République a, finalement, « lâché » les quelques petites phrases espérées par tous les observateurs de service, en réponse aux traits qui le visent. Oh ! rien de très nouveau, simplement une variation sur le thème du rassemblement des Français, mais fort révélatrice de son état d'esprit actuel : « Je ne connais pas d'endroit où existe une harmonie naturelle, et la France, de ce point de vue, est particulièrement qualifiée pour faire ressortir son unité de son immense diversité. Bien sûr, on ne peut pas laisser les choses aller ; il ne faut pas non plus se laisser aller, ça arrive... Chez les uns comme chez les autres... Il faut bien que, pour qu'on ne se laisse pas aller, il y ait quelques fonctions qui soient chargées de garantir la nation contre ce qui serait la contradiction de soi-même [...]. Tout l'art de gérer un pays tient là : tirer le meilleur de la diversité des talents, des aptitudes, des différences naturelles, des différences de points de vue, des philosophies qui se croisent opposées et qui souvent le sont, pour que se dégage une figure centrale, celle d'un pays capable de représenter un peuple à travers l'histoire. »

En quelques mots, tout était dit, en réponse à la fois aux chiraquiens qui le désignent comme un « président partisan » et à ceux de ses amis rocardiens

qui auraient plutôt tendance à lui reprocher de devenir un président-soliveau...

Avec, en prime, quelques bribes de discours assez élogiques pour entretenir le suspense sur son éventuelle candidature l'an prochain avec une délectation mal dissimulée : « Les inaugurations, je ne suis pas candidat pour ça... Ni pour rien d'autre [...]. A Clamecy-Chalon, on me presse souvent d'inaugurer ceci ou cela, le musée, mais je ne sais pas si j'arriverai à résister jusqu'au bout à ces pressions... N'extrapolons pas ! Je parle des inaugurations de collèges et d'écoles... »

Avec aussi, en aparté, quelques instantanés plus tard, devant les journalistes, quelques remarques ironiques sur les assauts lancés contre lui par les partisans de M. Chirac : « Si je les écoute, il ne faudrait plus que je sois... Je ne bougerais plus et je ne viendrais même plus à l'Elysée puisqu'il arrive que des passants viennent me serrer la main dans le faubourg Saint-Honoré... »

Que pense-t-il de la polémique lancée par le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, M. Pierre Messmer, à propos des huées qui ont visé le ministre de l'Intérieur au cours du dernier voyage présidentiel en Normandie ?

Il se déclare surpris. Comment peut-on soutenir qu'il a encouragé les jeunes gens qui ont couronné M. Charles Pasqua ? Sa réponse est, précise-t-il, « géographique » : « L'usage fait que, lors de ces visites officielles en province, je marche devant et les ministres un peu plus loin derrière... »

Sous-entendu : je ne reviens pas sur mes pas, donc ce qui a été dit est absurde. Que dire-t-il à l'occasion de sa traditionnelle intervention du 14 juillet sur TF 1 ? « Cela dépendra des questions qui me seront posées. Mais je pense que nous avons remarqué que mes interventions publiques sont pour la plupart utiles... »

Bref, si M. Chirac ne mène pas campagne, M. Mitterrand ne le fait pas non plus. Mais — qu'on ne se le dise aussi — cela ne signifie pas qu'il s'ennuie ou qu'il ne fait rien. En ce moment, M. Mitterrand philosophe, il aime exalter, devant ses auditeurs, « le souci du vrai et du juste », « la volonté de servir plus grand que soi ». « Et qu'est-ce qui est plus grand que soi ? D'abord le peuple ! Ensuite l'autre ambition pour chacun d'entre nous ? Le reste est affaire de destin individuel. »

C'est ainsi que M. Mitterrand, qui n'est pas candidat mais qui pourrait l'être sans vraiment avoir envie de le devenir, va parcourir ces dix provinces françaises en une série de courts déplacements mi-privés mi-officiels. En grand-père descendant tranquillement sur l'art de gérer la France... tout en gérant son propre capital de popularité. Au cas où ? Certes. Mais en exprimant surtout les réflexions d'un homme plus hanté par la fuite du temps et les leçons de choses politiques que par son avenir personnel.

Et il faut bien dire que, dans ce registre du vieux routier symple qui en a beaucoup vu et beaucoup entendu, et qui aime naturellement faire partager son expérience à tous les Français, M. Mitterrand se montre impatiencé... comme un César !

ALAIN ROLLAT.

M. Chirac ne voyage pas pour s'amuser !

En voyage officiel de deux jours en Aquitaine, M. Jacques Chirac a été longuement et amicalement reçu, jeudi 9 juillet, à Bordeaux, par le maire de la ville, M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale. Le premier ministre devait se rendre vendredi dans le sud de la région pour sillonner le Pays basque. En ayant annoncé dès son arrivée d'importantes mesures concernant la recherche scientifique, la culture et l'apprentissage (le Monde du 10 juillet), il a entendu signifier clairement que, tandis que d'autres partent, lui travaille.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Qu'on se le dise, au cas où on ne le saurait pas, M. Chirac travaille. Et s'il voyage, ce n'est pas pour entamer une quelconque campagne électorale. Il est le premier ministre de la France et c'est à ce titre — à ce titre seulement — qu'il a décidé de passer deux jours, les 9 et 10 juillet, en Aquitaine ! C'est donc sous le très fraternel chaperonnage de M. Jacques Chaban-Delmas (« Chaban a remis les compteurs à zéro », se plait-on à dire dans l'entourage du premier ministre) que M. Chirac a entamé un nouveau sprint provincial. Car notre premier ministre est un homme pressé qui dévore à belles dents les tranches copieuses d'un emploi du temps pantagruélique.

Et si sa suite de journalistes et techniciens se monte à une soixantaine de personnes — compte non tenu d'un cabinet fortement représenté —, ce n'est pas pour orchestrer une petite phrase vengeresse sur une cohabitation trébuchante ni pour enregistrer une tribune envoyée à un ministre traubert. C'est seulement pour bien montrer qu'il fait de la

belle ouvrage et que, tandis que d'autres glosent, lui agit.

Ainsi, le voilà, siroté arrivé, penché avec attention, dans les locaux de la SEP (Société européenne de propulsion), sur la maquette du fond arrière du propulseur d'accélération à poudre d'Ariane V, une sorte de gros chaudron blanc qui, dit-on, fait merveille. Au pas de charge, il visite les installations et le voilà déjà sous une étouffante tente ébricotée, entouré de modèles réduits d'Hermès et d'Ariane, qui annonce les grandes lignes de son plan 1988 pour la recherche. La recherche, « l'une des vœux prioritaires de ce budget », verra donc son enveloppe augmenter de 7,7%, le fonds de recherche et technologie sera augmenté de 10%, celui de l'ANVAR également. On facilitera aussi la mobilité des chercheurs.

Moderne et technologique, M. Chirac plonge ensuite sans transition et de manière spectaculaire dans l'ombre hautesse culturelle de l'Entreprise Lainé, l'enfant chéri de M^{me} Micheline Chaban-Delmas qui lui porte les soins d'une mère amoureuse. Dans cette immense bâtisse dépourvue, autrefois lieu de stockage des denrées coloniales et devenue, sous l'impulsion du maire de Bordeaux, un centre d'art contemporain réputé dans le monde entier, le premier ministre s'est émerveillé devant les sculptures de l'italien Mario Merz — couples de verre semées de néon, entassement de vieux journaux — ou devant cet étrange chemin d'ardoises dû au sculpteur Richard Long, sur lequel on a bien recommandé au premier ministre de ne pas poser le pied « car il s'agit d'une œuvre d'art ».

Et pan sur Jack Lang

C'est là que le premier ministre, sous l'œil éteint de M. François Léotard, en stand by avant l'ouverture du festival d'Avignon (mais non, ils ne sont plus fâchés), a décidé d'affirmer que la culture, après tout,

n'était l'exclusivité de personne et d'annoncer, dès lors qu'enfin « la mesure s'est emportée sur l'excès », l'équilibre à remplacer l'insécurité, une loi-programme de cinq ans en faveur du patrimoine. Loin des grands projets chers au président de la République, quatre-vingt-sept cathédrales qui, « véritable crime de lèse-culture, hélas, s'effondrent », seront restaurées ainsi que les parcs et jardins historiques « trop souvent négligés ». Trente sites archéologiques seront sauvegardés. Dès 1988, les crédits seront augmentés de 200 millions de francs. Bordeaux ne sera pas oubliée par cette manne budgétaire : ainsi, le vaste fleuron de la ville, le grand théâtre, la cathédrale et des églises bordelaises profiteront eux aussi des largesses de Matignon. « Il y a quelques années, à tenu à préciser le premier ministre au cas où on ne l'aurait pas compris, l'idéologie a inspiré un grand nombre de décisions mais, devant la réticence des acteurs de la vie culturelle, le discours officiel a changé et l'on a prétendu que la culture devait inspirer toutes les activités publiques. Quelle naïveté, maitre de roublardise intellectuelle et de parisianisme ! ». Et pan sur Jack Lang et son « tout culturel » !

Tandis que quelques manifestants de la CGT, qui réclament la libération de Pierre-André Albertini, le coopérant français détenu en Afrique du Sud, piétinent devant l'hôtel de ville de Bordeaux où les deux Jacques font assaut de châtiments, on déjeune par petites tables, ou, suprême délicatesse de M^{me} Chaban-Delmas, on se groupe dans le salon Marie Laurencin, autour de cartons célébrant les vertus traditionnelles du gaillisme : fraternité, courage, imagination, indépendance et bien sûr ardeur, à la table d'honneur.

De l'ardeur, il en faut pour suivre ce bourreau de travail qu'est M. Chirac : l'inauguration d'un lycée à Pessac, la signature à l'Institut du pin, sous la houlette de M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supé-

rieur, d'un accord-cadre entre l'Institut et la Cellulose du Pin, accord symbolique de l'union possible entre l'industrie et la recherche. M. Chirac n'en a pas fini. Le voilà maintenant au centre de formation des apprentis, qui annonce un effort accru en faveur des élèves issus des collèges et lycées professionnels : 50 millions de francs supplémentaires seront attribués à l'orientation des jeunes apprentis. De même seront assouplies les règles relatives aux contrats d'apprentissage, dont la durée variera d'un à trois ans. « Dès 1987, huit sections de brevet de technicien, trente-quatre sections de baccalauréat et cent vingt-sept sections de brevet professionnel » seront ouvertes et accueilleront plus de 2 500 apprentis. L'Etat consacrera en outre 310 millions de francs à l'amélioration de l'enseignement. 40 000 apprentis bénéficieront d'actions de soutien individualisées.

Le sort de

Jean-Louis Normandin

Fort discrètement, sans témoins, le premier ministre rencontre ensuite les parents de Jean-Louis Normandin, le cameraman d'Antenne 2 détenu en otage au Liban, avant de se livrer avec un plaisir non dissimulé, pendant une heure, aux questions des journalistes de FR 3 qui lui consacrent une émission spéciale. Il n'y a pas question de politique politicienne. Quelques flèches sur la politique culturelle du gouvernement socialiste, l'affirmation qu'au Pays basque, pas plus qu'ailleurs, on ne cédera au terrorisme, l'affirmation, une nouvelle fois, qu'en matière de politique étrangère « la cohabitation ne pose pas de problème ». M. Chirac, à quelques politesses près, n'est maintenant pas loin d'aller se coucher. Le lendemain, une nouvelle journée de travail l'attend, qui doit le mener d'Arcachon à Biarritz, de Mimizan à Bayonne et enfin à Pau. Notre premier ministre n'est pas aux champs. Il entend bien faire savoir qu'il est aux affaires.

AGATHE LOGEART.

Parties de campagne

Ni M. Mitterrand ni M. Chirac ne semblent souhaiter ouvrir prématurément la véritable campagne électorale, chacun refusant de révéler ses intentions pour l'élection présidentielle de 1988. Toutefois, l'un comme l'autre multiplient, avant la « trêve » du mois d'août, les occasions de se manifester à la fois sur le plan de leurs fonctions respectives et sur celui de leurs options politiques.

La cohabitation, a expliqué M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Chirac, au cours de son point de presse du jeudi 9 juillet, n'est pas seulement celle qui découle du scrutin du 18 mars 1986. Celle-là vient d'une simple application des institutions. Même si elle en est un « a priori » — au sens de « transformation » — qu'il n'a pas été facile à gérer, elle a néanmoins fonctionné grâce à la volonté du président de la République et du premier ministre sans « véritable crise ni déchirement ».

Mais une autre cohabitation va devoir également être organisée si M. Mitterrand et si M. Chirac se présentent à l'élection présidentielle. Celle-là, a précisé M. Baudouin, passe « à l'intérieur même de chacun des deux hommes ». Il a supposé qu'elle ne serait sans

doute « pas si facile à gérer ». C'est pourquoi, a-t-il assuré, « M. Chirac cherche à retarder le plus possible cette phase d'affrontement, de campagne, afin qu'elle ne trouble pas le rôle du gouvernement et ne paralyse pas l'activité ». La période d'expédition des affaires courantes devra donc être limitée au maximum. M. Baudouin a répété que les voyages que le premier ministre effectuerait jusqu'à ce moment-là en province ne seraient donc pas destinés à ouvrir la campagne électorale. Il s'est gardé de juger le comportement de M. Mitterrand, se contentant de renvoyer aux déclarations faites par M. Chirac à ce sujet au « Grand jury RTL-Le Monde » du 28 juin, lorsque le premier ministre avait mis en garde le président de la République à l'égard d'une attitude qui serait celle d'un candidat ou d'un « chef de l'opposition ».

S'il n'est pas allé plus loin, M. Baudouin a cependant justifié les critiques lancées ces derniers temps par les membres de la majorité en disant : « Lorsqu'on relit ces textes, on voit bien que ces attaques ne sont pas dirigées contre le président de la République mais contre François Mitterrand, président qui agit en candidat du PS. » C'est ce que

confirme d'ailleurs M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, dans une interview au Figaro du vendredi 10 juillet. M. Baudouin a reconnu que M. Mitterrand était dans une certaine difficulté puisqu'il était contraint à la fois de ne pas dévoiler ses intentions, pour ne pas perdre sa « crédibilité », et de ne pas « désemparer les socialistes » en renonçant à se présenter.

M. Baudouin s'est cependant référé à M. Lionel Jospin qui, selon lui, souhaite que « M. Mitterrand se présente comme un candidat PS affirmé », soulignant que ce vœu était en contradiction totale avec celui de M. Jack Lang en faveur d'un « président aseptisé » pour en déduire que les socialistes eux-mêmes étaient « divisés ».

Erreur et vérité

Au moment même où M. Baudouin s'exprimait ainsi, les hasards du calendrier conduisaient M. Mitterrand dans la Nièvre et M. Chirac en Aquitaine. Or, depuis quelques temps, tous les voyages en province du président et du premier ministre sont observés par la classe politique comme des tournées électorales et les propos qui y sont tenus systématiquement analysés en fonction de l'élection présidentielle de 1988. Des arrière-pensées électorales et des calculs démagogiques sont ainsi prêtés à l'un et à l'autre. Cependant il y a dans une telle réaction à la fois erreur et vérité.

Si l'on approuvait ce processus d'intention, ne faudrait-il pas en bonne logique — condamner le président de la République et le premier ministre à demeurer muets, immobiles, voire « inertes », en leurs palais nationaux respectifs, pendant de longs mois avant chaque consultation nationale ? Peut-on — sans risque de tomber dans l'absurde — vouer les pouvoirs publics à la paralyse dans un pays où les élections se succèdent à un rythme soutenu et avec une forte charge passionnelle ? Faudrait-il que ceux-là soient interdits de campagne, alors que M. Barre, M. Le Pen, M. Lajoinie auraient toute latitude de s'exprimer sans reproches ? Il y a en revanche soit une grande naïveté, soit une bonne dose d'hypocrisie — venant d'ailleurs de toutes parts — à reprocher à un homme politique de se comporter en... homme politique.

Lorsque M. Mitterrand dit « se placer au-dessus de la mêlée », rempli-il sa mission de « président de tous les Français » et de responsable suprême de l'Etat, ou au

contraire cherche-t-il à séduire de nouveaux électeurs ?

Lorsque M. Chirac présente des réformes, débouche des crédits, aide des secteurs en difficulté, remplit-il son mandat de « conduire la politique de la nation », comme la Constitution en fait obligation au premier ministre, ou cherche-t-il à convaincre des électeurs du bien-fondé de son programme ?

La réponse est évidente : l'un et l'autre font l'une et l'autre chose à la fois. Peut-on imaginer qu'un an avant un scrutin les deux responsables de l'exécutif oublient leurs charges, ne fassent plus leur travail, ne dirigent plus l'administration ? Mais peut-on également penser que subitement M. Mitterrand cesse d'être socialiste et que M. Chirac renie son gaullisme ?

Peut-on affirmer qu'un chef de l'Etat élu sur un programme ou qu'un premier ministre choisi en raison du sien n'ont pas de légitimes raisons de persuader les électeurs de leurs majorités respectives qu'ils ont fait, en leur temps, le « bon choix » et les convaincre qu'ils ont toutes les raisons de le confirmer ? Quel responsable politique n'a pas été en campagne électorale permanente dès son accession aux fonctions de direction de l'Etat ou du gouvernement, sans parler de charges moins élevées ? La V^e République — pour ne pas remonter au-delà — fournit à cet égard une référence sans exception.

N'est-ce pas la vocation des élus — quels qu'ils soient — d'être en campagne électorale permanente puisque aussi bien la démocratie exige — pour avoir un sens — que la confiance se maintienne entre les représentants et ceux qu'ils représentent ? Il est vrai aussi que sans émulation, sans compétition, sans rivalité, la vie politique manquera peut-être de piquant, de piment, en un mot de « ragout », comme disait de Gaulle.

ANDRÉ PASSERON.

(Publié)

RECTIFICATIF

Le Comité français du centre international pour la paix au Moyen-Orient précise que c'est par erreur que le nom de Claude Lanzmann figure parmi les signataires de l'appel paru dans le Monde daté du 4 juillet 1987.

Le CDS affiche son barrisme

Le CDS se met progressivement en ordre de bataille présidentielle. A l'issue de leur bureau politique du jeudi 9 juillet, ses responsables ont présenté une série d'initiatives. Un nouveau sigle et bientôt... mais cela ne fut pas dit — un nouveau sigle. Le CDS sera désormais symbolisé par un oiseau aux larges ailes déployées, « symbole d'ouverture, d'essor, d'équilibre ». A la rentrée, déménagement du siège parisien du boulevard Saint-Germain pour occuper des locaux plus modernes, rue de l'Université, à trois pas de l'Assemblée nationale.

Une nouvelle plaquette pour lancer une campagne d'adhésions sur le thème « l'avenir est au centre ». En noir et blanc, les photos de MM. Alain Pöher et Jean Lecomte : l'histoire du CDS. En couleur, et pour la première fois, la photo d'un Raymond Barre souriant avec qui, peut-on lire : « Le CDS veut bâtir et réussir le prochain septennat » : l'avenir. Et c'est encore un Barre souriant que l'on retrouve sur les nouvelles affiches des JDS, qui se préparent à recevoir pour la dixième fois l'ancien premier ministre lors de leur université d'été du 30 août au 5 septembre dans le Bordelais. Le CDS a donc décidé de

s'afficher officiellement et sans retenue avec M. Barre.

Même démarche pour le travail sur le terrain. A partir de novembre sont programmées quatre manifestations régionales élaborées en concertation avec les réseaux barristes réels. A Nantes, le 13 novembre, sur le thème « famille et démographie ». A Toulouse, le 21 novembre, « sur la formation des hommes et compétitivité ». A Lille, le 4 décembre, sur « les nouvelles solidarités » et à Lyon en janvier sur le thème « partage des responsabilités dans la société française ».

Ce tour de France devant être couronné en février à Paris par un grand rassemblement mettant « la démocratie sociale au rendez-vous du prochain septennat ». Sans compter un colloque européen à Paris et une rencontre de tous les maires centristes au mois d'octobre. Autant de projets qui provient de l'évidence que les responsables du CDS ont décidé de bouger. Pour sembler-il trois raisons. Apaiser des militants qui paraissent avoir ces temps derniers des fourmis dans les jambes. Signifier qu'ils n'entendaient pas se laisser doubler dans l'organisation de la campagne de

M. Barre. Enfin, comme l'ont souligné conjointement MM. Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot, aborder rapidement les vrais problèmes et les vrais enjeux pour « éviter une campagne présidentielle anesthésiante du type de celle de 1981 à l'ombre du clocher », leurs craintes étant chez eux aussi de voir M. Mitterrand « jouer utilement d'une sorte d'improvisation ».

D'autres motifs d'inquiétude

Pour l'heure, les centristes ont également d'autres motifs d'inquiétude qui ont été évoqués au cours du bureau politique de jeudi. Les désagréments des élections cantonales. M. Méhaignerie a souligné « que la discipline au deuxième tour puisse jouer intégralement en fonction de celui qui a été choisi en premier par les électeurs ». Le président du CDS a annoncé « que les responsables de la majorité se reconstruisent prochainement pour tirer les leçons de ces élections locales ».

L'élection municipale de Grasse : entre eux, les responsables centristes ont regretté la légèreté et l'inconséquence du président du parti radical, M. André Rossinot. Officiel-

lement, M. Méhaignerie s'est borné à rappeler que les centristes « ne voulaient pas de cette alliance avec le Front national » et « qu'ils n'étaient pas dans cette alliance ».

Notre position est claire depuis l'élection de Dreux, a-t-il conclu. Nous ne changerons pas dans ce domaine.

Enfin, même si cela ne fut publiquement traduit que partiellement, les dirigeants du CDS sont vivement inquiets de la manière dont M. Edouard Balladur prépare le budget 1988. Préconisant toujours une baisse des impôts indirects de préférence à un allègement des impôts directs, M. Méhaignerie souhaite qu'une « véritable confrontation » puisse avoir lieu avant la fin de juillet. De surcroît, les centristes redoutent que le ministre de l'Economie ne remette sur la table son projet de programmation triennal que les barrières d'endettement ne soient pas présentes définies, ne sont pas faites non plus pour rassurer des centristes à la fibre entrepreneuriale qui jugent que de ce point de vue M. Balladur fait avancer la France vers l'échec de 1992 à reculons.

DANIEL CARTON.

حکومت الاصل

La fin des travaux du Parlement

La «session Séguin»

Des microfissures en nombre supérieur à la normale

Le béton de la centrale de Belleville-sur-Loire n'est pas assez étanche

Les responsables de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire, installée en amont de Gien (Loiret), ne sont pas prêts d'oublier les heures passées à tenter de comprendre pourquoi le béton de l'enceinte de confinement du réacteur numéro 1, d'une puissance de 1 300 mégawatts, présente une « porosité supérieure à la normale ». Le contretemps a entraîné un retard de un à deux mois du démarrage en combustible de cette tranchée nucléaire, sans qu'il ait été pour autant porté remède au phénomène.

Tout a commencé à la fin de l'été dernier lors des tests d'étanchéité effectués sur la tranchée numéro 2 de la centrale de Belleville. Au cours de ces essais, où l'enceinte de confinement du réacteur est soumise à une surpression de 4,2 bars, analogue à celle qui régnerait dans le bâtiment après un accident grave de l'installation, les responsables constatèrent que « l'enceinte ne passait pas ». Pourtant, elle résistait fort bien mécaniquement à la pression. Mais son mur de béton de 1,20 mètre d'épaisseur laisse passer l'air en faibles quantités, alors même que la pression ne dépassait pas 1 bar.

Or les consignes des autorités de sûreté sur ce point sont claires : l'enceinte, après accident, ne doit pas, sur une journée, laisser passer plus de 1,5 % de la masse de gaz qu'elle retient (1). Le béton, si bien fait soit-il, n'est en effet jamais totalement étanche. Des microfissures se produisent par lesquelles le gaz sous pression peut progressivement migrer jusqu'à l'extérieur de la paroi. Heureusement, le bâtiment réacteur, tel une poutre russe, est protégé par une seconde enceinte étanche de 55 cm d'épaisseur, dotée d'un espace dont l'air est pompé, puis filtré avant rejet.

Pour remédier aux mauvais résultats de Belleville-2, il fut donc décidé d'installer de 10 milliards de francs ? Y avait-il, pour la sûreté, un risque à le faire ?

couche de polyéthylène pour améliorer l'étanchéité du béton. Le remède fut efficace et le taux de fuite ramené à 1,2 %, sans pour autant que cette tranchée nucléaire ait été soumise à la pression maximale de 4,2 bars. Mais l'amélioration obtenue fut telle, explique M. Pierre Ampeau, chef d'aménagement du site de Belleville, « qu'on décida de l'appliquer préventivement à la tranchée n° 1 avant d'effectuer quelque essai que ce soit ». En vain, car les mesures effectuées lors du test d'étanchéité du mois de décembre 1986 révélèrent un taux de fuite de 1,85 %.

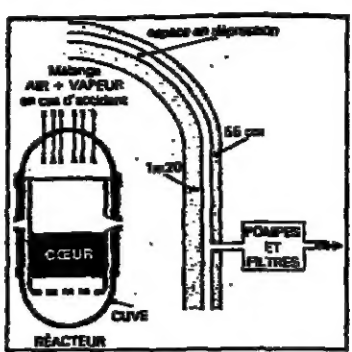
Comme les installations de ce réacteur étaient pratiquement achevées, il était difficile pour les équipes d'intervenir à nouveau dans le bâtiment sans produire des nuages de poussière préjudiciables au fonctionnement futur des appareils. C'est pourquoi les experts recommandèrent, explique M. Ampeau, « de badigeonner 1 300 mètres carrés de mur externe de l'enceinte de confinement ». Sans succès, comme le démontre le nouveau test d'étanchéité fait en mai dernier. Pratiquement le même taux de fuite (1,80 %) fut enregistré.

Des conséquences négligeables

Ces réparations n'ayant rien donné, il fut alors suggéré de pénétrer à nouveau dans l'espace qui sépare les deux enveloppes de béton du réacteur et de recouvrir la face externe du mur « trop poreux d'eau » avec une couche de béton de ciment, en formant des bulles de savon trahissant des fuites importantes.

Ces recherches ne donneront, hélas ! pas plus de résultats que celles effectuées sur les sas, les passages de câbles et de tuyaux, toutes zones particulièrement sensibles au maître de fuite. Il fallut bien se rendre à l'évidence : le béton de l'enceinte de confinement de Belleville-1 fuyait anormalement. (2). Faut-il insister la mise en service de cette installation de 10 milliards de francs ? Y avait-il, pour la sûreté, un risque à le faire ?

« A aucun moment », affirme M. François Cogné, directeur de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, « nous n'avons imaginé de ne pas mettre Belleville-1 en service ». Certes, dit-il, la norme recommandée en matière d'étanchéité n'est pas atteinte. Mais ce n'est pas un « impératif absolu », d'autant que « les conséquences en ce qui concerne la sûreté sont négligeables ». Ce qu'il faut, c'est améliorer



Contraintement aux réacteurs de 900 mégawatts qui sont protégés par une épaisse couche de béton doublée sur sa partie interne par une paroi d'acier, les réacteurs de 1 300 mégawatts sont équipés d'une double enceinte de béton : la première épaisse de 1,20 m doit résister en cas d'accident à une rapide montée en pression du bâtiment et ne laisser passer, à ce moment, qu'un minimum de gaz radioactifs ; la seconde, large de 55 centimètres, protège le tout. Entre les deux, l'air est en permanence pompé et filtré avant d'être rejeté dans l'atmosphère.

l'ensemble, « obtenir des marges comparables à celles des autres enceintes de réacteur du même type », en augmentant, par exemple, la capacité des installations qui pompent et qui filtrent l'air présent (3) dans l'espace inter-enveloppe.

Ainsi les responsables de Belleville-1 seraient-ils certains de

répondre aux critères globaux de sûreté de l'installation, d'autant que, explique M. Jean-Pierre Beaufère, chef du département sites et environnement d'EDF, « le taux de fuite en cas d'accident (air humide et vapeur) serait cinq fois plus faible que celui mesuré lors des essais avec de l'air sec ». Selon les ingénieurs, l'élévation de la température favorise, dans ce cas, la condensation de la vapeur sur les parois froides de l'enceinte et limite donc la porosité du béton. L'analyse a convaincu les services de sûreté, qui ont autorisé, le 30 juin, le chargement du premier élément combustible dans le cœur du réacteur, en laissant entendre que ce genre d'incident ne devait pas se répéter.

Reste que Belleville-2 n'a pas encore subi son test d'étanchéité définitif, et risque, également de ne pas passer la barre. Mais on espère dans le service de sûreté qu'on en restera là et que cette « maladie », due, pense-t-on, à l'utilisation des alluvions de la Loire pour faire le béton, ne se généralisera pas ailleurs. Aucune autre anomalie de ce type n'a été d'ailleurs constatée sur les autres réacteurs de 1 300 mégawatts, mais, désormais, les chefs de chantier sont avertis, comme le montrent les traitements aux silicates recommandés pour la construction des tranchées qui ont suivi Belleville.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Les conditions retenues par les autorités de sûreté sont celles de l'accident de référence, consécutif à la rupture brutale du circuit de refroidissement en eau du réacteur. Dans ce cas, on estime qu'à l'intérieur du bâtiment réacteur la pression pourrait atteindre 4,2 fois la pression atmosphérique et la température quelque 110 degrés.

(2) Coût de l'opération : 1,5 million de francs, plus le prix des conduits (de 500 F à 600 F le mètre carré). Des négociations sont en cours entre EDF et les Grands Travaux de Marseille pour savoir qui paiera la note.

(3) En cas d'accident, le taux de fuite représenterait un débit de 260 mètres cubes heure, alors que les pompes et leurs filtres sont conçus pour traiter 1 500 mètres cubes.

EDUCATION

Feu le « certif »

Le « certif » a fait son temps. Un projet d'arrêté adopté le 9 juillet par le conseil de l'enseignement général et technique, prévoit la suppression, dès 1989 en France métropolitaine, du certificat d'études primaires et élémentaires créé en 1882 par Jules Ferry.

Pièce maîtresse de l'enseignement public sous la III^e République, ce diplôme, organisé dans le cadre du département pour les élèves âgés de plus de quatorze ans, a longtemps constitué un titre de gloire pour ceux qui l'obtenaient. A l'issue d'un examen assez sélectif, les heureux élus pouvaient poursuivre leurs études ou bénéficier de la confiance des employeurs.

La suppression des classes de fin d'études primaires et la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans ont progressivement eu raison de ce monument de la démocratisation des études. Quatre-vingt-sept mille candidats, jeunes et adultes, ont encore postulé ce diplôme en 1983, notamment dans les DOM-TOM, où le certificat sera maintenu, mais la volonté d'annuler 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat a porté le coup de grâce au fameux « certif ».

Un certificat de formation générale, assez similaire au certificat d'études, est toutefois maintenu pour les adultes dépourvus des obligations scolaires.

Une campagne pour encourager les vocations d'instituteur

Le métier d'instituteur n'attire plus les jeunes. En 1986, sept cents postes offerts au concours de recrutement des écoles normales n'avaient pas trouvé preneurs. C'est pour tenter de modifier cette situation, que le ministère de l'éducation nationale a lancé, vendredi 10 juillet, une campagne d'information.

Des dépliants et des affichettes sur le thème « Vous pouvez devenir instituteur » seront diffusés dans les lieux publics. Mais il faudra faire vite car la date limite pour s'inscrire dans les inspections académiques est fixée au 31 juillet.

De tels moyens avaient été employés l'an dernier sans grands résultats. Pour les recrutements de l'automne 1987, la limite d'âge est portée de trente à quarante ans.

Le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC - FEN) estime qu'« une campagne de publicité est loin de correspondre à la nécessité d'une revalorisation morale et matérielle du métier d'instituteur ».

Une réforme plus importante de la formation des instituteurs est en préparation à l'éducation nationale. Les instituteurs continueront d'être recrutés après le DEUG, mais cinq mille bacheliers intéressés par la

carrière pourraient, dès le recrutement 1988, bénéficier de bourses d'études, attribuées sur concours. Pour tous les candidats, une préformation serait organisée dès le niveau bac par les écoles normales, en vue de concours de recrutement proprement dits. Celui-ci ferait une place plus importante à la discipline dominante, étudiée au cours des études universitaires.

MÉDECINE

La Commission européenne s'oppose aux mesures anti-SIDA envisagées en Bavière. La Commission européenne a jugé contraire au traité de Rome les mesures anti-SIDA adoptées par le Land de Bavière (RFA), prévoyant un contrôle systématique de séropositivité aux frontières pour interdire le séjour des étrangers porteurs de virus (le Monde du 21 mai). Elle a estimé que cette législation remettrait en cause le principe de la libre circulation des personnes inscrites dans le traité. Toutefois, la Commission ne peut s'opposer à l'instauration de telles mesures à l'égard de ressortissants non-communautaires.

CONCORDANCES DES TEMPS

Chroniques sur l'actualité du passé

Par Jean-Noël JEANNENEY

HIER, la syphilis fut considérée comme une punition divine. Aujourd'hui le SIDA...

En 1924, Poincaré tenta de privatiser le monopole des allumettes. En 1987 Balladur...

Sous la III^e République, l'absinthe provoqua des tempêtes à la Chambre. Sous la V^e, la pub pour la bière à la télé...

En 1833, Alexis de Tocqueville s'interrogea sur le système des prisons privées. Au siècle dernier, l'immigration, celle des Italiens, posa le problème des étrangers. Et il y a quatre-vingt-dix ans, les attentats anarchistes semèrent la terreur...

Dans « le Monde », pendant tout l'été, « Concorances des temps », une chronique sur l'actualité du passé racontée par Jean-Noël Jeanneney. Trente-six faits historiques, parfois oubliés, qui évoquent nos problèmes d'aujourd'hui.

« Concorances des temps », une grande série à lire cet été dans « le Monde », pour mieux comprendre certains débats actuels de notre société et éviter les jugements définitifs ou les opinions à l'emporte-pièce.

A partir du 15 juillet, chaque jour dans

Le Monde



هكذا من الاجل

Société

Prix d'ami au café de Voiron...

VOIRON
de notre envoyé spécial

Voiron (Isère). — Voiron, spécialité : la charcuterie. Deux cent mille visiteurs processionnent chaque année devant les chais où vieillissent religieusement les cent trente plants qui composent la liqueur. Voiron fabrique aussi des skis et des câbles coadjeux. Mais le gros bourg de vingt mille habitants est en train de se faire remarquer par une autre particularité : le café à deux tarifs.

La femme de Dédé, le patron du Royal Bar, rue Jean-Jaurès, l'explique très simplement : « Je sers qui je veux et je fais payer le prix que je veux ».

Ce système permet de distinguer deux types de clients : celui qui mérite le café à 3,50 F, et l'autre, qui doit signer 4,50 F. C'est-à-dire le prix fort que Dédé a inscrit sur le barème affiché « depuis que les prix sont libres ».

Comment séparer les deux catégories ? Le patron a trouvé : il y a les bons clients, connus ou anonymes, et les autres, les « indésirables », c'est son mot. Ceux dont la seule présence, dit-il, chasse les bons clients. Attention ! Dédé se veut rassurant : « Les indésirables, ce ne sont pas tous des Arabes ». En fait, c'est une bande de jeunes. Maghrébins en majorité, avec un zeste de Portugais et un doigt de Français de souche. Car le garçon boucher a raison : « La canaille, ça n'a pas de couleur. Ça n'est ni rouge, ni jaune, ni noir ».

Ces jeunes, ils descendent du quartier Brunetière, l'ensemble local HLM. Leur MJC a été fermée voici quelques mois. Ils s'ennuient. Depuis qu'un journal du centre de formation de journalistes a révélé l'affaire, ils désertent la rue Jean-Jaurès.

Ils connaissent trop bien les accusations portées contre eux : vols en tous genres, vacancisme autour de Royal-Bar, la disparition du distributeur de cacahuètes... Tous les commerçants de la rue Jean-Jaurès vous le diront : « On sait bien que s'est emparé des « commissions » du propriétaire du cinéma pendant qu'il était en voyage. Et qui a fauché la caisse du Royal-Bar, qui a enfoncé la porte du marchand-ferrail et piqué au moins cent autoradios dans la rue. Mais il faut être honnête, n'est-ce pas ? Non, on ne les a pas vus ».

Dans la bande de Brunetière, on se défend. La machine à cacahuètes, d'accord. « Mais elle contenait une poignée d'argent et jamais de cacahuètes pour nous ». La boutique du baby-foot ? « Mais, ce type, il tient un bar ou une maison de repos ? »

Ils en racontent d'autres sur la Royal : le sandwich « de 30 centimètres de long si t'es blanc et 10 centimètres si t'es noir ». Les fouteurs où la femme de Dédé leur interdit de s'asseoir...

Ils ne savent plus où aller. Le quartier arabe, la Genevoise n'est pas leur canton. D'ailleurs, chez Dédé et le Café de Bône sont fermés, à cause de la rénovation du quartier. Chez Fata, des adultes échappent : « Le patron du Royal, on voit à sa tête qu'il est contre nous ». La racisme n'a pas de frontière.

Un bar tranquille...

Le maire de la ville, M. Philippe Vial, non-inscrit, soutien de la majorité, s'inquiète. La délinquance ne bat pas de records à Voiron. Un inspecteur de police fait état de mille quatre cents dépôts de plaintes en 1986, chiffre proche de celui des villes de même importance.

Ce qui préoccupe le premier magistrat, c'est le « climat d'insécurité » dont se nourrissent de telles affaires. Il voudrait recruter une demi-douzaine d'agents de police municipaux pour renforcer les trois dont il dispose. Pour l'heure, il « condamne » les comportements discriminatoires et attend le rapport qu'il a demandé, le 30 juin, au commissaire de police. Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) lui a écrit, et demande aussi des comptes.

Un commerçant de la rue Jean-Jaurès encourage Dédé, parce qu'il souhaite « un peu plus d'ordre ». Non, ça, ça fait penser à La Pen. Alors : plus d'ordre ? Le Front national, ni plus ni moins florissant qu'ailleurs, a pris de 10 % des voix aux dernières élections législatives, se dit.

Dédé se sent soutenu dans la rue Jean-Jaurès. Il va demander à Tavyab, le projectionniste algérien du cinéma Royal de tenir son bar pendant les vacances. « Comme ça, on verra bien que je ne suis pas raciste ». Non, il n'a pas porté plainte quand on lui a dérobé 700 F dans sa caisse, en novembre : « A quoi bon, ils sont relâchés aussitôt ! »

Dans la ville, c'est la gêne qui se devine : « Tous ces vols... Mais ce n'est pas une raison pour faire payer plus cher certains clients ». Une affiche bat la vitrine du cinéma Royal, fermé pour cause de vacances : Attention, bandits. Les commerçants de la rue Jean-Jaurès ont « enfin ce qu'ils voulaient : un bar tranquille ».

CHARLES VIAL.

La modernisation de la police

Des crédits nouveaux seront dégagés annonce le ministère de l'intérieur

« Le gouvernement a décidé non seulement d'exécuter dans son intégralité le plan de modernisation de la police nationale voté en 1985, mais aussi de dégager des crédits nouveaux pour accélérer son développement dans les domaines de l'immobilier, de l'informatique et de l'habillement », a annoncé, le mercredi 8 juillet, le ministère de l'intérieur.

Cette déclaration survient après l'enquête effectuée par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) sur l'état d'avancement du plan de modernisation de la police. M. Deleplace, secrétaire général de la FASP, en avait publiquement commenté les résultats, quelques heures plus tôt, assurant

que l'enquête montrait que le plan de modernisation était « en retard ». Le ministère de l'intérieur assure, lui, que « depuis 1986, les effectifs ont été accrus grâce à la création de 1 500 emplois de policiers et l'affectation de 1 200 appelés du contingent ». Il entend néanmoins ne pas en rester là : « Un important dispositif législatif a été mis en place pour permettre à la police d'agir dans un cadre juridique adapté aux caractéristiques modernes de la délinquance, de la criminalité et du terrorisme », ajoute le ministère de l'intérieur, qui conclut que « conscient de tout ce qui reste à faire, le gouvernement continue son effort pour améliorer l'équipement de la police nationale et les conditions de travail de ses personnels ».

Les « enfants d'Alger » obtiennent un « permis de vacances »

Premier pas vers la reconnaissance d'un droit de visite transfrontière : le gouvernement algérien a permis depuis le 1^{er} juillet à une vingtaine d'enfants retenus par leur père en Algérie de venir en France pour un mois de vacances.

Vingt enfants sur plus de trois cents dossiers en attente, c'est peu et beaucoup si l'on considère les conditions dans lesquelles ont été obtenus ces droits de visite. En effet, dans la plupart des cas, la loi française considère que ces enfants dont la garde a été confiée à la mère sont retenus illégalement en Algérie. Ces derniers auraient donc possibilité de les retirer auprès d'elle mais elles ont consenti à s'engager à les renvoyer dès la fin des vacances.

Le médiateur français, M. Claude Allaer, président de la cour d'appel d'Angers, a dû également promettre personnellement sur l'honneur que

les enfants retourneraient auprès de leur père. Personnellement, car le gouvernement français ne saurait se placer en contradiction avec la chose jugée et qu'il n'est bien sûr pas question pour ces mères de renoncer à leurs droits. Chacune a en effet engagé une procédure judiciaire pour faire confirmer en Algérie le jugement français.

Parallèlement, le gouvernement français continue à négocier une convention qui permettra la reconnaissance des décisions judiciaires d'un côté et de l'autre de la Méditerranée. Ces droits de visite « sauvages » ont l'avantage de permettre aux enfants de ne pas rompre leurs liens avec leur mère en attendant la fin de ces interminables négociations.

C. Ch.

JUSTICE

Le zèle coupable d'un policier

Pierre Gerbier, le gardien de la paix parisien âgé de vingt-quatre ans qui avait fait déshabiller une jeune Ivorienne de seize ans, sur un square, le 9 octobre 1986, en invoquant la recherche d'une dose de stupéfiants, a été condamné, jeudi 9 juillet, à huit mois de prison avec sursis pour « violences volontaires par fonctionnaire ».

Le policier, particulièrement zélé, avait soupçonné une lycéenne, Sylvie Zanon, de transporter de la drogue. Pour en avoir le cœur net, tout en gardant une certaine discrétion, il avait demandé à un gardien du square de la Madone de lui confier les clés des toilettes pour procéder à la fouille (Le Monde daté 5-6 juillet).

Dans son jugement, le tribunal, présidé par M. Marie-Paul Duverrier, rend hommage aux fonctionnaires de police en notant que leur tâche « est aussi difficile que périlleuse, notamment dans le dix-huitième arrondissement », avant de déclarer : « Il convient de rappeler que tout policier est tenu de l'assurer avec rigueur, de ne jamais abuser du pouvoir que ses fonctions lui confèrent sur autrui et de faire preuve d'une circonspection toute

particulière envers de jeunes gens comme la victime qui, alors que rien ne la désignait comme délinquante, fut interpellée dans des conditions aussi injustes que traumatisantes ». Pierre Gerbier devra verser 10 000 francs de dommages et intérêts à la jeune fille.

Un second jugement, rendu le même jour, condamne le policier à une nouvelle peine de huit mois de prison avec sursis, mais cette fois pour vol. Le 18 juillet 1986, il avait intercepté M. Abdou Soulihi, sans titre de transport, à la station de métro Barbès-Rochechouart. En le fouillant, il avait « saisi » une somme de 10 000 francs en espèces que le voyageur transportait sur lui.

Le tribunal donne à nouveau une leçon de comportement au fonctionnaire en déclarant : « Rien ne saurait justifier une soustraction frauduleuse de la part d'un homme qui, en raison même de ses fonctions, doit demeurer strictement irréprochable pour pouvoir bénéficier, auprès de tous, de la confiance et de l'autorité, sans lesquelles il ne saurait y avoir de police efficace et crédible ».

M. P.

L'ancienne épouse du président Bourguiba obtient la condamnation de « Jeune Afrique »

Mme Wassila Ben Ammar, épouse du chef d'Etat tunisien Habib Bourguiba jusqu'au divorce prononcé le 11 août 1986, a obtenu, le mercredi 8 juillet, devant la première chambre du tribunal civil de Paris, la condamnation du groupe Jeune Afrique, qui devra lui verser le franc symbolique de dommages-intérêts.

La poursuite engagée par Mme Ben Ammar visait trois articles : l'un publié par l'hebdomadaire Jeune Afrique du 27 août 1986 ; le deuxième, dans le magazine mensuel de septembre 1986 ; le troisième, dans le bimensuel économique de septembre-octobre 1986.

Mme Ben Ammar y était accusée, en particulier, de corruption et de trafics d'influence. Mais, malgré les nombreuses pièces passées au dossier par les défenseurs de Jeune Afrique, le tribunal, présidé

par M. Jean-Marie Desjardins, observe notamment : « Ces faits (...) ne sont pas corroborés par des éléments de nature à en faire admettre la réalité ». Les juges ajoutent : « Si les textes incriminés contiennent des éléments qui ne sont pas en soi diffamatoires, tels ceux (...) qui relèvent au plan politique et économique d'une appréciation de la manière dont, au cours des dernières années, auraient été conduites les affaires de la Tunisie qui échappe au jugement de ce tribunal, il apparaît toutefois que ces articles, en procédant par allusions et imputations de faits précis, nuisent intentionnellement à l'honneur et à la réputation de la demanderesse ».

Le tribunal ordonnera en outre au groupe Jeune Afrique de faire figurer dans ses prochaines publications un communiqué amonçant sa condamnation.

Au tribunal de Bordeaux

Le magistrat instructeur de l'affaire Maurice Papon devrait être désigné en août

BORDEAUX
de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux devait désigner le mardi 7 juillet le magistrat chargé de reprendre l'instruction de l'affaire Papon, mais la décision a été renvoyée — en principe — au 4 août.

La chambre d'accusation estime, en effet, que M. Maurice Papon aurait dû être convoqué à l'audience du 7 juillet dans la mesure où, nommé dans le réquisitoire introductif, il a qualité d'inculpé. Le 11 février, la chambre criminelle de la Cour de cassation avait annulé tous les actes de poursuites et d'instruction postérieurs au 5 janvier

1983 et renvoyé le dossier devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux.

La désignation du magistrat instructeur, initialement fixée au 30 mai, a été repoussée à deux reprises pour des raisons de procédure : il fallait attendre la nomination d'un magistrat supplémentaire à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux. Il est, en effet, désormais acquis que le conseiller à qui serait confié l'affaire se consacrerait exclusivement à cette tâche. M. Papon, secrétaire général de la préfecture de Bordeaux entre 1942 et 1944, est accusé d'avoir participé à la déportation de juifs dans la région de Bordeaux.

G. de M.

L'affaire du Carrefour du développement

M. Yves Chaliier maintient ses accusations contre M. Guy Penne, ancien conseiller à l'Elysée

M. Yves Chaliier, principal inculpé de l'affaire du Carrefour du développement, a une nouvelle fois évoqué, le jeudi 9 juillet, dans le cabinet du juge d'instruction M. Michau, le rôle joué, selon lui, par M. Guy Penne, ancien conseiller à l'Elysée, chargé des affaires africaines, dans l'achat du château d'Orléans (Eure-et-Loir) par l'association Promotion française.

Selon M. Chaliier, c'est M. Penne, qui avait eu l'idée de créer un centre de formation pour des cadres africains et qui avait proposé, au cours d'un déjeuner à l'Elysée, d'acquiescer au château appartenant à l'empereur Bokassa. M. Penne aurait supervisé les travaux dirigés par un architecte qu'il « connaissait très bien », tout comme le notaire qui a passé l'acte de vente.

M. Penne, entendu par M. Michau à ce sujet au mois de

novembre 1986, avait déclaré n'avoir appris l'histoire du château d'Orléans qu'en avril 1986, lors d'un autre déjeuner à l'Elysée avec ce notaire et en présence de MM. Christian Nucci et Jean-Christophe Mitterand, fils du président de la République et successeur de M. Penne comme conseiller aux affaires africaines à l'Elysée.

Enfin, jeudi matin, M. Nucci, qui a été reçu par M. Michau, a déclaré que les expertises d'écriture concernant la emprunt de 2 320 000 F contracté par Promotion française pour l'achat du château d'Orléans confirmeraient sa thèse. Selon M. Nucci, les expertises apportent la preuve que ce document, dont aucune trace n'a été conservée au ministère de la coopération « à la demande de M. Chaliier », a bien été signé de la main du chef de cabinet.

Au tribunal de Paris

Le maire de Noisy-le-Grand condamné pour provocation à la discrimination

En proposant à son conseil municipal, le 26 septembre 1985, le vote d'une motion demandant au préfet de Seine-Saint-Denis « l'arrêt immédiat de toute attribution de logements aux étrangers non membres de la Communauté européenne », le maire (RPR) de Noisy-le-Grand, M. Françoise Richard, s'est rendu coupable du délit de « provocation à la discrimination à l'égard d'un groupe de personnes en raison de leur origine et de leur non appartenance à des nations déterminées ».

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacqueline Clavery, a infligé, mardi 7 juillet, une amende de 5 000 F à M. Richard, qui devra verser 5 000 F de dommages-intérêts au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) à l'initiative de la poursuite.

Le maire avait expliqué à l'audience du 23 juin (Le Monde daté 28-29 juin) que cette motion ne lui avait été inspirée par aucune arrière-pensée de discrimination puisqu'il s'agissait au contraire d'éviter que ne se développe à Noisy-le-Grand le climat de racisme et de violence « que connaissent

toutes les villes qui n'ont pas su réagir à temps », selon la formule utilisée dans le projet de délibération.

Tout en constatant que M. Richard « a prétendu qu'elle entendait protéger la population immigrée et faciliter son intégration en évitant une trop grande concentration à Noisy-le-Grand », le tribunal déclare : « Ce mobile, quelle que soit la légitimité, demeure sans incidence sur la constitution du délit ». Les juges soulignent que la « mesure de retranchement, telle qu'elle est formulée », répond à la définition légale de l'infraction.

Enfin, les magistrats caractérisent la « provocation » en observant : « Les propos en cause ont été publiquement tenus par M. Richard ; ils ont recueilli une audience que d'aucuns se sont efforcés d'amplifier en y faisant écho dans un tract. Si on se borne, comme il se doit, à ce qui a été entendu en séance, il est bien certain que l'attitude très ferme et même pressante qu'elle a prise le 26 septembre 1985 était de nature à entraîner des réactions discriminatoires ».

MAURICE PEYROT.

« Le Quotidien de Paris » est condamné pour diffamation envers M. Saint-Jean

Le directeur de la publication du Quotidien de Paris, M. Philippe Tesson, et le journaliste Eric Yung ont été condamnés, le lundi 6 juillet, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, à de fortes amendes et devront verser un total de 80 000 francs de dommages et intérêts pour avoir diffamé M. Roger Saint-Jean, directeur adjoint au docteur.

Le 29 septembre 1981 et le 30 septembre 1982, le Quotidien de Paris avait publié deux articles mettant en cause M. Roger Saint-Jean dans un trafic de cigarettes. Inculpé le 3 décembre 1983 par M. Germain Sengelin, juge d'instruction à Mulhouse, M. Saint-Jean a bénéficié d'un non-lieu le 22 janvier 1987 rendu par M. Francine Caron, juge d'instruction à Paris, qui avait repris l'information judiciaire après que la

cour de cassation eût retiré le dossier au premier magistrat.

En condamnant le directeur de la publication et le journaliste à payer chacun une amende de 10 000 francs et une seconde de 15 000 francs, le tribunal, présidé par M. Jacqueline Clavery, note, en reprenant les arguments de M. Georges Kiejman, que les articles « ne présentent pas M. Saint-Jean comme un inculpé bénéficiant de la présomption d'innocence, mais comme un coupable ». Les juges ajoutent : « Il ne pouvait échapper au journaliste que ses écrits mettaient gravement en cause un haut fonctionnaire dont le métier est de démasquer les contrebandiers ».

Les deux jugements devront être publiés dans le Quotidien de Paris et dans trois journaux, aux frais des condamnés.

A propos d'une action engagée contre « le Monde »

Seul le parquet peut avoir l'initiative des poursuites pour « apologie de crime de collaboration avec l'ennemi »

L'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR) et le Comité d'action de la Résistance (CAR) n'avaient pas qualité pour engager des poursuites pour « apologie de crime de collaboration avec l'ennemi » contre le Monde et pour complicité de ce délit contre deux associations qui avaient fait publier, le 13 juillet 1984 sous la mention « publicité », un texte favorable au maréchal Pétain.

Dans ce texte, intitulé « Français, vous avez la mémoire courte », l'Association pour défendre le mémoire du maréchal Pétain et l'Association nationale Pétain-Verdun rappelaient l'attitude du maréchal, entre 1916 et 1945, pour tenter de faire admettre la révision du procès. La publication de ce texte devait entraîner les plaintes de l'ANACR et du CAR, suivies des inculpations des présidents des associations signataires, MM. Maurice-François Lehideux et Hubert Massol, ainsi que du rédacteur du plaidoyer, M. Jacques Isorni, qui fut l'un des défenseurs de Philippe Pétain en 1945.

Le 27 juin 1986, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Emile Cabie, relaxait M. André Laurens, directeur du Monde lors de la publication, M. Isorni et MM. Lehideux et

Massol, en rappelant notamment que les propos publiés ne comportaient « aucune tentative de justification de la collaboration avec l'Allemagne nazie, qualifiée de barbare », avant de déclarer, à propos du texte de M. Isorni : « Il s'inscrit dans le cadre de l'action qu'il poursuit depuis 1945 pour obtenir la révision de l'arrêt rendu par la Haute Cour de justice le 15 août 1945. Cet objectif est parfaitement licite ».

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a rendu, le jeudi 9 juillet, un arrêt qui annule la procédure depuis son origine. En effet, selon les magistrats, seul le parquet peut avoir l'initiative des poursuites en matière « d'apologie de crime de collaboration avec l'ennemi », puisque ce délit ne figure pas dans une liste limitative de la loi du 29 juillet 1981, qui énumère les infractions où une partie lésée peut directement poursuivre.

« Il résulte de cette analyse que les parties civiles n'avaient pas qualité pour mettre en mouvement l'action publique, bien qu'étant habilitées à joindre leur action au ministère public, si ce dernier engageait des poursuites », indiquent les juges, avant de conclure : « En l'espèce, l'action publique n'a pas été mise régulièrement en mouvement à l'origine ».



Le Monde

LE DOSSIER BARBIE

Un procès pour l'histoire

Un numéro spécial hors-série : 25 F

Le Monde SPORTS

CANOE-KAYAK : championnats du monde

Les écumeurs de rivière

Quatre cents compétiteurs, représentant vingt-cinq nations, disputent du 10 au 19 juillet, en Haute-Tarentaise, les championnats du monde de canoë-kayak en eaux vives. Déjà organisée au même endroit en 1969, cette compétition voit couronner l'énorme effort de promotion entreprise depuis le début de la décennie par la Fédération française de canoë-kayak.

BOURG-SAINT-MAURICE
de notre envoyé spécial

FORT de sa position dominante sur le plan international, le canoë-kayak français a vu ses effectifs gonfler pour atteindre aujourd'hui quarante-trois mille licenciés, quatre fois plus qu'il y a cinq ans. Trois millions et demi de Français déclarent avoir pratiqué au moins une fois le canoë ou le kayak, au cours de leurs loisirs.

Complément idéal des sports de neige, le canoë-kayak, désormais souvent associé au rafting, s'est inscrit dans les projets d'aménagement touristique des vallées alpines. Les stations savoyardes des Arves, de Macot et de La Plagne ont encouragé la construction de la base internationale de Bourg-Saint-Maurice, premier stade d'eaux vives au monde inauguré en juin 1986, où se disputent les championnats du monde, les épreuves de descente ayant lieu les 11 et 12 juillet, celles de slalom du 17 au 19 juillet.

Le canoë-kayak en eaux vives ne fait pas partie des disciplines olympiques (seules sont admises les épreuves de courses en ligne en eaux calmes), mais les aloumeurs nourrissent l'espoir d'être intégrés au programme des Jeux de 1992 à Barcelone, après l'avoir été une seule fois à Mexico en 1972.

Cette perspective a pour effet de relayer régulièrement le niveau des compétitions. Les Français, qui dominent collectivement la discipline, sont confrontés à une opposition de plus en plus internationale, notamment des pays de l'Est. Un troisième titre consécutif par équipe ne devrait pas échapper aux Français Marie-Françoise

Grange, Myriam Jérusalem et Sylvie Arnaud, mais l'objectif tricolore affiché reste de glaner le ou les titres individuels qui manquent au blason du slalom français.

Dans cette optique, la préparation des athlètes a fait l'objet de soins particuliers, tant sur l'individualisation de l'entraînement que sur l'apport psychologique de la dynamique de groupe, pour laquelle ont été requis les services de Nicolas Chevalier, conseiller en management, qui a eu l'occasion d'intervenir auprès de l'équipe Renault de formule 1 et des footballeurs du Paris-Saint-Germain afin d'optimiser leurs performances. Lors des derniers championnats du monde, en 1985 à Augsburg, les Français n'avaient obtenu que la deuxième place dans quatre épreuves, alors qu'ils semblaient en mesure d'accéder à la plus haute marche du podium.

Parallèlement, la FFCK s'est préoccupée d'encourager vivement la médiatisation de ses figures de proue : les photos de jolies kayakistes bronchées ont

flouré dans les revues sportives et les magazines féminins.

Le payeur français le plus connu reste toutefois l'incontournable Gilles Zok, roi de la descente de rivière. Détenteur de huit titres mondiaux dont trois en individuel en canoë monoplace, il est déjà l'un des athlètes français les plus couronnés, toutes disciplines confondues. Il vise un quatrième titre mondial samedi, sur l'isère, avant de prendre sa retraite sportive à trente-trois ans.

La descente (course contre la montre individuelle) est le véritable jardin des Français qui, il est vrai, ne trouvent face à eux qu'Allemands de l'Ouest, Italiens et Yougoslaves, ainsi qu'un ou deux Américains.

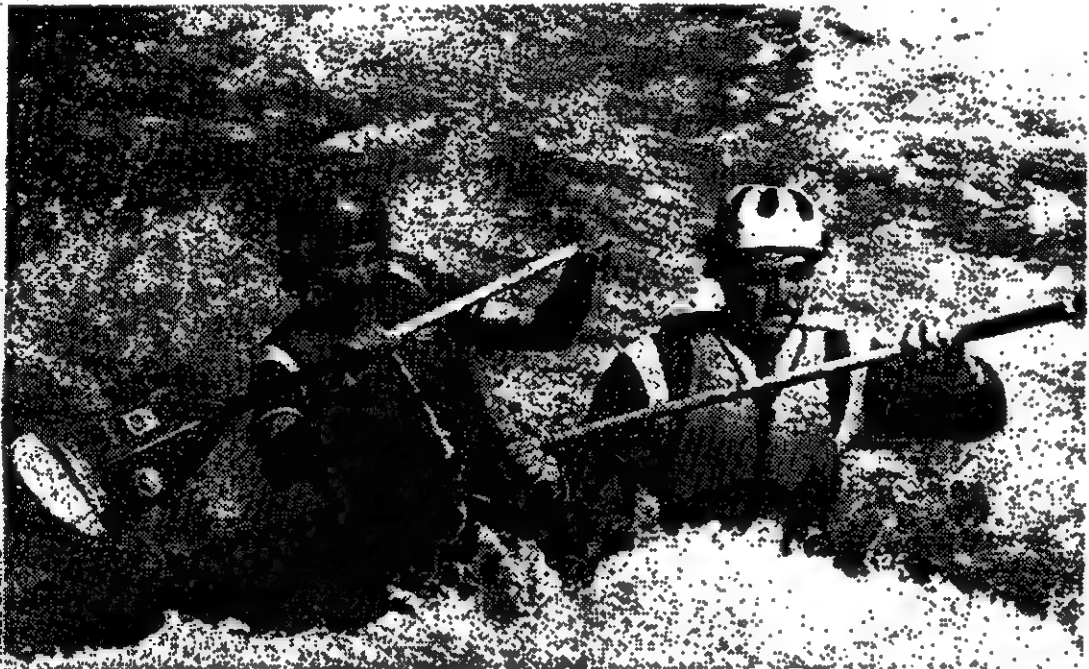
Cette discipline est monocoque, selon certains, de disparition. Régulièrement d'innombrables barques, les rivières européennes ne sont plus capables d'offrir les six ou huit kilomètres d'eaux tumultueuses qui font le charme de cette course spectaculaire. Aussi travaille-t-on à des formules raccourcies. Cette année, l'épreuve ne sera disputée que sur 5 kilomè-

tres. Des sprints de 400 mètres seront également proposés en démonstration. Il s'agit des premières d'un nouveau règlement plus conforme aux conditions naturelles et aux exigences du spectacle.

Quels qu'en soient les résultats, ces championnats du monde vont marquer pour le canoë-kayak français une rupture avec l'époque héroïque des pionniers, le temps du canoë-bivouac, des baskets et des pulls troués. Camping-car, aux couleurs des sponsors, matériel sophistiqué, bermudas, tee-shirts éclatants, donnent à ce rassemblement le petit air « fun » d'une compétition de surf.

Bénéficiant pour la première fois d'une importante couverture médiatique, en particulier télévisuelle avec de nombreux rendez-vous sur Antenne 2, cette confrontation mondiale, qui devrait rassembler un peu plus de cent mille spectateurs sur les dix journées, représente pour ses organisateurs une étape-clé dans leur quête d'une reconnaissance définitive.

LIBERT TARRAGO.



CYCLISME : le Tour de France

Le Mexicain à pois rouges

Fin le temps où les régionaux du jour allaient conquérir des victoires sentimentales sur leur terre. En direction de Renazé, sa ville natale, le champion de France Marc Madiot a multiplié les attaques, mais il n'a terminé que onzième, le jeudi 9 juillet, de la neuvième étape — la plus longue du Tour avec ses 270 kilomètres — gagnée par le Néerlandais Arie Van der Poel. Ludo Peeters, qui faisait partie de l'échappée décisive avec le Français Dominique Garde, s'est rapproché à 58 secondes du Suisse Eric Maechler, toujours maillot jaune avant l'étape contre la montre **Sauze-Jassay-Clas** (Fistroscope).

RENAZÉ
de notre envoyé spécial

A PRES neuf jours d'une course extravagante qui a éliminé des gens importants comme le Polonais Piascok, maillot jaune à Berlin, ou le Suisse Glaes, un ancien vainqueur de Bordeaux-Paris, et qui a rejeté dans l'ombre le leader initial Jelle Nijdam, combien sont-ils à pouvoir théoriquement gagner le Tour ? En disant vingt ou vingt-cinq, nous sommes peut-être en dessous de la vérité.

Dans un premier groupe de favoris, il faut citer Maechler — en tête du classement général depuis Stuttgart — Roche, Kelly, Herrera, Handster, Thurau, Da Silva, Criquelion, Millard, Delgado, Gorospe, Arroyo, Zimmermann, Pascal Simon, Jean-François Bernard, Anderson, Caritoux, Motte et Fignon, même si la condition physique de ce dernier demeure incertaine. Cela fait déjà dix-neuf noms.

Mais le peloton des outsiders, qui s'est étoffé sur les routes des Vosges et de Champagne, se révèle tout aussi important. On y trouve Rudi Mann, Bauer, Indurain, Bruen, Esnault, Goz, Ruiz, Cabestani, Gaston, Moncada, Cabrera, Dominguez, Laveine, Lejarette, le seul coureur ayant participé aux trois Tours d'Espagne, d'Italie et de France, auxquels on doit maintenant ajouter deux coureurs inattendus : Jules-César Cadena, le grimpeur qui vient de révéler son aspect surprenant de

son personnage, et Raul Alcalá, un garçon comme on n'en avait jamais vu de mémoire de suivre.

Ancien joueur de football américain, Raul Alcalá est le seul Mexicain présent dans le Tour de France — et le seul professionnel de son pays. Il avait effectué l'an passé, dans cette même épreuve, un apprentissage douloureux en terminant cent quarantième à plus de deux heures de Greg LeMond. Mais il s'était promis de revenir.

Dans ce but, il a suivi une préparation méthodique en reprenant le travail à la base : musculation, ski de fond pour acquérir la résistance nécessaire, Mountain Bike, et participation aux compétitions européennes de printemps, afin de cultiver une virtuosité sans laquelle un athlète du vélo, aussi doué soit-il, n'a rien à faire dans un peloton de deux cents unités.

Un apprentissage difficile

Originaire de Monterrey, Alcalá s'est fixé à Boulder, l'une des capitales cyclistes des Etats-Unis. Et il a été ramené par Michael Mead, directeur sportif de l'équipe américaine Eleven qui lui a proposé de courir le Tour de France. Le coach de la formation la plus célèbre des States, séduit par son talent d'escaladeur, son ardeur et sa conviction, a pensé qu'il pouvait être le partenaire idéal pour Andrew Hampsten, désormais inaltéré dans un rôle de favori. Mieux : leader de relai, compte tenu de l'extrême sévérité du parcours. Dès que la route s'élève, Alcalá apparaît aux avant-postes. Dans les Vosges, il a franchi en tête le massif du Donon et il porte le maillot à pois rouges qui désigne le premier du grand prix de la montagne. Cependant, sa valeur ne s'exprime pas seulement dans les cols : « Le résultat dont je suis le plus fier, dit-il, c'est une victoire dans une étape du Tour du Ténésis que j'ai remportée au sprint devant... Francesco Moser ».

Même s'il ne l'avoue pas, Michael Mead vise deux objectifs : le maillot jaune pour Hampsten et le Trophée du meilleur grimpeur avec cet Alcalá qui bénéficie d'un régime particulier : c'est un équipier, mais il a carte blanche.

JACQUES AUGERRE.

VOILE : Tour de France

Des « papés » dans le vent

Plaisanciers, attention ! Vous risquez de rencontrer de nombreuses courses dans les eaux territoriales françaises ces dix jours. Prenez à temps le départ, les trente-cinq bateaux « sélectionnés » du Tour de France à la voile voguent au large de Dunkerque, qu'ils ont quittés

vendredi 10 juillet. Au programme, vingt et une étapes et 1 800 milles pour atteindre Mers-les-Bains dans un mois et commencer le prestige d'une voile française en étranger. Dimanche 12 juillet, ce sont vingt et un multicoques qui prendront le départ depuis La Hays (Pays-Bas) pour la

deuxième course de l'Europe, en direction de la RFA, de l'Angleterre puis de la France, où deux autres sont prévues : à Lorient le 25 juillet et à Toulon le 12 août. Aux mêmes dates, les quarante-six concurrents de la course en solitaire du Figaro à proximité des côtes de l'Atlantique.

Coupe de l'America venus prêter la main à ses équipages.

« Trente-cinq concurrents à armes égales », aime à appeler Bernard Decré, en soulignant que sur les bateaux strictement identiques construits par les chantiers Jeanneau « seule la qualité des équipages fait la différence ». Les villes et les régions qui se sont lancées dans le défi le savent bien. Les budgets qu'elles consacrent à cette opération de prestige pour leur image en témoignent. La jeune chambre économique de Nantes-Oyonnax, à la recherche d'une vitrine pour promouvoir la « Vallée du plastique », n'a pas hésité à investir 500 000 F pour sa première participation. Même somme réunie par la ville du Havre et les instances régionales et consulaires pour l'inscription et l'entraînement d'un équipage qui repart pour défendre son titre.

Grâce à une deuxième place en 1984 et en 1986, le bateau *Ville d'Angers* a pu attirer de nouveaux sponsors locaux et ainsi porter son budget à plus de 700 000 F. Un investissement important qui a permis à la municipalité, très sportive, de racheter à la fin du tour de l'an dernier le bateau qu'elle avait à l'époque prêté pour s'entraîner sans pertes d'années. Des postes d'animateurs sportifs ou même de salariés permanents offerts par la ville à quelques équipages facilitent la préparation d'un groupe ambitieux.

En direct sur minitel : « le Monde »

A l'occasion du dixième Tour de France à la voile, qui prend le départ ce 10 juillet à Dunkerque, deux équipages très spécialisés du Monde télévisé vous feront suivre en direct sur minitel (36-15 LEMONDE) les étapes au jour le jour. Entrez en contact avec les équipages, coup d'œil sur les embarcations, termes d'usage.

Si, en effet, ceux de la voile plaisancière pourront encourager sur le minitel les skippers et leurs marins.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Grand Prix de Nice, lundi 13 juillet (A2 à 22 h 15).
Meeting de Paris, jeudi 16 juillet à 20 h. (Canal Plus en direct.)

Automobilisme

Championnats du monde de formule 1, Grand Prix de Grande-Bretagne à Silverstone, dimanche 12 juillet. (TF1, dimanche à partir de 15 h.)
Championnat du monde des rallyes, Rallye de Nouvelle-Zélande, jusqu'au mardi 14 juillet.

Boxe

Championnat du monde (WBC) des super-légers. Merguac, dimanche 12 juillet : Duane Thomas (Etats-Unis), Lupe Aquino (Mexique). (Canal Plus à 22 h 30.)

Cyclisme

Tour de France. Chaque jour, journal du Tour sur A 2 à partir de 18 h 35.

Natation

Championnat de France. Strasbourg jusqu'au dimanche 12 juillet.

Sports équestres

CSO de La Baule, jusqu'au mardi 14 juillet. (FR 3, lundi 13 juillet à 14 h 30.)

Universiades

Zagreb (Yougoslavie) jusqu'au dimanche 19 juillet. (A 2, « Sports dimanche soir » à partir de 18 h 30.)

Vol libre

Championnat du monde féminin de deltaplane. Millau, jusqu'au dimanche 12 juillet. (A 2, « Stade 2 » à 18 h 30.)

هكذا من الالهي

Le Carnet du Monde

Naissances

— Christian NICOLAS, dit « Nicolas », et Linda KAUFMAN, ont la joie d'annoncer la naissance de Gaël et Naomi, le 23 juin 1987 à New-York. 156 Chambers Street, NY 10007.

— Mireille MARTIN, François THÉLIER, Thomas et Vincent, ont la joie d'annoncer la naissance de Flaminio THÉLIER, le 3 juillet 1987 à Paris.

Mariages

Bradley J. AYLWARD et Catherine BERCHOLZ, sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité à Neuilly-sur-Seine, le 20 juin 1987.

Décès

— Monique Bensusan, son épouse, Anne et Michel Rochet, Michèle et Bernard Bouf, Nicole et Gildas Ruys, ses enfants, Nathalie, Bruno, Elisabeth, Pierre-Pascal, François, Georges-Eric, Nicolas et Guillaume, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Raymond BLAISE,

leur père et beau-père, survenu à Pau le 30 juin 1987.

21, rue de la République, 95740 Frépihon, 15, rue d'Orléans, 69000 Lyon, 18, montée des Epies, 69005 Lyon, 13, rue Henri-IV, 64110 Jurançon.

— Les familles Delplanque, Mabec, Fourny, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile DELPLANQUE, professeur honoraire des lycées militaires, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite fédéral de la République fédérale d'Allemagne,

survenu le 29 juin 1987. Que tous ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, aient une pensée pour lui.

Le Colonne E, port de plaisance, 83000 Toulon.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Dorothée Hersant, M^{me} Colette Hersant, ont le très grand plaisir de faire part du décès brutal de leur époux et frère

YVES HERSANT,

survenu le 4 juillet 1987 à Neuilly-sur-Seine.

Les obsèques ont lieu le 9 juillet, dans la plus stricte intimité, à Villeblain (Yonne).

43, rue Perrotet, 92200 Neuilly-sur-Seine. 29, rue de Crémant, 75015 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Gérard Chaland, Juliette et Roch Chaland-Minon, M^{me} et M^{me} Bernadette Minon, M^{me} Delboven et ses enfants, M^{me} Ida Minon et ses enfants, Et tous ses amis ont la douleur de faire part du décès de

Esther MINON, née Wegrower,

le 5 juillet 1987 en sa soixante-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le lundi 13 juillet au cimetière parisien de Bagneux. Le convoi partira de l'Institut médico-légal, place Mazas, à 14 heures.

— Les familles Rivot et Rosini, ont la douleur de faire part du décès de

Michel RIVOT, ingénieur ENSCP, ingénieur à l'IMP-CNRS d'Orléans,

survenu accidentellement le 4 juillet 1987.

— Yves et Véronique Salmon, Michel et Louise Salmon, Brigitte Salmon, Hubert Salmon, Eric Salmon, ses enfants, Aymeric, François-Xavier et Lionel, Greenville et Rozenn, Florence, François et Bertrand, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand SALMON,

le 8 juillet 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 11 juillet 1987 à 10 h 30, en l'église de Piprie (Ille-et-Vilaine).

— La société Trophy Radiologie, née 106, rue de la Jarry, 94300 Vincennes, a la douleur de faire part du décès de

M. Lucien TROUILLET,

survenu le 7 juillet 1987, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le samedi 11 juillet 1987, en l'église de Saint-Tropez, à 9 h 30.

Lyon

Le conseil d'administration de l'association régionale des organismes d'ILM de Rhône-Alpes a la tristesse de faire part du décès de son président d'honneur,

M. Maurice VILLENEUVE.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 10 juillet 1987 à 10 heures en l'église Immaculée-Conception, 34, rue Ser-vent, 69003 Lyon.

Remerciements

— M. et M^{me} Francis de Camaret, M. et M^{me} Patrice de Camaret et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-Louis de Camaret, M^{me} Y. de Barnuel, née de Camaret, M^{me} C. Michel, née de Camaret, M. et M^{me} Gérard de Camaret, leurs enfants et petits-enfants,

Les familles de Camaret, Dechalets, Parents et alliés, Le général Pierre de Benouville, compagnon de la Libération, profondément touchés par les marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Michel de CAMARET, compagnon de la Libération,

vous adressent leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

— Robert et Gilberte Bressant, ses parents, Marielle Rachline, sa fille très aimée, Gérard et Patrick Bressant, ses frères,

Sophie et Nicolas Rachline, qu'ils considèrent comme ses enfants, Michel Rachline, son mari, rappellent la mémoire de

Michèle RACHLINE, née Bressant,

morte le 12 août 1967 dans un accident d'automobile, à vingt-sept ans.

Le souvenir de sa seule pensée autour de son souvenir et de la trace laissée par sa vie dans leurs cœurs.

— Les familles Delplanque, Mabec, Fourny, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile DELPLANQUE, professeur honoraire des lycées militaires, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite fédéral de la République fédérale d'Allemagne,

survenu le 29 juin 1987. Que tous ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, aient une pensée pour lui.

Le Colonne E, port de plaisance, 83000 Toulon.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Les familles Delplanque, Mabec, Fourny, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile DELPLANQUE, professeur honoraire des lycées militaires, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite fédéral de la République fédérale d'Allemagne,

survenu le 29 juin 1987. Que tous ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, aient une pensée pour lui.

Le Colonne E, port de plaisance, 83000 Toulon.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Les familles Delplanque, Mabec, Fourny, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile DELPLANQUE, professeur honoraire des lycées militaires, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite fédéral de la République fédérale d'Allemagne,

survenu le 29 juin 1987. Que tous ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, aient une pensée pour lui.

Le Colonne E, port de plaisance, 83000 Toulon.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Les familles Delplanque, Mabec, Fourny, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile DELPLANQUE, professeur honoraire des lycées militaires, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite fédéral de la République fédérale d'Allemagne,

survenu le 29 juin 1987. Que tous ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, aient une pensée pour lui.

Le Colonne E, port de plaisance, 83000 Toulon.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Les familles Delplanque, Mabec, Fourny, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile DELPLANQUE, professeur honoraire des lycées militaires, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite fédéral de la République fédérale d'Allemagne,

survenu le 29 juin 1987. Que tous ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, aient une pensée pour lui.

Le Colonne E, port de plaisance, 83000 Toulon.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Les familles Delplanque, Mabec, Fourny, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile DELPLANQUE, professeur honoraire des lycées militaires, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite fédéral de la République fédérale d'Allemagne,

survenu le 29 juin 1987. Que tous ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, aient une pensée pour lui.

Le Colonne E, port de plaisance, 83000 Toulon.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Les familles Delplanque, Mabec, Fourny, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile DELPLANQUE, professeur honoraire des lycées militaires, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite fédéral de la République fédérale d'Allemagne,

survenu le 29 juin 1987. Que tous ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, aient une pensée pour lui.

Le Colonne E, port de plaisance, 83000 Toulon.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Les familles Delplanque, Mabec, Fourny, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile DELPLANQUE, professeur honoraire des lycées militaires, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite fédéral de la République fédérale d'Allemagne,

survenu le 29 juin 1987. Que tous ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, aient une pensée pour lui.

Tourisme

Visa payant pour les Etats-Unis

Les Etats-Unis ont décidé d'instaurer un visa payant pour les Français qui se rendront aux Etats-Unis en vertu du « principe de réciprocité ».

Le visa, qui était jusqu'alors gratuit, coûtera 100 F à partir du 1^{er} août et ne sera accordé que pour une durée de trois ans renouvelable.

La France, dans le cadre des mesures antiterroristes, a rétabli l'obligation du visa pour tous les pays (en dehors des pays de la Communauté européenne et de la Suisse) en septembre 1986.

Début juin, une étude de l'American Express fondée sur les réservations faites aux Etats-Unis faisait apparaître que le nombre des Américains désireux de visiter l'Europe avait augmenté de 60 % pour les cinq premiers mois de 1987 par rapport à la même période de 1986. Les destinations privilégiées étaient la Scandinavie (+ 50 %), le Royaume-Uni (+ 40 %), l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse... En outre, les Américains étaient de plus en plus nombreux (60 %) à demander un tour d'au moins trois pays européens. Aucun chiffre particulier n'avait été fourni par cette enquête sur la France, mais les premiers bilans des professionnels sont « catastrophiques ».

Le Syndicat national des agents de voyages estime que seulement 2 millions d'Américains auront visité la France en 1987 contre 3 millions en 1985, année durant laquelle la hausse du dollar poussait les Américains à visiter massivement l'Hexagone.

L'office du tourisme de Paris constate une baisse de 35 % du nombre de visiteurs américains entre 1985 et 1987. Le secrétariat d'Etat au tourisme, de son côté, n'est pas plus optimiste : pour le premier trimestre de 1987, on avait enregistré 87 500 visiteurs américains contre 134 900 pour le premier trimestre de 1986 et 148 500 pour le premier trimestre de 1985.

Même constat du côté des hôteliers et des restaurateurs. La fréquentation des hôtels 4 étoiles et 4 étoiles luxe a baissé respectivement de 5 % et 13 %. Les autres catégories d'hôtels (moins fréquentés par les Américains) n'ont pas échappé à cette chute (- 5 %) pour les 3-étoiles, - 8 % pour les 2-étoiles.

Pourquoi les Américains boudent-ils Paris alors que s'éloigne la psychologie des attentats de 1986 ? « Les opérations de promotion que nous avons faites aux Etats-Unis nous ont prouvé que l'instauration d'un visa constituait une véritable barrière psychologique », reconnaît un responsable de l'office de tourisme de Paris. Par ailleurs, un sondage récent du secrétariat d'Etat au tourisme fait apparaître que si les jeunes Américains considèrent toujours la France comme une terre de prédilection pour leurs vacances en Europe, l'Hexagone ne vient qu'en troisième position dans les choix des personnes plus âgées.

● Renforcement des contrôles de vitesse. — Le ministre de l'Intérieur a adressé aux préfets une circulaire leur enjoignant de faire passer par les forces de l'ordre des véhicules « suspects » des contrôles de vitesse sur les grands itinéraires routiers. Les préfets sont aussi invités à faire appliquer de manière systématique et dans les délais les plus brefs les procédures de suspension des permis de conduire.

● Guide de millénaire baptême. — Les Douviers de l'histoire viennent de publier un guide qui semble complet, commun par commune, des centaines de manifestations organisées toute l'année à travers la France, par les pouvoirs publics ou le mécénat privé, à l'occasion du millénaire de l'élection de Hugues Capet. Des articles du comte de Paris, des historiens Georges Bonhomme et Jean Favier et d'autres spécialistes précèdent les pages pratiques.

● Douviers de l'histoire, 25, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris, n° 65, del 1987, 166 p., 25 F.

Paris-Londres et retour pour 540 F

Tous les samedis de l'été à partir du 25 juillet, la compagnie intérieure Air Inter desservira Londres sous les couleurs de Air Charter, sa filiale commune avec Air France.

Les vols seront réalisés en Mercure et desserviront les aéroports de Londres-Gatwick et d'Orly-Quest. Ils seront commercialisés au prix de 540 F l'aller-retour le plus bas du marché (éventuellement) par l'agence Jumbo Charter.

Il s'agit pour Air Inter d'une « première » destinée à lui permettre de préparer la suppression des frontières aériennes au sein de la CEE en 1992. Réalisée avec l'accord d'Air France, cette expérience prélude à des vols Londres-Nice sur lesquels les Airbus de trois, cinq et quatre places seraient bien adaptés (le Monde du 26 mai).

Air Shot COMPAGNIE

Vêtements de golf

Fabricant

10, rue Faidherbe 75011 PARIS

Téléphone : 40-09-07-06.

Le Monde ANNONCE

OFFRES D'EMPLOIS

La Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Convictions libérales et goût de l'action :

UN JEUNE DELEGUE GENERAL Ref. VM 32/278 A

Ref. VM 15/1061 AL

Ref. VM 32/2247 B

Ref. VM 32/1386 AD

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRAN BRETAGNE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt

LES HALLES/ETIENNE-MARCEL, 1^{er} arrdt, 2^e étage, 60 m², 900 000 F, 14-08-04-02.

6^e arrdt

M^{me} OBÉON

Bon imm. rénové. Duplex, gd living, grande cuisine formant s. à m. 1 chambre, bain, w.c., beaucoup de charme, clair, 101, bd SAINT-GERMAIN, 11^e, 14-08-04-02.

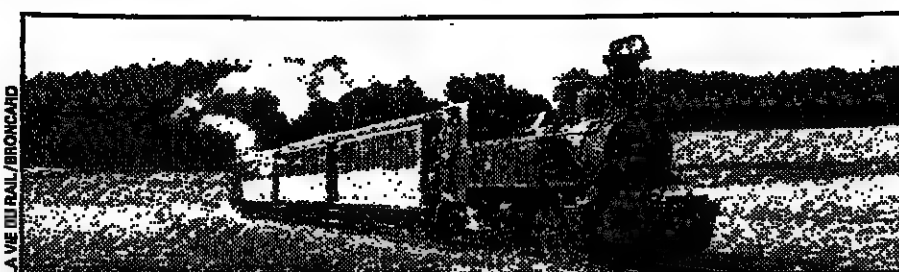
15^e arrdt

Part. vend APPT 33, rue Lancel, 15^e, 47 m², ascenseur, 2^e étage, 11 ch, 101, bd SAINT-GERMAIN, 11^e, 14-08-04-02.

VADONVILLE, 8 p. en duplex, 1^{er} et 2^e étages, 100 m², exposition nord-est, 340 000 F, ANDEP - 43-48-28-25.

هكذا من الاعمال

ESCALES



Aiguillages en campagne

Créés en 1985 par l'association Régionale (21, rue du Royaume, 91440 Bures-sur-Yvette. Tél. : 69-07-80-25), les circuits touristiques en trains spéciaux permettent une découverte originale du patrimoine naturel, culturel et gastronomique d'une région. Ces circuits empruntent en effet des lignes habituellement fermées au trafic voyageurs.

Il s'agit d'une part du Quercy qui, de Cahors, longe la vallée du Lot sur 70 kilomètres jusqu'à Capdenac (via Saint-Cirq-Lapopie) avant de passer à Rocamadour, Brive, Souillac, Gourdon et de regagner Cahors. Prochains départs les 19 juillet et 9 août : 330 F par personne, pour la journée (120 F pour les moins de douze ans).

Le D'Artagnan d'autre part, à travers les collines gersaises, effectue pour le même prix une boucle d'une journée à partir de Toulouse et permet, notamment, de visiter Auch et sa cathédrale, le château de Saint-Cricq, Lectoure et son musée lapidaire. Prochains départs les 9 août (d'Auch) et 4 octobre (de Toulouse). A signaler,

également, des circuits partant du Limousin et, surtout, un voyage unique à bord d'un autorail panoramique, pour, du Puy-de-Dôme au Tarn et à l'Aveyron en passant par le Cantal et la Lozère, découvrir, du 2 au 4 octobre, les grands vieducs de cette région ; les Fades, le Vaur et le Garabit. De Saint-Gervais-d'Auvergne à Clermont : 1 400 F par personne tout compris ; de 1 650 F à 1 950 F au départ de Paris.

Daum de Tokyo

« Le Japon essentiel », pour les Wagons-lits touristiques (2, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 42-96-90-18), passe par les villes impériales de Tokyo (3 jours), Kyoto (2 jours) et Nara (1 jour). Mais l'originalité de ce voyage tient au fait qu'il est organisé « autour » d'une vente aux enchères d'une collection de deux cents pièces rares des célèbres maîtres verriers Daum. Elles seront dispersées sous le marteau d'ivoire de M. Jacques Tajan (étude Adair-Picard-Tajan. Tél. : 42-61-80-07).

A Tokyo, les voyageurs verront notamment le parc

Yoyogi qui abrite le sanctuaire Meiji, le quartier de Marunouchi où se trouve le palais impérial et le Musée national de Ueno. Journée « libre » le 7 octobre pour les amateurs de Daum.

Du 4 au 11 octobre, 21 900 F par personne comprenant les vols Paris-Tokyo et Osaka-Paris, les transferts et excursions, le logement en hôtel de catégorie luxe (chambre double), les petits déjeuners et certains repas.

Le Groenland à l'économie

Promotion sur deux croisières d'été dans le Grand Nord à bord d'un paquebot tout neuf, l'Ascor (six cents passagers), appartenant à une compagnie britannique : Astor (110, bd des Dames, 13002 Marseille ; tél. : 91-91-10-91). Wagons-lits Tourisme et les agences de voyages offrent des réductions de 5 000 F à 10 000 F pour découvrir le Groenland (29 juillet-16 août) et le Canada (trois départs en septembre).

Ainsi, il en coûte 13 500 F pour la première destination, et, de 11 200 F à 15 700 F pour la seconde, en cabine à quatre (même diminution en cabine dou-

ble). Ces prix comprennent le transport aérien pour rejoindre la ville d'embarquement (Edimbourg pour le Groenland, Montréal pour le Canada) et pour regagner Paris, la croisière en pension complète, les assurances et les taxes de port. Ils n'incluent pas les excursions organisées lors des escales, par exemple à Reykjavik (160 F) ou à Terre-Neuve (180 F).



Route d'Histoire

Route des Velocis, des cadets de Gascogne, des marches de Bretagne ; route des marches lorraines, des dunes de Touraine, des comtes de Provence ; circuit sud-venézien, circuits de l'Aude ; route de l'ivoire et des épices près de Fécamp, route des parfums dans la région de Grasse ; du nord au sud, ce sont quelques-unes des cinquante-cinq itinéraires culturels à travers le patrimoine français.

Ils ont été réunis par la Caisse nationale des monuments historiques (CNMH) en un dépliant intitulé « Les

routes de l'Histoire ». On peut se le procurer, pour la « somme » de 3 F, en province dans les offices de tourisme et les syndicats d'initiative ; à Paris, au centre d'information de la CNMH (hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine), à la Demeure historique (hôtel de Nesmond, 57, quai de la Tourneville) et à la Maison de la France (8, avenue de l'Opéra). Les dépliantes proposés à chaque circuit sont disponibles dans leur région d'origine ou à la CNMH et à la Demeure historique.

Raid en Islande

Après Rome-Abidjan-Rome en 1985 et Paris-Paris-Paris en 1986-1987, Go Voyage SafariLand (enseignements au 45-22-08-50 et dans les agences de voyages) propose un troisième « Raid du courage » : Paris-Reykjavik-Paris. Un changement de cap et de latitude qui délaissent les déserts de l'Afrique et de l'Australie pour les glaciers et les geyser de l'Islande.

Composé de cinquante « 4x4 », le convoi quittera Reykjavik le 19 août pour un périple de 2 700 kilomètres. Des véhicules d'assistance suivront le convoi, qui regagnera la capitale le 30 août. Pour un équipage de deux personnes, les frais de participation s'élèvent à 14 800 F par personne. A noter, en fin de circuit, une excursion facultative d'une journée au Groenland pour 1 800 F par personne.



Ciel américain

« Un mois d'avion aux Etats-Unis pour moins de 50 F par jour » : c'est la surprise et très sérieuse proposition de Council Travel Services, 51, rue Dauphine, 75006 Paris, tél. : 43-25-09-86, ainsi qu'à Lyon (78-42-99-94), Bordeaux (56-44-88-73), Nantes (40-73-99-17) et Nice (93-87-34-96), qui propose un forfait aérien de six ou douze coupons — six ou douze vols en Boeing 767, quelle que soit la distance qui sépare les villes — sur les lignes intérieures de la compagnie America West Routes.

L'itinéraire doit être déterminé à l'avance, mais la réservation des dates est facultative. On peut s'arrêter une ou deux fois dans la même ville pour la durée de son choix en n'oubliant pas que le forfait est valable trente jours. Itinéraires type : New-York, Phoenix, Los Angeles, Las Vegas, San Francisco, Phoenix, New-York, soit six vols, 1 495 F (enfant, 1 195 F). Le forfait douze vols coûte 1 895 F (enfant, 1 495 F). Un forfait

de longue durée (soixante jours) existe pour douze vols au prix de 2 095 F (enfant, 1 895 F).

On peut associer ces formules avec le « charter chic », un vol Paris-New-York en Boeing 747 avec service à bord : repas chaud, vins, films, sièges en cuir. Les vols ont lieu toute l'année. De juin à septembre, départs les mercredis, samedis et dimanches, retours les mardis, vendredis et samedis. Prix de l'aller et retour avec réservation : 2 600 F jusqu'au 22 juillet ; 3 100 F du 25 juillet au 12 août ; 2 500 F du 15 août au 8 septembre et 2 400 F du 9 septembre au 29 novembre. L'organisme vend également des aller simples et des aller et retour avec retour open valable un an.

■ PRÉCISION. — Nous avons omis de mentionner que le voyage intitulé « Or et pierres de Russie », qui aura lieu du 13 au 23 août (« Le Monde sans visa » du 4 juillet) est organisé par les Wagons-Lits, département Europe de l'Est, 2, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 42-86-90-91.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur
83240 CAVALAIRE
HOTEL-RESTAURANT
LA CALANQUE ***
• Les pieds dans l'eau • Site exceptionnel. Châtres avec TV. Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 400 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-84-27.

06160 JUAN-LES-PINS
120 m des plages. Juillet - septembre.
HOTEL REGENCY - 93-61-09-39
1/2 pension par jour : douche, w.-c., 380 F pr 2 pers. ; bain, w.-c. 420 F pr 2 pers.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Maison de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-97-42-56 - Téléc. 478 418.

HOTEL VICTORIA
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-98-39-60
Plein centre-ville. Calme. Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, Tél. direct, minibar.

Montagne
05470 AIGUILLES
Pleine nature, randonnée, piscine. Petit camp.
1450 F par semaine (16) 92-45-70-45.
CHALET-HOTEL SUPER 2000
05470 AIGUILLES

05490 SAINT-YÉAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rés. Site classé. Site village. Piste, fond. Plus belle corniche d'Europe. 2 040 m.
LE VILLARD + TENNIS
Chamb. et duplex + cuisinette, dep. 350 F pers./sem. Tél. 92-45-82-06.
BEAUREGARD + TENNIS + PISCINE
Pensions 1 190/1 680 F sem. Demi-pens. 910/1 400. Tél. 92-45-82-02.

ÉTÉ EN SAVOIE
CHALET-HOTEL DE LOULE ROUGE ***
LOGIS DE FRANCE. Alt. 1550 m. Calme, détente, nature, dans chalet XVIII^e. Tout confort.
A 15 km de Saint-Jean-de-Maurienne, les disciples d'Épicure sauront s'y retrouver.
Pens. 190/240 F TTC - 1/2 pens. Famille SURRÉAL LE CHAL
73530 ST-JEAN-DES-VALS. T. 79-89-70-99.

74470 BELLEVAUX
Vacances d'été à la montagne, calme détente au cœur des alpes, 20 km de Thonon, piscine privée, climat. Tél. 94-64-84-27.
HOTEL CHRISTIANA 2^e NN 74470 BELLEVAUX. Bains. Tél. : 90-73-70-77.

Pyrénées
AU PIED DES PYRÉNÉES
FORFAIT 7 jours pens. ou 1/2 pens. Tarif, doc. RELAIS ASPÔIS, 64400 OLOKON.

Irlande
Nord-Ouest
Une maison adossée pour des vacances chez l'habitant : B & B, 1/2 pension, pension. Contacter Lang - Union House Collooney, Co. Sligo ou en France 22-41-31-20.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Téléc. : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonia.

Suisse
LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. COTTI
Tél. 19-41/93/33282 - Téléc. 846143
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

TOURISME
SÉJOUR ENFANTS ÉTÉ 1987
(Haut-Doubs, alt. 300 m)
Yves et Liliane (36 a.) accueillent vos enfants dans ambiance familiale, dans ancienne ferme XVII^e, restaurée, au milieu des pitrages et forêts. 12 enfants max. pour garantir qualité, chères avec a. de bas, tennis, pony, rand. pédestres, découverte milieu rural, fabric. du pain.
Px 1400 F/sem./enfant.
Tél. 16 (81) 38-12-51.

BRUXELLES SAUVÉE ET PERDUE PAR HORTA

(Suite de la page 13.)

Pourtant un météore tombé à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervuren, assure le passage de l'art nouveau à celui des années 20. Il s'agit de la résidence élevée par l'Autrichien Joseph Hoffmann, l'un des phares de la « sécession » viennoise, pour un magnat des chemins de fer, le baron Stoclet (1). Ses lignes simples et ses surfaces nues font ressortir une ornementation discrète, jamais gratuite. Les meubles ont été dessinés par Hoffmann lui-même. Les fresques sont de Klimt. Pendant un quart de siècle, les architectes belges vont glisser sur ce chef-d'œuvre et réfléchir sur sa leçon.

Mais, la guerre finie, les impératifs changent. Il ne s'agit plus de construire des palais, mais de reconstruire, tout simplement. En 1920, il faut combler un déficit de 200 000 logements. La Belgique, patriotisme oblige, rejette en bloc les propositions de l'Allemagne, qui offre de mettre ses urbanistes à son service. Henry Van de Velde est lui aussi tenu à l'écart : il a passé une partie du conflit à Weimar, puis en Suisse. Il parvient néanmoins à ouvrir une école d'architecture à La Cambre. La solution vient d'Angleterre et de Hollande, et porte un nom unique : la cité-jardin. Cette panacée est censée combattre la crise du logement, le paupérisme et la tuberculose — partant, le socialisme.

Les premières d'entre elles sortent de terre à Anderlecht, puis à Boisfort. Antoine Pompe et Victor Bourgeois sont les grands préteurs de ces opérations qui dotent bientôt Bruxelles d'un chaquet de constructions bon marché de qualité médiocre, qui n'empêchent nullement leurs occupants de voter socialiste... Aujourd'hui, celles qui subsistent sont fort recherchées par la population « branchée » de la capitale.

Après les cités-jardins, la cité-appartement. Les premières étaient destinées aux plus démunis, la seconde aux plus fortunés. L'énorme paquebot de luxe ancré par Michel Polak le long de la rue de la Loi permet à la société internationale qui l'habite de vivre en circuit fermé, loin de



La gare Centrale de Bruxelles, une œuvre posthume de Victor Horta.

la foule. L'énorme immeuble renferme, en effet, d'innombrables boutiques de luxe, une poste, des salles de spectacles et de réunions, un restaurant et, bien sûr, un pool de domestiques stylés. Occupé par les Allemands pendant la guerre, c'est aujourd'hui un banal centre administratif dont la façade est défigurée par un murrideau métallique.

Les classes moyennes « éclairées », professions libérales, artistes, préfèrent les villas groupées autour d'un square, comme celui de Goghien, bel exemple de ces constructions en béton mi-grues, aux toits plats et aux fenêtres horizontales. Beaucoup, hélas, vieillissent mal. Les murs sont fendillés et les enduits noirs ont visiblement mal résisté aux rigueurs de l'hiver belge. Mais c'est l'incurie qui a transformé l'église de l'avenue Molière en quasi-ruine, après soixante ans d'existence. Le palais des Arts de l'incroyable Horta a en, lui aussi, bien des malheurs. Cette œuvre honorable est encombrée de commerces parasites, et des carcasses métalliques façon Beauport en défigurent l'intérieur. Seule la grande salle nous prouve qu'Horta dans ses vieux jours n'avait rien perdu de sa science de l'espace.

Pour terminer sur une note optimiste, il faut visiter la maison Van Buuren, près du rond-point Churchill. Alice et David Van Buuren, d'origine néerlandaise, demandèrent à leurs compatriotes Govaerts et Van Vaerenbergh les plans de cette maison de Blanche-Neige calviniste bâtie en briques rouges. Si la façade est austère, les pièces, à l'intimité ombreuse, sont garnies de confortables meubles Ruhlmann. Aux murs, les œuvres de Breughel l'Ancien et d'Hieronymus Seghers voisinent avec celles de Van Dongen et de Van Woevstyn, un néocubiste néerlandais. Le jardin, soigneusement dessiné, est peuplé de sculptures contemporaines. Il renferme également un fort beau labyrinthe dédié au « Canique des Cantiques ». Pour se perdre et oublier ce que Bruxelles a dû payer pour sacrifier

aux mirages d'une modernité factice.

EMMANUEL DE ROUX.

(1) Le palais est toujours habité par les descendants du baron Stoclet ; il ne se visite pas.

Pour entreprendre une visite architecturale de Bruxelles, on peut, de France, contacter l'Office belge de Tourisme, 21, bd des Capucines, 75002 Paris. Tél. : 47-42-41-18. A Bruxelles, deux associations organisent des promenades guidées sur le thème de l'art nouveau et de l'art déco. ARCADIA, 18, av. Emile-Duray, 1050 Bruxelles. Tél. : 649-35-41. ARAD, 2, rue Maus, 1000 Bruxelles, tél. : 513-47-61.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

VILLAS A LOUER
GRÈCE
Des locations
Juin à octobre.
Tél. 43-25-28-30.

31110 LUCHON (Pyrénées centrales)
Deux pièces, écuries, balcon, parking, dans petite résidence exclusive, centre ville, gestion locative assurée.
DREUILLE
46, allée d'Épigny, 31116 LUCHON
Tél. 61-79-33-51.

Un tigre pour le Bouddha

FREAK STREET n'a plus la cote, et il y a belle lurette que les chemins de Katmandou ne charrient plus des aventuriers déboussolés en manque de paradis artificiels. Le coup de folie à tous vents est passé de mode, d'autres touristes démarquent nez au vent en quête de sensations fortes à la mesure démesurée de l'horizon himalayen, les randonneurs s'agglutinent en de nouvelles places fortes, préoccupés uniquement de marcher à l'air pur. Loin des hommes d'ici ou d'ailleurs, dans une drôle de solitude qui, pourtant, ne saurait se passer de l'indispensable solidarité du porteur local. Sherpa ou autre.

A Katmandou, cependant, nul n'est à une contradiction près, et si le pays s'offre à la curiosité dévorante d'images d'épaves de visiteurs pressés, il sait aussi réserver de vraies découvertes, profondes et marquantes, à l'attention des visiteurs de passage. Et si la montagne, l'authentique, la très haute et très réverbérée, fait peur, il y a l'émouvantement du Tera, des basses plaines où rôdent, en semi-liberté, dans une réserve anciennement royale, tigres, léopards et autres rhinocéros, que l'on peut croiser

an détour d'une promenade à dos d'éléphant. Avec, en arrière-plan, la magnificence des neiges éternelles chatoyant dans la lumière du crépuscule.

Tout le val de Katmandou se prête admirablement à la flânerie, et la cité aux allures nonchalamment médiévales a su garder une bonne partie de son charme bigarré. Il suffit de se faufiler dans ses ruelles biscornues pour être fasciné par le carrousel incessant des bruits et des couleurs, la délicatesse des fenêtres ourties de dentelles de bois, la somptuosité d'un rien dédaigné des palais, l'attrait trouble des échoppes au brio-à-bras, tentateur. Vendeurs de flûtes à l'éventaire s'agitent d'instruments et vaches paisibles adroites à saisir une friandise à l'ital du marchand des quatre saisons sont toujours au rendez-vous de l'insolite, perçu ici comme dimension banale du quotidien.

Faire vibrer des cordes imprévues

Il y a tant à voir dans ce dernier royaume hindou de la planète que l'esprit s'imbibe comme une éponge de sensations, d'odeurs, de sons et d'images. Une aimable aisance très orientale engage à musarder d'hindouisme en bouddhisme, d'éthnies en clans disparates, de coutumes en traditions multiples. De temple en monastère, le voyageur plonge dans un univers de tranquillité assurée, ponctué de rituels hauts en couleur, aux musiques sacrées profondément émouvantes qui font vibrer des cordes imprévues. Un moment d'arrêt à Swayambunath, le célèbre stupa (1) bimillénaire qui veille sur la vallée, permet de prendre physiquement la mesure d'un rythme autre, qui éveille des résonances inattendues. Pour gravir les centaines de marches du grand escalier, des singes consentent parfois à vous faire un bout d'escorte.

A Pashupatinath ou à Dakshinkali, l'atmosphère est plus bruyante, tenant à la fois du bazar à souvenirs et du lieu saint. Le

recueillement est de mise à Pashupatinath, appelée parfois la Bénarès locale, puisque les Népalais y font incinérer leurs morts selon les rites ancestraux. Mieux vaut cependant ne pas aller du côté de Dakshinkali un jour de grande fête : les cris pitoyables des animaux sacrifiés par dizaines, presque à la chaîne et sans cérémonie, ne sauraient laisser de marbre le visiteur même prévenu. Un peu en retrait, des ascètes errants sont perdus dans leur monde parallèle.

Pourtant, à choisir dans cette gamme où chacun peut trouver son bonheur — faute de randonnées épuisantes pour satisfaire les drogués de la marche, qui en oublient de voir ce qui les entoure — il est un coin presque perdu qui comblera bien des désirs. Un peu en marge, un peu solitaire, Namobuddha reste à portée de caprice, à portée de flânerie. Ne serait-ce que parce que la légende qui s'y rattache est belle, et que sa découverte peut être à la fois point final d'une balade et prélude à des départs plus aventureux vers des cimes plus altières.

La légende ? Elle conte qu'autrefois, dans la nuit des temps, Sakya Muni le Bouddha — ou bien était-ce l'un de ses proches disciples ? — voyageait sur ces chemins d'un pays déjà marqué au sceau de l'éternité. D'un hameau l'autre, il écoutait le malheur des hommes, réconfortait les désespérés, partageait leurs peines et encourageait les âmes à persévérer pour ouvrir les yeux et s'éveiller du cauchemar de la souffrance. Mille et une histoires tiennent ce geste mémoriel de la mémoire asiatique, qui dit qu'un jour le sage apparut, alors qu'il se promenait dans la vallée de Panauti, qu'un chasseur avait abattu un tigre. Il en découvrit la dépouille au faîte d'une colline : ce n'était pas un tigre, mais une tigresse, entourée de ses petits, affamés et perdus, qui faisaient à fendre l'âme. Compatisant, l'ascète n'hésita pas à tailler dans son propre corps de quoi apaiser l'appétit des jeunes félins. Rassis,



Randonnée pèlerinage dans la vallée de Katmandou sur les traces du grand sage de l'Asie.

siés, petits tigres finirent par devenir grands et tirer vengeance du vilain chasseur en le mettant en pièces.

Tout près du sommet, un stupa a été érigé pour marquer le théâtre de ce fait mémorable, et un peu plus haut, tout en haut de la colline, une grande pierre sculptée rappelle l'édifiant épisode. Aujourd'hui encore, ce lieu fidèlement révérité est un lieu de pèlerinage très fréquenté : nombreux sont les bouddhistes à gravir les pentes, par endroits abruptes, de ce long chemin. Dans la forêt, les papillons sont légion à piquer d'éclats de couleurs irisées l'environnement végétal, et le silence se peuple d'harmonies grâce au chant des oiseaux.

A côté du stupa, le sanctuaire est accueillant au passant, qui y

retrouvera le sourire chaleureux de l'Eveillé, l'autel garni d'offrandes, et la senteur entêtante de l'encens. Sans doute un moine en toge grenat ne tardera-t-il guère à s'approcher, proposant un bol de thé, histoire d'échanger impressions et réflexions sur le monde, proche ou lointain. Le seuil est vite franchi qui semble donner accès à une autre dimension de l'être, tout en sachant que long est le sentier qui mène au-delà du miroir...

Suivre le sentier de l'imaginaire

Alors, il est toujours temps de s'incliner devant la statue du sage, manière aussi d'interpréter ce Namobuddha, qui signifie simplement « Salut au Bouddha », et de

repartir en suivant le sentier de l'imaginaire pour musarder dans le temps, ou le chemin de terre pour flâner dans les alentours. Les deux voies ne sont pas incompatibles, tant ce coin du pays a peu décalé, à la lisière du quotidien, incite à savourer l'instant qui passe et à se laisser prendre au charme réconfortant d'un accord bienvenu avec la nature.

Pour le retour vers Katmandou, quand les ravins obéissent à la place aux rizières et que le regard se porte vers la haute chaîne himalayenne, devinée au-delà des nuées, le chemin le plus court passe par Dhulikhel. La bourgade, assoupie dans la journée, s'enorgueillit d'être l'un des meilleurs points d'observation à l'heure du lever ou, éventuellement, du coucher du soleil. Spectacle à peu près garanti, selon les conditions météorologiques, et du plus somptueux effet, tant est impressionnante de beauté la vue du formidable rempart montagneux offert au regard.

Avant de regagner Katmandou et ses mirages, une halte à Bodnath facilite la transition, prépare en douceur aux retrouvailles avec la modernité. L'imposante rondelle du merveilleux stupa n'est pas écrasante, et tout autour du mandala (2) qu'il suggère gravite un petit monde essentiellement tibétain. Sans se lasser, des fidèles tournent les moulins à prières encastrés dans la base carrée, les échoppes bruisantes proposent monts et merveilles où se nichent parfois de vrais trésors, et dans les sanctuaires l'ardente litanie des moines lisse en arrière-fond la rémanence d'une mélodie venue du fond des âges.

Autour du monument sacré, nourri de la vénération de tant de générations, des monastères ont pris racine et représentent les grandes écoles du bouddhisme tibétain. Pérennité d'une civilisation qui traverse les siècles, leurs mystères et leurs vicissitudes : à Bodnath comme à Namobuddha, le visiteur, pèlerin ou curieux, retrouve cet inimitable et incomparable goût du voyage qui apaise l'esprit, au seuil d'un nouveau départ.

CLAUDE S. LEVENSON.

(1) Reliquaire, symbole de victoire sur la mort.
(2) Diagramme figurant l'univers.

LA TABLE

SEMAINE GOURMANDE

Au Vieux Berlin

On connaît cette ambassade de la cuisine allemande, on sait sa belle salle classique, achalandée, et sa carte alléchante en diable (chef Jacques Herbaud) des « planches » (de charcuteries, de jambon « Ammerländer »), au fillet de porc braise et cumin, des rillettes de carpe au raitout au jambonneau purée de pois choux, du tartare de harengs matées à l'escalope viennoise. Mais il faut noter aussi les brasserie et sa terrasse avec ses tables humides et « géographiques » (Hambourg, Berlin, Stuttgart, Cologne, Bavière, etc.), son service d'après-midi (de 14 h 30 à 19 h) et enfin, nouveautés importantes, les petits déjeuners (Frühstück) comportant jus de fruits, assiette charcuterie-fromages, petits pains (sésame, cumin, pavot, brioche), café, thé ou chocolat (40 F) avec en supplément un pot de confiture aux saucisses de Nuremberg (35 F).

Ajoutons que tous ces produits « bien de chez eux » peuvent s'acheter à l'épicerie de la Maison d'Allemagne (45, rue Pierre-Charon, tél. 47-20-35-20). Qu'on livre à domicile. Que vous trouverez ici quinze sortes de poissons fumés, soixante sortes de bières, d'excellents vins d'outre-Rhin (comme le merlot du pays de Bade). Et qu'au Vieux Berlin, les diners aux chandelles, dans l'ambiance musicale fourrée créée par un excellent pianiste, sont bien agréables (salle climatisée).

Le prix Marco-Polo-Casanova de la pérennité culinaire est bien mérité. Menus : 185 F et 210 F et carte. Comptez 300 F ou un peu plus pour une fête.

● AU VIEUX BERLIN
32, avenue George-V (8)
Tél. : 47-20-88-96.
Fermé dimanche et ouvert un soir.
Parking : George-V.
Salon : 20/50 couverts.
A.F., D.C., C.B.

Astoin Rive Gauche

Avec son chef-associé Jean-Marc Giorgi, M. Astoin réussit à afficher « complet » en ces temps difficiles. Le pourquoi ? Les prix modestes, la cuisine parfaite pour les prix, l'accueil chaleureux enfin. Il y a là un menu à 115 F, dont j'ai testé le méli-mélo de poulets et l'avocat au tarama, le pavé d'églefin au cidre accompagné de pommes en l'air, fromage ET dessert, ce qui, avec le vin et la café, fait une addition de 150 F. Qui dit mieux ? A la carte, la brouillade d'œufs et filet d'anguille fumée est à 55 F, les noisettes d'agneau gratinées au beurre moutardé (moutarde de Meaux) à 80 F, un gamay de Touraine à 52 F, le poulet fumé, cuvette Julien Husset à 120 F. Enfin, pour arroser ma découverte, j'ai sablé le bruit de Vertus (champagne Julien Husset, 180 F) avec MM. Astoin et Giorgi. Le soir, c'est plus calme et, dans le quartier, bien intéressant.

● ASTOIN RIVE GAUCHE
19, rue du Regard (5)
Tél. 45-48-87-67.
Fermé dimanche et ouvert un soir.
Parking : Bon Marché.
Salon : 8/10 couverts.
C.B.

La Réserve de Beaulieu

Est-il besoin de « situer » cette maison internationale ? Simplement, au seuil des vacances, signalez sa nouvelle carte (menus à 315 F et 380 F). Carte où, s'il fait beau, devant la piscine et la mer, on aura plaisir à goûter le garmy glacé, les sauternes de canard froid saucis bigarade, voire simplement le buffet froid assorti et ses salades (150 F). Et avant les très excellents desserts du chef pâtissier (dont le millefeuille « Réserve »).

● LA RÉSERVE DE BEAULIEU
5, bd du Général-Leclerc

à Beaulieu-sur-Mer (06310).

Tél. 93-01-00-01.
Salon : 60 couverts.
A.E. et V.C.

Le Chateaubriant

Un bon quart de siècle ! Les Parisiens gourmands savaient le chemin de ce bistrot de la rue de Tocqueville : le Chateaubriant, bonne viande et bonne humeur. Sur la rive gauche, ils aimèrent la Ferme du Périgord, de M. Maurel, dont le guide Kéber disait à l'époque : « Gentille petite maison où le patron fait la cuisine ». Cette science, il l'a apprise à sa fille Christine. Et voilà que celle-ci, après un passage dans d'autres bonnes maisons (notamment chez Albert), s'installe à son compte. Où ça ? Au Chateaubriant, justement !

C'est très simple et très bon, (des rillettes de lièvres au foie gras « maison », du melon avec fines tranches de magret fumé à la moutarde fraîche en papillotes, beurre de basilic, de l'andouillette (de Duval) au four avec un exquêt gratin au chateaubriant (évidemment) grillé ou au jus de truffes (le papa Maurel est retourné à Périgueux). Un seul fromage (le gressat), mais une roue de brie parfaitement affinée, des desserts féminins, une petite carte des vins de prix honnêtes (dont le cote la coustale 84, un cahors agréable bu frais sur le poisson). Cette jeune Christine est à encourager, avec son menu du jour (deux plats, fromage ET dessert à 165 F). Et de plus la maison sera ouverte en août. Pour le soir, à l'abri des rumeurs de la ville, cette cuisine provinciale m'enchantait.

● LE CHATEAUBRIANT
125, rue de Tocqueville (17)
Tél. 47-63-96-90.
Fermé le dimanche.
C.B.

LA REYNÈRE.

MIETTES

● Nouvelle cuvée champenoise ! — Une de plus. C'est la « Cuvée renommée », signée du champagne Jacquart. La bouteille est élégante, le vin est mieux qu'honorable. Un bandeau doré, sous la capsule, permet, la bouteille ouverte, d'en garder l'élégance.

● Vignerons, itinéraires vacances. — C'est un petit fascicule comportant deux cents adresses à travers les vignobles pour visiter (et acheter si le goût vous y invite). Edité par Le Vain et l'Assiette (1, rue du Val-de-Grâce, à Paris-5, tél. : 46-33-45-96), cette sélection est le fait d'amateurs gourmets.

● Cartes des bières d'Europe. — Editée par Foldex, cette carte est passionnante pour les amateurs d'ale, bière maltée, bière de garde (on n'est pas du tout la même chose) de France, ainsi que bien d'autres variétés dans tous les pays producteurs d'Europe (Foldex, 27, rue Trébois, à Levallois-Perret 92, tél. : 47-37-79-70).

L. R.

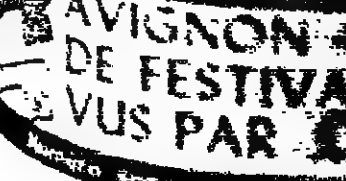
Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MERCUREY A.O.C. Vente directe propriété
12 bouteilles 1984 : 450 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. 85-47-13-94
Lieu : Mâcon, 71500 Mercurey.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHS
VENTE 51200 EPERNAY, T. 28-58-48-37
Vin vieillit en fût. Tarif sur demande.
Cuvée 1982 du « Réserve ». Méthode d'apprentissage
cuvée sélectionnée. MONTREUIL 1988.

هكذا من الاجل



AVIGNON
40 ans

Il y a eu de l'orage, il y a du vent. François Létord est venu inaugurer le 41^e Festival. Tout le monde était là, sauf Antoine Vitez et ses comédiens qui s'apprêtaient à jouer le Soulier de satin. Seul spectacle « in » de ce premier soir. Mais partout on répétait. Aux Pénitents blancs, David Warrilow a « filé » l'Hypothèse, de Pinget. Les expositions s'ouvrent, et d'abord le « Videoland », de Fabrizio Plessi, qui, à Cavaillon, fait rêver de la mer.

CE JOUR-LÀ
François Létord

Le ministre de la culture est venu inaugurer le 41^e Festival, et assister à la création du Soulier de satin, première soirée. A ce qu'il semble, il assistera à la seconde dans quelques mois, à Chaillet. Auparavant, il est passé par le jardin. Il a serré des mains, il y en avait beaucoup, celles du Tout-Avignon. On pouvait suivre le parcours du ministre en accompagnant le déplacement lent du cercle de photographes, de caméraman. On pouvait admirer le défilé de la chorégraphie du spectacle, et qui est réglé, tendant au bout de ses bras levés le miroir au bout de sa longue tige. Le ministre n'a pas fait de déclaration. Il s'est restauré à une table. A une autre, il y avait Michel Guy, qui l'a rejoint pour saluer M^{me} Pompidou.

« Pop Club »

Radio-France a installé un petit studio dans le jardin. Après les conférences de presse, José Arthur a enregistré à la fois pour son « Pop Club », qui, dit-il, va disparaître pour être remplacé par un magazine à 18 heures. Ce n'est pas la même chose. Ce n'est pas la première fois qu'on s'attaque au « Pop Club ». Mais, finalement, c'est la formule qui convient le mieux à José Arthur. Ne pardonne pas espoir.

« Le Soulier de satin » dans la Cour d'honneur
La mule de l'ogresse

(Suite de la première page.)

Entre Dieu et la femme, Claudel ne fait pas ce qu'il veut, tout au moins le prétend-il. Hors de toute raison, l'idée obsessionnelle qui soulevait le Soulier, c'est la femme c'est Dieu lui-même. Et Claudel de citer la Bible, le Livre d'Isaïe : Dieu, s'adressant au peuple d'Israël, lui dit : « Vous êtes portés dans mon intimité ; vous êtes contents dans ma vulve. »

Ajoutons que ces assimilation du Soulier de satin sont presque des fautes plates, car Claudel, tout au long de la pièce, ne cesse de tourner en dérision ce qu'il vient d'avancer. Comme s'il tenait à déconcerter, à empêcher d'avancer, les interprètes « intellectuels » que la pièce nous tend sous les pieds, comme des pièges.

« J'appelle intellectuel un loup-dépié », dit Claudel, qui ajoute que les intellectuels sont « des gens qui possèdent un instrument pour lequel il n'y a pas d'emploi ». Il ne faut pas « comprendre » cette pièce, le Soulier, il faut se laisser emporter de confiance dans son délire par sa propre imagination, sa propre sensibilité.

A un si beau « trésor d'histoires », quelle drôle d'idée que d'avoir donné ce titre à la terre de Soulier ! « C'est godasse », à la vérité, si je ne me trompe, qui avait la terre correcte », dit même Claudel dans Méditation sur une paire de chaussures.

Au mois d'octobre 1900, Paul Claudel, alors gérant du vice-consulat de Fouchéon, vogue vers la Chine, à bord du paquebot Arthur-Simmons. Il vient de prendre un congé. Il a passé la nuit de Noël 1899 à Béziers.

Sur les bateaux, certains jours, on s'ennuie. Il y a des jeux de bord pour l'animation. Et notre Claudel, de participer à un jeu anglais appelé « Hunt the slipper ».

A l'origine, c'était un jeu d'enfants, qui est presque le même que le cache-tampon français : un objet est caché, le jeu est de le retrouver.

Les grandes personnes de Grande-Bretagne, qui sont quelquefois perverses, en ont fait un jeu plus spécial. L'objet caché est une mule de femme, cette pantoufle du soir, de la nuit, qui appartient à la panoplie des vêtements intimes, et qui est régulièrement, de ce temps-là, un sautoir. Peut-être préciser ici que les sandales et autres objets sont des « images cachées » du sexe de la femme ?

La mule de satin est donc cachée, et les messieurs « hunt the slipper », c'est-à-dire se lancent à la chasse de la pantoufle. L'écriture de la chose est d'autant plus net que le mot slip en anglais veut dire, de son côté, « japon » et nous voici devant l'expression « comère de japonais ».

Le monsieur qui a découvert la mule de « soulier de satin », a droit à un gage de la part de la propriétaire du soulier. Vous devinez quelle nature de gage, sans aller aux extrêmes.

Sur l'Arthur-Simmons, c'est Paul Claudel qui met ce jour-là la main sur la pantoufle, et la pantoufle est celle d'une jeune femme, qui est montée à bord à l'escale de la Réunion, en compagnie de son mari (elle a quatre enfants). Elle s'appelle Rose Vetch. Claudel l'a déjà rencontrée, à Fouchéon, l'année passée, lors d'un dîner d'affaires. Mais c'est là, sur ce bateau, qu'il prend feu. La partie-maire de « Hunt the slipper », elle va être l'Yves du Partage de midi. La Dona Pothéze du Soulier de satin, d'où le titre étrange de cette seconde pièce.

A la cinquième scène du Soulier de satin, Dona Pothéze, « tenues sans cœur dans une main et son soulier dans l'autre », « dépose son soulier, comme un ex-voto, dans les mains d'une statue de la Vierge, et dit : « Vierge mère, gardez dans votre main mon malheureux pied plié !... Quand l'essoufflement de la vie sera grand, que ce soit avec un pied plié !... » A quels étranges périples un pied gauche aventureux n'a-t-il pas entraîné un pied droit récalcitrant ? », dit, de lui-même, Paul Claudel.

« Le matin, le chant d'un seul oiseau... »

Dans la cour du Soulier de satin, Dona Pothéze, Rose Vetch se risque elle aussi à d'étranges périples, d'un homme à l'autre, et va jusqu'à se faire fouetter et torturer par un certain grand fauché, du moins à ce qu'elle dit, et nous la voyons se faire traiter de tous les noms, « peste », « colique », « lépre », « vampire », « ogresse », « bougresse », « diabolique », « foutue chienne ». Mais jamais nous ne la voyons botter, jusqu'à la mort.

La vraie Pothéze bottera plus tard. Le 23 octobre 1949, Claudel a quatre-vingt-neuf ans et Rose Vetch soixante-dix-huit, Claudel note dans son journal qu'il est allé voir Rose « à la clinique Rémusat. Elle s'est cassée la jambe, rien qu'en faisant un faux mouvement. Elle est en verre, soixante-dix-huit ans. Tous jours aussi méchante ». Hazard : le mot « vampire » vient du japonais, la « par-toutte de vampire » de Castiglione.

Quant à « toujours aussi méchante », c'est l'homme qui réapparaît, dans l'ombre du grand poète. Il n'a jamais admis que Rose Vetch l'ait « trahi ». « Parfois, le matin, le chant d'un seul oiseau suffit à éteindre en nous les feux de la vengeance et de la jalousie », écrit-il. Peut-être, mais pour pas plus de vingt secondes, chez lui. Ne la trouvez-vous pas ?

pas « méchante » elle aussi. Dona Musique, Dona Merveille, la seconde mais plus paisible passion de Claudel, M^{me} Audrey Parr rencontrée à Rome, puis au Brésil, elle aussi affectée d'une petite note « godasse » ?

En effet, Claudel, à Rio, « tournant comme un gros papillon de nuit autour de cette flamme éteinte », comme nous le dit un témoin, envoyait à Dona Musique des poèmes d'amour brûlants, et lorsqu'il allait la voir au consulat anglais où travaillait son mari, il trouvait ses poèmes traités dans le salon, sur le piano, les guéridons. Il lui envoyait un long poème de reproches, adressé à « la méchante fée Margotine, l'âme plus noire que sa botte ».

Notre grand poète avec ses grandes passions, notre M^{me} du Partage de midi avec son Yvès, notre Rodrigue et notre Camille du Soulier de satin, avec leur Dona Pothéze, nous font décidément penser au petit Paul Claudel avec ses deux grandes sœurs. Dans un texte appelé « Les femmes s'en mêlent », Claudel écrit : « Votre serviteur, qui a gardé de son enfance avec ses deux sœurs plus âgées et bien plus malignes que lui un profond et salutaire complexe d'infériorité. Dans nos disputes fréquentes je me rappelle ne jamais avoir eu le dessus, et d'ailleurs, s'il m'arrivait de présumer, quelques gifle bien appliquées avaient vite fait de me rappeler au sentiment de l'ordre normal. »

Mais oublions toutes ces méchancetés ! Place au Soulier de satin, « amalgame de soldats, d'ouvriers, de missionnaires, de dames sans vertu, de bonnes sœurs et de carmélites en voie de transmutation ». « Des choses les plus basses et les plus grossières aux paroles les plus sublimes, il y a suite et continuité », dit Claudel. Les trois coups sont frappés. Antoine Vitez est au gouffier. Au-dessus de la cour du Palais, toutes les étoiles de l'univers ! Et Paul Claudel nous murmure : « Même pour le simple envol d'un papillon, le ciel tout entier est nécessaire. »

MICHEL COURNOT.

Vidéo à Cavaillon

Les paysages mentaux de Fabrizio Plessi

Familier de la Biennale de Venise, invité de la dernière Documenta de Kassel, Fabrizio Plessi installe ses vidéosculptures à Cavaillon. Un grand spectacle, troublant, paradoxalement intimiste.

Cela tient de la caverne électronique et du Luna-Park. La liste, impressionnante, des moyens déployés : deux cents téléviseurs, sur 1 000 mètres carrés — laisserait présumer un show racoleur. A tort. C'est à une belle méditation que nous convie Fabrizio Plessi, à un voyage entre illusions, fausses, semblants, vraies sensations, dans un « videoland » spectaculaire mais d'une sauvage sobriété (1).

Vénitien, peintre de formation — il enseigne toujours la peinture aux Beaux Arts de Venise — Plessi a passé plus de trente années de fascination pour l'eau : bleue, fluide et changeante, plate et profonde ; l'eau, qui incite à une rêverie teintée d'apparente passivité, dans une durée éternelle, immobile. Entre l'eau et l'image vidéo, la parenté est évidente. Pour cette seule raison, Plessi est devenu vidéoiste. Il se moque de la narration, de la guerre des images et dit savoir tout juste bricoler une prise de courant. Il dessine, puis fait réaliser par une équipe de techniciens ses sculptures où la vidéo — utilisée comme une lumière « pure » — le plus souvent — se marie avec la pierre, le fer, le bois, et à Cavaillon, avec la lavande : Plessi conçoit ses vidéosculptures en fonction de ses voyages.

C'est en revenant de New-York qu'il a rêvé Bronx : derrière une grille rouillée une armée de téléviseurs, encadrés dans des plaques du même fer rouillé, et flanqués de bûches fichées dans leur propre reflet cathodique. Pour le Musée d'Art moderne de Madrid, il a tracé Videocruz, un chemin de croix que l'on parcourt sur la ligne de partage qui sépare le bien, le mal, la pureté

du sel et la brûlure du charbon, tandis que des écrans se renvoient face à face des images cristallines ou rubies, toujours changeantes, immatérielles. De quel voyage est-il revenu avec cette Mer de marbre grandiose, lyrique, à la beauté monumentale, presque classique ?

Pour Cavaillon, Plessi a imaginé sept cônes de fonte, peints de lavande odorante : le visiteur les escalade par une échelle de bois et contemple, en leur fond, les flux et reflux bleutés d'un téléviseur, au son d'un agréable clapotis. Car chacune des sculptures possède sa « musique » propre : souffle de tempête (Mer de marbre) ou bruit de pompe inquiétant (Bronx). Dans le grand espace sombre percé de lueurs de bleu, ces musiques deviennent rumeur, un bain de sons étrange. Tous nos sens sont conviés, de manière très instinctive, « primale », mais jamais de la même façon, et c'est ce qui est merveilleux.

Plessi ne cesse de brouiller notre perception. Il joue des paradoxes. Et son art vidéo monumental non seulement nous renvoie à l'intime : il est d'un minimalisme à toute épreuve, dans le choix des matériaux, dans leur mise en scène. Le Vénitien Plessi a été formé, on le sent, à l'école des maîtres de la perspective.

Jeudi matin, dans les jardins du Festival d'Avignon, il parlait de « remonter la technologie à la température du chaud ». La RAI Uno vient de lui offrir l'occasion de tenir ce discours pour un très large public : à partir d'octobre prochain, pendant neuf mois, à raison d'une heure par semaine, à 20 h 30, Plessi présentera ses travaux, parlant de ses projets, de ses rêves de liberté pour l'image vidéo. Le générique sera signé Spielberg, et Umberto Eco écrira des textes.

ODILE QUINOT.

(1) Le Centre culturel de Cavaillon est à l'origine de cette exposition. La région, le ministère de la culture, le centre vidéo Arte de Ferrara, participent à cette exposition, à laquelle le Festival d'Avignon donne son label.
* Centre culturel de Cavaillon. Jusqu'au 23 août.

David Warrilow : l'au-delà de la raison



David Warrilow va interpréter l'Hypothèse, de Pinget, aux Pénitents blancs.

Cet homme en baret franchouillard est Anglais, d'où la bizarrerie inquiétante de son sourire. Habituellement, il vit à New-York. La première fois que je l'ai vu, c'était à la base, dans les rues de Soho. Il venait de jouer le Dépeupleur, de Beckett. On était levés dans des couloirs, tout près de lui, et lui, incalculable silhouette blanche, nous immergeait, à la musique de ses voix sourdes, dans un monde doucement ténébreux. Ensuite, il m'avait parlé en français. J'étais éperdue de reconnaissance de ne pas avoir à traduire quelques-uns des mots anglais que je connaissais et que personne ne reconnaît. Parisien pendant dix ans, David Warrilow est totalement bilingue. En anglais et, en français, ce l'a vu plusieurs fois, seul et avec les Maubou Mines (les intellectuels du x^{off} off Broadway), à New-York, Paris, Saint-Denis, Bobigny... Au cinéma, dans le chef-d'œuvre de Woody Allen, Radio Days, il est l'ineffable chroniqueur mondain (c'est son côté dandy british) et bidouilleur qui veut sauter Mia Farrow sur le toit d'une boîte de nuit.

A Avignon, David Warrilow va jouer l'Hypothèse (à partir du 11, j'ai vu un flagel aux Pénitents Blancs, redevenu Chapelle. Scène, gradins, tout a été retiré. Les murs sont troués, blanchis

comme de vieux os. Contre un pilier, une chaise en bois cassée, à laquelle on peut accéder par une échelle. Devant, un poêle noir. Par terre, en guise de presse-papier, une galochette plâtrée sur un manuscrit.

David Warrilow s'assied en vélo. Gilet, redingote à rosette, pantalons rayés. Quand il les a achetés aux Puces, il en avait essayé plusieurs. Dans la poche de celui-ci, il a trouvé 100 francs. « Un signe », dit-il. De même, quand il a annoncé à de vieux amis où il allait jouer, ils se sont exclamés : leur père avait acquis dans une vente des meubles venant de la Chapelle ! « Encore un signe que je ne me trompais pas. » Voilà comment fonctionne David Warrilow, voilà pourquoi il interprète l'Hypothèse à Avignon, en attendant la Basilide pour le Festival d'Automne — c'est une production Bobigny Maison de la culture, où David Warrilow a joué Marat-Sade. Il ne savait rien de Pinget. De temps en temps passait Joël Jouanneau, dont il ne savait rien non plus, sinon qu'il avait été journaliste et que ses yeux sont bleus.

Joël Jouanneau lui propose l'Hypothèse, lui donne la pièce à lire : quelques pages, denses, sans ponctuation. « J'ai rarement vu quelque chose d'aussi rébarbatif. Je me suis demandé ce que moi, Anglais, j'avais à faire de ces jeux avec la langue française. » Au-delà de la coquetterie, il est

vrai que l'écriture de Pinget est un labyrinthe, un palais des glaces. Les images se dédoublent, s'engendrent. Les phrases se tordent, puis se dissolvent, quelque chose d'autre apparaît. Un délice pour un acteur comme David Warrilow, sorte de mage tout en ambiguïté, enveloppé de mystère, d'ironie, d'effroi.

La pièce est le monologue d'un auteur en lutte avec son écriture, l'histoire d'un manuscrit au fond d'un puits. David Warrilow fait du personnage — Mordin, « le personnage de Pinget » — un type déboussolé et péremptoire. Il s'enroule dans les idées, court après les phrases, cherche, dérape, saute par-dessus les trous de mémoire, raconte d'un trait, fait la pièce. Il va brûler son manuscrit, et, trappé de stupeur, habité de violence, il devient immense. Le temps d'un éclair, il a connu la mort, il est là, déchiré, vidé, puis il s'en va. Je connais peu de gens qui, comme David Warrilow, sont capables d'effrayer l'au-delà de la raison. « Je suis solide, dit-il, depuis que j'ai compris une vérité première : j'ai découvert que je ne suis pas seulement un comédien. Maintenant que je le sais, je me raconte mieux, et mon travail de comédien m'est presque plus facile. »

Facile ou pas, mis en scène par Joël Jouanneau, David Warrilow est, au sens littéral, extraordinaire.

COLETTE GODARD.

Au Festival de danse de Montpellier

Les secrets de François Verret

Le Festival de danse de Montpellier s'était ouvert avec le Saut de l'ange, de Dominique Bagouet. Il s'achève par Quel est le secret ?, création de François Verret, un chorégraphe non conformiste.

Avec François Verret, le public est placé en situation d'inconnu, privé de références et de mode d'emploi. Il doit se fier à sa seule sensibilité. Verret s'en explique : « Que l'on me reproche d'éloigner entre la danse et le théâtre ne me gêne pas. Je ne suis pas le seul à travailler dans cette zone sensible. L'imbrication du théâtre et de la danse peut amener du nouveau. Pour moi, chaque spectacle est une rencontre avec des gens différents. Cette fois, j'ai voulu réunir deux acteurs, Daniel Emilfork et Frédéric Leiden, et deux danseurs, Ann Karen et moi-même pour construire ensemble un univers. »

« La personnalité d'Emilfork a été déterminante. Il y a en lui une grâce infinie qui s'apparente à la danse. C'est un aventurier très excitant. Tout est parti d'idées que j'avais sur le tiers-monde, de choses lues sur l'Éthiopie — un univers singulier et sophistiqué — et son dernier empereur, Haile Selassié. Le

spectacle s'est organisé autour du thème d'un empire qui s'effondre et d'un vieil homme qui n'a plus le pouvoir. Carcasse détraquée, il sort un cérémonial vide. Bien entendu il ne s'agit pas d'évoquer le Négus proprement dit. Ce qui se joue là c'est plutôt une tragédie : la père et ses trois enfants obligés de s'enfuir de leur palais. Ils emportent avec eux quelques souvenirs précieuses. Ils sont liés entre eux par leur histoire passée. Nous avons construit le spectacle par imbrication collective. Chacun nourrissant son propre personnage. Tout s'est déposé par sédimentation au cours des semaines. Il y a eu beaucoup de déchets, une sélection de propositions épuisantes. »

« Au départ, il y avait les quatre personnages qui fuyaient dans les pous-pous. Puis Daniel Emilfork a imaginé de s'installer dans un coin de scène et n'en a plus bougé. Il dort et tente de ramener une mémoire détraquée. Au bout d'un mois il a ressenti la nécessité de lire la parole à l'assemblée. Il a inventé son monologue. Comme Emilfork restait dans son fauteuil, le décorateur, Gower, a imaginé de construire une marionnette. Cette marionnette répond aussi à l'idée que la mort hante l'espace théâtral. »

« Dès lors tout le spectacle s'articule comme un va-et-vient du regard entre le vieillard immobile et

les scènes représentées sur le reste du plateau. Puis une autre idée a été introduite. L'idée que les quatre personnages étaient des acteurs et qu'ils jouaient des scènes du passé, d'où le rideau, le théâtre dans le théâtre et la fin raillée, qui est une sorte de lamentation. »

« Le public manque peut-être un peu d'informations, mais les musiques africaines, les costumes peints le guident. On le lui raconte pas une histoire, on lui propose des images fortes : le rapport entre un père et ses enfants, la rencontre du mystère, et surtout l'idée d'un secret. »

Propos recueillis par MARCELLE MICHEL.

* Opéra de Montpellier, le 11 juillet, 21 heures.

Le fondateur de la Taganka se fixe en Israël

Alors qu'il se trouvait en Israël depuis plusieurs mois pour monter deux spectacles au Théâtre national, le metteur en scène d'avant-garde soviétique Youri Lioubimov a décidé de s'établir définitivement dans ce pays et a demandé la nationalité israélienne.

Le fondateur du Théâtre de la Taganka de Moscou avait quitté l'URSS en 1983. Son passeport soviétique lui fut alors retiré. Aujourd'hui, marié à une jeune hongroise, Lioubimov devrait bénéficier de la loi du retour, qui accorde la citoyenneté israélienne aux époux d'immigrants juifs.

Le ministre israélien de l'Intégration, M. Yacov Tour, a déclaré, le mardi 7 juillet, que son pays était honoré de cette requête, et que la présence de Youri Lioubimov apporterait une contribution significative à la créativité artistique en Israël. — (AFP, Reuters.)

AVIGNON 40 ANS DE FESTIVAL
VUS PAR Le Monde
Numéro spécial hors série 22 F

هكذا من الاعمال

An journal de 20 heures sur Antenne 2

Henri Sannier remplace Claude Sérillon et Bernard Rapp

Sérillon était un symbole et on n'ignorait l'hostilité dont il était l'objet depuis des mois dans certains milieux de la majorité, qui réclamaient sa tête. La rédaction réalisait, son Sept d'or de meilleur représentant le protégeait. Le vote, pourtant éliminé, en donneur, au milieu de l'été. On lui propose une compensation honorable — un poste de rédacteur en chef, la direction des mazzettes — mais Sérillon

Les syndicats se mobilisent, accusant la direction d'A 2 d'organiser

Extrait d'une grande diversité de Plantes marines dans le Monde de 13 firmes

refuse, attaché au rythme du quotidien, et méfiant devant le flou de certains projets de rentrée.

ANNICK COLEMAN

C'est aussi cela qui inquiète la rédaction. Combien de problèmes non réglés, de questions différencées, de services désorganisés. Quelles ressources, quels moyens pour les magazines annoncés ? « On nous présente un décor, quelques comparses, mais on ne sait toujours pas pour jouer quelle pièce ? », dit un membre de la rédaction. Le sociétisme des journalistes, à nouveau, prend la parole et dénonce « le préjudice moral et professionnel causé aux journalistes d'Antenne 2 par une cascade de décisions qui compromettent

Télévision par satellite

La CNCL sélectionne les candidats « admissibles »

Le Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) a fait un premier « tri », vendredi 10 juillet, parmi les candidats à l'exploitation d'un canal sur le satellite de télévision directe, TDF1. Les candidatures de TFI, Canal Plus, la Cinq et M6, ont ainsi été éliminées. Les candidats retenus sont : la chaîne la SEPT, la future chaîne culturelle par satellite au statut un peu différent. Les projets de Mood Music, Viewnews Ltd (Grande-Bretagne), Bravo TV (Etats-Unis) et Olympia (Grande-Bretagne) ont donc été écartés. Trois candidats à l'exploitation d'un canal radio ont également été retenus : Radio France, Radio-France internationale et la Deutsche Bundespost.

Ce premier tri a été fait à titre
« intermédiaire » et « conservatoire », indique-t-on au siège de la CNCL. Les « sapes » ont, en effet, préféré différer l'attribution finale des canaux. « Les autorisations définitives ne seront délivrées qu'au courant de l'été », indique-t-on sans plus de précision. Deux difficultés sont avancées, au siège de la Commission, pour expliquer ce retard sur le calendrier initial : le matériel existant entre Télédiffusion de France (TDF), qui gère le dossier satellite, et les candidats, sur le prix de location d'un canal ; l'absence du décret devant réglementer la programmation des chaînes cryptées par satellite.

● **Ministels au Québec.** — Le Centre d'excellence en communication intégrée (CETI) de Montréal a lancé le 1^{er} juin un projet de développement du réseau ministel au Québec avec l'intelmatique, la filiale de la direction générale des télécommunications (DGT), chargée de l'exportation. À partir de cette rentrée, plusieurs centaines de milliers de ministels seront distribués gratuitement à Montréal en cinq ans (avec des applications professionnelles, semi-professionnelles ou grand public), avant de s'étendre au reste du Québec. Rappelons qu'en France 2 millions de ministels sont accueillis chaque jour.

Economiquement, ce n'est, en outre, qu'un prêt pour deux


vichy
du 17 juillet au 22 août
**L'ÉTÉ MUSICAL
DE VICHY**

Réalisé avec le concours de l'Opéra du Rhin
Direction : René TERRASSON

**Vendredi
17 juillet : GRAND CONCERT
Soliste**

**Dimanche
19 juillet : CONCERT avec
LES CHŒURS
ET L'ORCHESTRE
DE L'OPÉRA DE PARIS**

Vendredi
24 juillet
Samedi
25 juillet : **LA FILLE MAL GARDÉE**
Ballet en deux actes
de HOFMANN

LA BELLE HÉLÈNE
opéra bouffe
de J. OFFENBACH

**Samedi
8 août :** **RIGOLETTO**
opéra de G. VERDI

14 août
Dimanche
15 août: **FAUST**
opéra
de Ch. GOUNOD

Mardi
18 août : GRAND CONCERT
Soliste :
MIKHAIL RUDY, pi

**Mercredi
19 août : CONCERT avec
MARILYN HOWELL et
STANISLAV KOTYZA**

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

**SIX CLONES PC
A MOINS DE 10000F**

Juillet-Août 87
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La Banque européenne d'investissement, l'organisme de financement à long terme de la CEE a décidé d'accorder un prêt de cinq milliards de livres (environ 23 millions de francs français) à la municipalité de Venise pour la restauration du palais des Doges. Les modalités de ce prêt ne sont pas précisées mais les autorités italiennes devraient bénéficier des conditions avantageuses propres au financement des projets non commerciaux. — (Reuters).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à écrier □ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 10 juillet

TF 1

20.35 Jeux : Intervilles. Émission présentée par Guy Lux, Simone Garnier et Léon Zitrone. Vie-Festivals-Matins. 22.20 Football : Finale du tournoi de Paris (en direct). 23.55 Journal. 0.10 Série : Les Envalementeurs. 1.00 Télévision sans frontières. Avec Alpha Blondy, Kassav, Touré Kunda, Mory Kanté.

A 2

20.30 Série : Deux filles à Miami. Le retraité. 21.20 Apeiron. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Enfances », sont invités : Howard Buten (Monsieur Butterfly), Yves Cabrol (L'Enfant aux abelles), Patrick Cauvin (Pouchard), Pierre Gascar (L'Ange gardien), Dominique Grange (Je t'ai trouvé au bout du monde), Daniel Zimmermann (Le Gogol), 22.45 Journal. 23.45 Cinéma : Mission impossible. Film franco-américain de Bertrand Tavernier et Robert Parrish (1984). Bertrand Tavernier et le cinéaste américain Robert Parrish se rencontrent dans le comté de La Fayette et partent à la découverte du sud des États-Unis. Une promenade sur des lieux mythiques, des rencontres pittoresques, de la chaleur humaine, de l'humour, de l'émotion.

FR 3

20.30 Série : Deux de conduite. Le mobile du président. 21.25 Portrait. Invité : André Verchuren. 22.20 Journal. 23.45 Documentaire : Ce jour-là le monde changea. 2. Et la nuit fut. 23.55 Prêt-à-la-mesure.

CANAL PLUS

20.30 Documentaire : Ombre et soleil. 21.20 Cinéma : Le Jeu de la vérité. Film français de Robert Hossein (1961). Plusieurs couples sont réunis dans une villa à la campagne. Un invité déclare qu'il lui a menti une lettre compromettante pour un membre de l'assistance. Il est assassiné pendant le jeu de la vérité. Problème en local clos assez terrifiant. La suspense psychologique et la description foitillée de représentants de la classe bourgeoise l'emportent. 22.40 Flash d'informations. 22.50 Cinéma : Le Dégât. Film français de Daniel Jannou (1986). 0.20 Cinéma : l'Obsédé. Film américain de William Wyler (1965).

2.15 Cinéma : Neuf semaines et demi. Film américain d'Adrian Lyne (1985). 4.05 Cinéma : la Rampe d'Eva. Film français (classé X) de J. Helbig (1985). 5.20 Cinéma : Tot le venin. Film français de Robert Hossein (1958).

LA 5

20.30 Série : L'inspecteur Derrick. 21.15 Série : Serpico. 22.30 Cinéma : les Gaietés de l'escadron. Film français de Maurice Tourneur (1932). Avec Raimu, Fernandel. Une petite ville de garnison, en France, à la Belle Époque. Deux fortes têtes perturbent la vie de caserne. Adaptation de la pièce de Georges Courteline et Edouard Nois, bénéficiant, au début du parol, d'une interprétation exceptionnelle. Une force militaire. 0.00 Série : Les Évasions célèbres. 0.50 Série : Hôtel. 1.40 Série : Mission impossible.

M 6

20.30 Série : Cagney et Lacey. 21.20 Série : Le saint. Le trésor du monstre. 22.15 Journal. 22.30 Téléfilm : Les lettres. De Gene Nelson et Paul Krasny. Avec John Forsythe, Pamela Franklin, Ida Lupino. Un acte de retard pour des lettres. Neuf vies bouleversées. 0.00 Série : Le saint. (rediff.). 0.50 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Débat. Ecrire à la Réunion (première partie). 21.30 Musique : Black and blue. Les femmes musiciennes et le jazz. 22.30 Nuits magiques. Les gens... tout de même ; La télévision (4). 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (émis de Strasbourg) : Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2 en ré majeur h. 1113-2, op. 101, de Haydn ; Variations sur un thème rococo pour violoncelle et orchestre, op. 33 ; Symphonie n° 1 en ut mineur de Bruckner, par l'Orchestre radio-symphonique de Strasbourg, dir. Myung Whun Chung ; sol. Yo Yo Ma, violoncelle. 22.20 Les soirées de France-Musique ; à 22.30, le piano français (œuvres de Jadin, Reicha, Chopin, Liszt, Chabrier, Fauré, Debussy, Ravel, Stravinski).

Samedi 11 juillet

TF 1

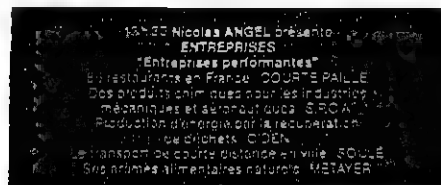
13.55 Série : Matt Houston. La chasse. 14.30 La séquence des spectacles. 15.00 Magazine : L'aventure des plantes. De Jean-Marie Pelt et Jean-Pierre Cury. 5. Le roi de la forêt. 15.30 Tiroir à Maisons-Laffitte. 15.45 Dessin animé : GI Joe, héros sans frontières. 16.15 Croque-vacances. Caliméro : Tintin : Le crabe aux pinces d'or. Les Smurfs ; Yank : Les trépassés ; Variétés. 17.35 Téléfilm : La Revanche. De Philippe Condroyer. Avec Nadine Alari, Hugues Quester, Pascale Baudet, Mireille Dalbray (1^{re} partie). Après la mort de son mari, Andrea doit prendre sa suite et diriger la Revanche. Cinq femmes et un enfant, quatre générations, vont tout mettre en œuvre pour que la propriété ne soit pas vendue. 19.00 Série : Agence tous risques. Opération Italie. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm de Louis. 20.40 Série : Columbo. Accident. 21.55 Opéra : le Vaisseau fantôme. De Richard Wagner, en direct du Théâtre antique d'Orange, et en simultané sur France-Musique. 0.15 Journal. 0.30 Série : Les Incorruptibles. Le trouble-foie.

A 2

13.55 Série : « V ». Le choix du visiteur. 14.25 Les fables d'Esop. 14.40 Les Jeux du stade. Tour de France : 11^e étape : Paillet-Champouillet. Divergence des épreuves : chacun son tour par Jacques Chancel ; Canot-kayak : Tir. 18.00 Série : Mon ami Flicka. L'arrogant. 18.30 Récit A2 66. Devotions d'Épinal : Y'en a qui ; Téléchat. 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Lafont. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Le Journal. 20.00 Série : Les Évasions célèbres. 20.30 Variétés : Bonsoir nostalgie. Présenté par Carlos. Avec Michel Sardou, Michel Fugain, Spagna, Images, Frédéric François, Christine Roque, Canada, Emmanuelle, Stéphane H., J.-P. Cassi, Sabine Paturel, et des vidéos de Dario Moreno, Joe Dassin, Sheila, Michel Delpech, Moody Blues, Zazou, Procol Harum, les Beatles, Mongo Jerry. 21.40 Série : Les brigades du Tigre. Nez de chien. 22.45 Variétés : Rigol'été. Émission proposée par Jean Bertho, avec Jacques Mithot, Michel Galabru, Jean Amadou, Jean Bertho, Isabelle Rochard, Chantal Gallia. Neuf débats sur la télé, les jeux, le Tour de France, la vulgarité... Avec des comédiens. 23.40 Journal.

FR 3

13.15 Espace 3 : La maison en fête. 13.30 Espace 3 : Entrepreneurs. 14.00 Espace 3 : Objectif santé. 14.15 Espace 3 : Portraits de la réussite. 14.30 Sports-loisirs. Le Tréfilé lyonnais ;



rallye de moto tout terrain ; off-shore 1987 ; Triathlon à Valais ; Course de l'Europe Thalass ; Championnat de France de moto de vitesse. 17.30 Feuilleton : M^{lle} le maire. Avec Marthe Mercadier. Guy Tréjean. (2^e épisode). 18.30 Variétés : La soirée affective. Avec Golt de l'été, Niagara, Caroline Loch, Luna Parker, Les Abettes, Pascal Rod. 19.15 Actualités régionales. 19.35 Disney Channel, pour les tout-petits : Winnie l'ourson. 19.55 Dessin animé : Ulysse 31. 20.05 Jeu : La classe. 20.30 Disney Channel, pour les jeunes et les moins jeunes. Dessins animés : Le papillon et la flamme ; En plein boulet ; Agent canard ; et à 20.55 un épisode du fantôme des cyprès. 21.55 Journal. 22.20 Magazine : Le divan. Invitée : Andrea Ferrel. 22.40 Série : Dyastie. Macchiavélisme. 23.25 Prêt-à-la-mesure.

Audience TV du 9 juillet 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, ripon parsoenne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	22,5	Santa Barbara	Actual. région.	Actual. région.	Vie de rêve	Ripside	Chez soi
		9,9	8,8	0,0	0,5	2,2	1,1
19 h 46	26,9	Rouge tomate	Journal Tour	Actual. région.	Jeu de	Ripside	Hulk
		10,4	12,1	0,5	0,5	2,2	1,1
20 h 16	35,2	Journal	Journal	Le classe	Staling 12	Robotch	Hulk
		10,4	16,5	4,9	1,1	0,0	2,2
20 h 55	38,5	La guerre	Angélique	Jenny et l'œil	Nuit du risque	Tulipe noire	Marcel Walby
		6,1	12,6	9,9	1,1	0,0	2,2
22 h 08	34,1	Satan Olympia	Angélique	Arme à l'œil	9 semaines 1/2	Tulipe noire	Falcon Crest
		1,1	15,4	10,4	0,5	7,7	0,5
22 h 44	17,0	Envalementeurs	Alain Delaux	Sor 3	9 semaines 1/2	Mission imp.	Melodie
		1,1	6,6	2,2	0,0	4,9	2,2

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Dimanche 12 juillet

TF 1

8.00 Bonjour la France. Journal présenté par Jess Offredo. 9.00 Dessin animé : Heckle et Jeckle. 9.10 Zappa : Zappa. Émission de Christophe Izard. Avec les marionnettes d'Yves Brunier. Wally Gator ; Calmeo ; Colopinto et Pédron ; La vache Noire ; La maison de Tonton ; Dodo Dodo ; Satanas et Diabolo ; Hockey Garon ; Les Buzack ; Antivol ; Simon le petit démon. 10.05 Dessin animé : Heckle et Jeckle. 10.15 Série : Tazuma. L'imposture. 11.15 Tréte mille. Émission de Jean-Pierre Huit. SOS réfugiés. 11.30 Magazine : Auto-moto. L'action automobile. 12.00 Magazine : Télé-foot. Spécial Platini. 13.00 Journal. 13.25 Série : Starsky et Hutch. Sorcellerie. 14.25 Sport-dimanche vacances. Canot-kayak à Bourg-Saint-Maurice ; Grand Prix de Formule 1 à Silverstone (Grande-Bretagne). 14.00 Tiroir à Saint-Claude. 16.15 Sport-dimanche (suite). 17.35 Série : Les bleus et les gris. Le baptême du feu. 18.30 Jeu : La rose de la fortune. 19.00 Série : Pour l'amour du risque. Chantage. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Retour au camp. Film français de Jean-Marie Poiré (1979). Avec Victor Lanoux, Bernadette Lafont, Pierre Morel, Eva Hagen, Gérard Jugnot. Un truand malchanceux sort de prison. Il est accueilli par sa famille comme un intrus. Un joyeux vaudeville raconté avec une bonne humeur contagieuse. Les interprètes sont excellents. 22.10 Sport dimanche soir. Finale du tournoi de football de Marseille. Marseille-Toulon ; Santos-Hamburg. 0.00 Journal. 0.20 Feuilleton : Chés à la dérive. De Robert Mantonis, d'après Stratis Tziakras. Avec Marina Vlady, Juliana Samarin. (2^e épisode).

A 2

8.50 Informations et météo. 9.00 Connaitre l'islam. 9.15 Émissions israéliennes. A Bible ouverte ; Le Livre des nombres : A jamais bini. 9.30 Fel et traditions des chrétiens orientaux. 10.00 Présence japonaise. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Meme, c'est sûr. En la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence. 12.05 Feuilleton : Le chevalier Tempête. 2^e épisode. Le carrosse du pape. 13.00 Journal. 13.20 Série : Les deux font la paire. Stock-car dans la ville. 14.10 Jeu : La chasse aux trésors. L'île Maurice. 15.00 Sports télé. Tour de France : 1^{re} étape (Strive-Bordeaux) ; canot-kayak : championnats du monde à Bourg-Saint-Maurice. 17.30 Feuilleton : Projet Atlantide. De Gianni Serra, d'après le roman de Marjorie Djan (1^{re} épisode). Politique-fiction, espionnage, suspense et... amour. 18.30 Série 2. Vintage : championnat de France à Strasbourg ; automobile : Grand Prix de formule 1 de Grande-Bretagne ; athlétisme : championnat de France Juniors ; Delaplane ; alpinisme : canot-kayak à Bourg-Saint-Maurice ; cyclisme : Tour de France (2^e étape (Strive-Bordeaux) ; omnisports : les universiades de Zagreb. 19.30 Série : Quel de nous, de nous ? 20.00 Journal. 20.30 Musiques au cœur. Émission d'Eve Ruggieri. Le Chevalier à la rose. Comédie musicale en trois actes de Richard Strauss avec l'Orchestre philharmonique de Strasbourg et les chœurs The Sixteen en direct du Festival d'Aix-en-Provence (en simultané et en stéréo sur France-Musique). 22.25 Journal. 22.45 Musiques au cœur (suite). Le Chevalier à la rose (3^e acte).

FR 3

12.00 Dislocation. 12.30 DOM info. 12.45 Jeu : Cherchez la France. 13.30 Forum RMC-FR3. Invité : Jacques Delors. 14.30 Sports-loisirs. Halfcourt (jeu de raquette) : championnat de France d'Avion à Vichy ; festival des records à Antibes ; Tour de France à la voile ; golf ; rallye du Tanière ; 2^e vol du Tour de France à la voile ; championnat de France de tir à l'arc. 18.00 Série : Yea. Les maîtres de la brousse. 18.25 RPO Hebe. 18.45 Assa. 3. Signé Carl's Eyes. Les petits malins. 19.45 Jeu : Cherchez la France. 20.04 Série : Paul Hogan show. 20.35 Série : Sur la piste du crime. La vengeance. 21.30 Série : La France à la carte. Avec Pierre Salinger. 5. De mise en film. 21.50 Journal. 22.20 Dessin animé : Ter. Avey. 22.30 Jeu de mémoire : Abre souvenir. Film américain de Richard Thorpe (1943). Avec Joan Crawford, Fred Mac Murray, Conrad Veidt, Basil Rathbone. En 1939, un professeur de l'université d'Oxford et sa femme vont, sous le prétexte d'une lune de miel, remplir une mission pour le Foreign Office. Ce film satirique, totalement inédit, bénéficie d'une intrigue à rebondissement palpitant, d'une mise en scène soignée et d'une curieuse interprétation. 23.55 Prêt-à-la-mesure. Nocturne au docteur mineur, de Frédéric Chopin, interprété par Michael O'Rourke, piano.

CANAL PLUS

7.00 Top 50. 7.45 Cabot cadis. 8.55 Cinéma : la Nuit du risque. Film français de Sergio Gobbi (1986). Avec Stéphane Ferrara, Christiane Jean, Pierre-Marie Escourrou.

UGC et « Libération » créent une société de production audiovisuelle

Les parrains de la nouvelle société, baptisée GMT (Groupe Média Télévision) Production, viennent d'horizons différents : le cinéma avec UGC ; la presse avec Libération ; la vidéo avec UMT ; l'édition littéraire et musicale, enfin, avec Calmann-Lévy et Polygram (premier distributeur de disques). GMT-Production se propose de produire pour la télévision de la fiction et du documentaire de prestige. Deux séries — l'une consacrée à l'homme, l'autre aux années 1950 — ainsi qu'un dessin animé sont déjà en préparation.

UGC et Télélibération, filiale à 100 % du quotidien, se taillent la part du lion en prenant chacun 34 % du capital (550 000 F) de la nouvelle société, qui sera présidée par M. Jean-Pierre Guérin, directeur général de Télélibération depuis 1984. Polygram détient de son côté 12 % du capital de GMT Production ; Calmann-Lévy, 10 %, et UMT, 5 %.

M. Stéphane Duhamel, nouveau directeur général de la SCP-RTL — La société commerciale de promotion (SCP-RTL), organisme qui met en œuvre l'ensemble de la politique de communication de RTL, change de directeur. M. Stéphane Duhamel a, en effet, été promu à ce poste le 1^{er} juillet, en remplacement de M. Jean Félix, qui quitte la société. M. Stéphane Duhamel était directeur adjoint de la SCP-RTL depuis 1983 et conseiller pour le développement depuis 1986, auprès de M. Philippe Labro, directeur général des programmes, et président de la SCP-RTL.

10.15 Cinéma : Vingt mille lieues sous les mers. Film américain de Richard Fleischer (1954). Avec Kirk Douglas, James Mason, Paul Lukas, Peter Lorre. 22.25 Magazine : Sports plus. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Série : Rawhide. 14.00 Téléfilm : Les brigades du Tigre. 15.30 Documentaire : Les esclaves du soleil. 15.55 Série : Batman. 16.20 Série : Les monstres. 16.55 Magazine : Le monde du sport. 17.55 Cinéma : le Gagnant. Film français de Christian Gion (1979). Avec Odile Michel, Philippe Ruggieri, Stéphane Audran, Henri Guybet. Une jeune fille riche tombe amoureuse d'un plombier. Le père refuse le mariage. Le plombier gagne une grosse somme, au loto. C'est gentil, divertissant, et... très complaisant. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Les superstars du catch. 20.35 Cinéma : le Diable au corps. Film italo-français de Marco Bellocchio (1985). Avec Maruschka Hennrich, Federico Fellini, Anita Laurent, Ricardo de Torreblanca. Un lycéen romain tombe amoureux d'une jeune femme fiancée à un membre des Brigades rouges en instance de jugement. Elle devient sa maîtresse. Cette libre adaptation du roman de Raymond Radiguet a fait sensation à cause d'une scène de félicitation très « réaliste ». Son intérêt n'est évidemment pas là, mais dans la rage que met — une fois de plus — Bellocchio à déifier la société bourgeoise et la loi du père, à parler de la folie. 22.25 Flash d'informations. 22.30 Boxe. En direct de Métézac. Championnat du monde des super-légers : Duane Thomas (E-U) contre Luis Aquino (Mex.). 8.30 Cinéma : Les Pirates de l'île sauvage. Film anglais de Ferdinand Fairfax (1983). Avec Michael O'Keefe, Tommy Lee Jones, Jenny Seagrove, Max Phipps. 2.05 Série : Espion à la mode.

LA 5

7.00 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 7.25 Dessin animé : Caty, la petite fermière. 7.50 Série : Arnold et Willy. 8.20 Série : Les chevaliers du ciel. 8.50 Série : Sandokan. 9.50 Série : L'ère du temps. 10.20 Série : Marisol. 10.50 Feuilleton : Le temps des copains (rediff.). 11.20 Série : Happy Days (rediff.). 11.45 Série : Jaisie. 12.35 Dessin animé : Caty, la petite fermière. 13.00 Série : Hôtel. 13.50 Série : Les évasions célèbres. 14.45 Série : Les cinq dernières minutes. 16.20 Série : Les chevaliers du ciel. 16.50 Série : Sandokan. 17.45 Feuilleton : Le temps des copains. 18.15 Série : Happy days. 18.40 Série : Arnold et Willy. 19.05 Série : Supercopier. 20.30 Cinéma : la Soraba. Film français de Jean Valère (1982). Avec Roger Hanin, Gérard Darmon, Marthe Villalonga, Henri Tiso. Restaurateur à Marseille, un pied-noir s'attache paternellement à un garçon saoudien qui lui a sauvé la vie. Une comédie satirique vers le drame psychologique. 22.25 Série : Mission impossible. 23.15 Série : Les cinq dernières minutes. 0.50 Série : Les évasions célèbres. 1.50 Série : Hôtel. 2.40 Série : Kojak.

M 6

11.00 Documentaire : Portrait d'artiste. Invité : Antoine Ponce. 11.15 Musique classique. Concert : Concerto pour violon de Tchaïkovski ; Divertimento, de Stravinski. 12.15 Jeu : Paris ça bouge. Au cours de ce jeu, découvrez des événements culturels et de l'actualité du spectacle à Paris. 12.45 Journal. 12.55 Info cosmopolite. 13.00 Série : Chacun chez soi. (rediff.). 13.30 Série : L'incroyable Hulk (rediff.). 14.20 Jeu : Hémisphère I de l'été. 14.50 Dessin animé : Graffiti. Goldorak : Le capitaine Flam. 16.15 Hâté hit hit boum ! 17.05 Série : Les espions (rediff.). 18.00 Journal. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. Réceptions. 19.05 Série : Chacun chez soi. Le Don Juan. 19.30 Série : L'incroyable Hulk. Hallucinations. 20.25 Jeu : Six'appel. 20.30 Téléfilm : Infidélité. De Marco Vicario, avec Monica Vitti et Ugo Tognazzi. 22.15 Série : Vega. Mourir par miroir. 22.50 Journal. 23.05 Téléfilm : Sybil (2^e partie). 0.45 Série : Les espions. La menace. 1.35 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de créations radiophoniques. Dérivance, de Ranzu. 22.30 Jazz-boum. 0.05 Choeur de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

19.05 Les soirées de France-Musique. Avant-concert (Ghok, Haydn, Mozart) ; à 20.45, concert (en direct d'Aix-en-Provence, en simultané avec Antenne 2) : Le Chevalier à la rose, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg et le chœur The Sixteen, dir. Semyon Bychkov ; 1^{re} entrée : Fantaisie en la mineur, op. 103, pour deux pianos et Valse noble, op. 77, de Schubert ; 2^e entrée : Scherzo à cordes, K. 453, de Mozart et Impromptu, op. 90, de Schubert ; à 22.35, Vienne, deux siècles de musique (œuvres de Beethoven, J. Strauss, J. Strauss-Schubert, J. Strauss-Webern, Schubert, Mahler, Schönberg).

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES après saisie et div., samedi 10 juillet 1987 à 8 h 45 sur le parking de l'hôtel des ventes de Paris.

150 VÉHICULES DE TOURISME ET UTILITAIRES

6 CARAVANES

Land-Rover Turbo Diesel 1987 ; Mercedes 190D 1986 ; BMW 518i 1986, 42 000 km ; Porsche 944L, 10-83 ; BMW 728i 1984 ; Mercedes 190, 1986 ; Renault Espace, 9-85 ; Volvo 340 GL 1987 ; Rover 216 modèle 87, etc. Contrôle APNOR de sécurité 52 points. Liste détaillée sur Minial 3615 + IVF. Étude de M^{re} Guy Martinet et Yves Sauvaget, commissaires-priseurs associés, 3 bis, rue Saint-Martin, 95500 Pontoise. Tél. : (1) 30-31-01-43.

(Publié)

DESS ADMINISTRATION ET GESTION DE L'ÉNERGIE

● Diplôme spécialisé de troisième cycle, formation approfondie en droit, économie et gestion de l'énergie.

Options : — secteur public de l'énergie ; — échanges internationaux.

● Formation professionnelle (stage de trois mois obligatoire, etc.).

● Inscription sur examen du dossier.

Pour tous renseignements : Faculté de droit et des sciences économiques de Tours 116, bd Béranger, BP 1208, 37012 TOURS CEDEX — Tél. 47-37-72-21

NOUVEAU

IMMOBILIER

Ventes + Locations

Une page d'annonces

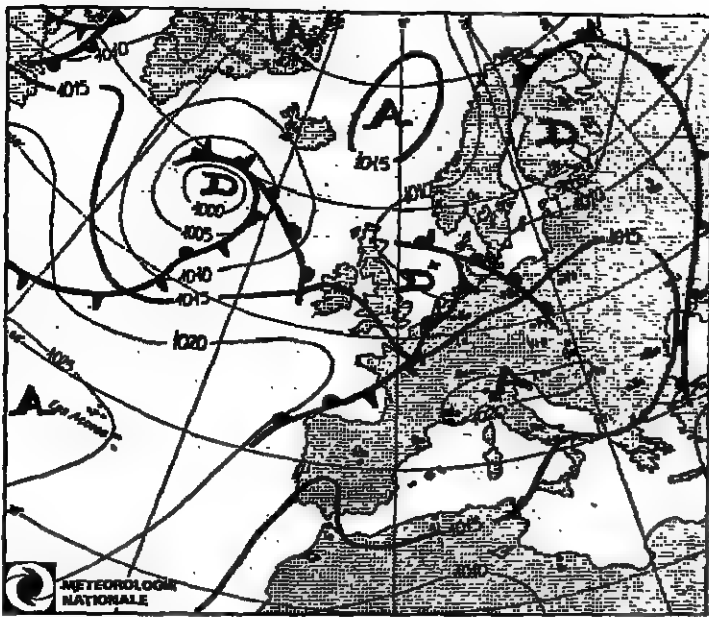
Le Monde

chaque mercredi numéro daté jeudi

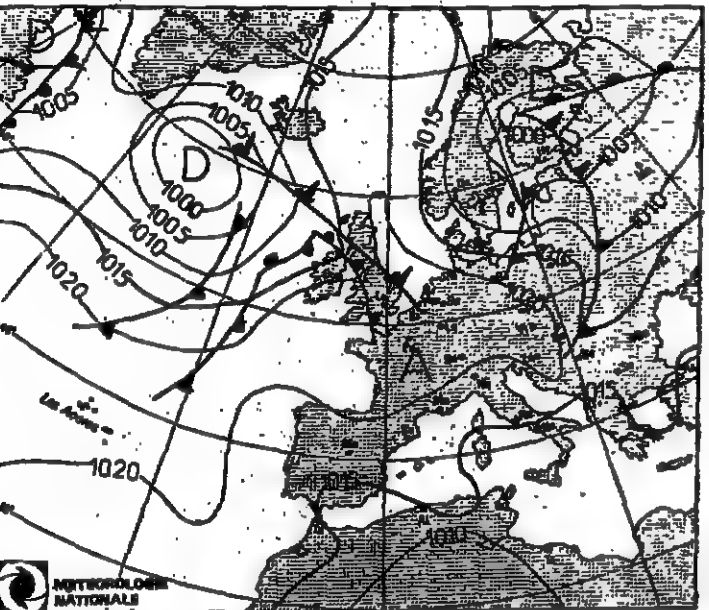
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 JUILLET 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 12 JUILLET À 24 HEURES TU

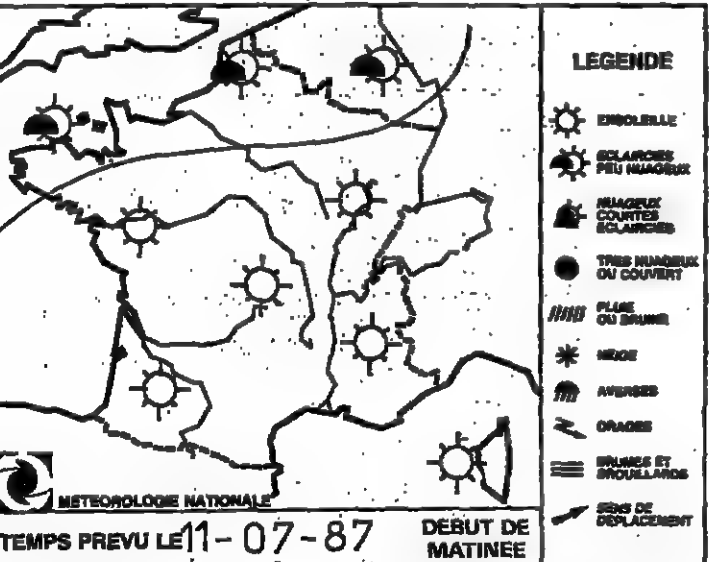


Evolution probable du temps en France entre le vendredi 10 juillet à 0 h TU et le dimanche 12 juillet à 24 h TU.

Les hautes pressions d'Europe protègent la France de la perturbation océanique, un temps souvent ensoleillé et chaud prédominera.

Samedi matin, si l'on excepte quelques nuages sur les régions de l'extrême nord, le temps sera clair sur la France. Les températures minimales, voisines de 12 à 15 degrés en général, atteindront 16 à 21 degrés sur les régions méridionales. Le vent soufflera faiblement. Au cours de la journée, quelques nuages élevés voleront temporairement le long de la Bretagne à la Normandie et au Nord, mais le temps sera chaud et ensoleillé sur la France. Quelques foyers orageux d'évolution diurne, très isolés, pourront toutefois apparaître de l'Aquitaine aux pays de Loire. Les températures maximales, en hausse, atteindront 22 à 24 degrés près de la Manche, 26 à 29 degrés sur le Nord, 30 à 32 degrés au sud de la Loire, dépassant même parfois 34 degrés sur le Sud-Ouest.

Dimanche, de l'air chaud mais plus instable s'étendra sur la moitié sud du pays. Les passages nuageux seront plus fréquents des côtes atlantiques aux pays de Loire et aux régions du Nord-Est. Le temps restera plus agréable ; des foyers orageux apparaîtront en fin de journée de l'Aquitaine aux Alpes. Le temps chaud se maintiendra près de la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 9-7 à 6 heures TU et le 10-7-1987 à 6 heures TU

FRANCE	TOURNAI	BRUXELLES	LIÈGE	STRASBOURG	SAARBRÜCKEN	COLOGNE	FRANKFURT	BERLIN	MUNICH	VIENNE	BOLOGNE	PARIS	LYON	MARSEILLE	NICE	MONTECARLO	ALGER	TUNIS	BARCELONE	VALENCIE	SEVILLE	MADEIRE	LAZARUS	ALGER	TUNIS	BARCELONE	VALENCIE	SEVILLE	MADEIRE	LAZARUS
21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18	21 18

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Dessinateurs et graveurs de timbres

Charles Bridoux, l'académicien...

Un dessinateur de timbres-poste philatéliste ? Et qui plus est, élu en 1979 membre de l'Académie de philatélie.

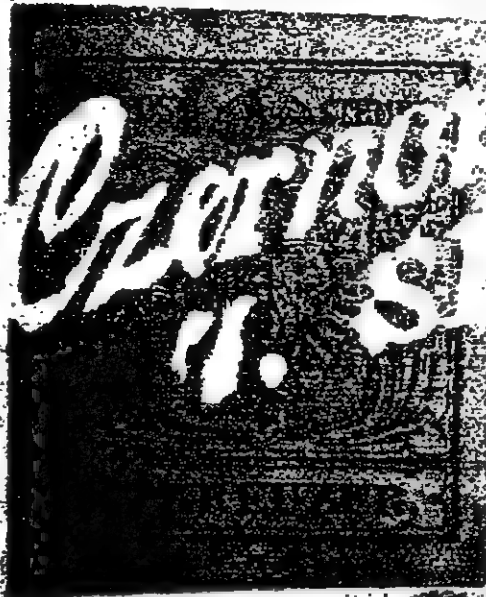
L'oiseau rare, incarné par Charles Bridoux, est né en 1942 à Paris. Ancien élève des Arts décoratifs, Charles Bridoux est un graphiste spécialisé dans l'édition publicitaire de luxe. Il dessine son premier timbre en 1975 pour la France en remportant le concours de maquette organisé par l'Exposition philatélique internationale Arphila 75 Paris.

Aussi, le Bureau d'études des postes et télécommunications d'outre-mer (BEPTOM) l'embauche. Il n'a cessé, depuis, de dessiner des timbres pour la France ou pour



sommes des hommes du dix-neuvième siècle. En réalité, je ne suis pas philatéliste mais spécialiste de marques postales anciennes.

Charles Bridoux affirme ne pas peindre. Ce qui l'attire, c'est l'utilisation des moyens de reproduction des procédés d'impression comme la



Une récente sérigraphie de Charles Bridoux : une double inspiration, la philatélie et les affiches polonoises.

les pays d'Afrique francophone. Son environnement est une double inspiration, la philatélie et les affiches polonoises.

Il se considère plus comme un technicien que comme un artiste. Ses sérigraphies d'inspiration philatélique rappellent les œuvres des affichistes polonoises.

Ses derniers timbres ? Trois valeurs, trois couleurs, pour un même dessin, pour les timbres du Conseil de l'Europe émis en décembre 1986.

Pour tout renseignement concernant cette rubrique, s'adresser au : Monde des philatélistes, 24, rue Chatelet, 75001 Paris. Téléphone : (1) 42-47-59-08.

En filigrane

Le trophée Robert-Stolz 1987. — Le trophée Robert-Stolz 1987, récompensant le plus beau timbre à thème musical émis en 1986, a été attribué à M. Freeman, dessinateur du bloc émis par la poste néo-zélandaise, le 5 novembre 1986. Le trophée Robert-Stolz est doté par M. Enzi Stolz, veuve du célèbre compositeur et chef d'orchestre Robert Stolz. (Renseignements : Mrs. Irene Lawford, 22, Boulevard Gardens, Kenton, Middx. HA3 0RD, Grande-Bretagne.)



WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE
Samedi 11 juillet
L'Isle-Adam, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Dimanche 12 juillet
Provins, 14 heures : mobilier, pianos, tapis.

PLUS LOIN
Samedi 11 juillet
Nogent-le-Rotrou, 14 heures : livres et disques ; Bagny (58), 14 heures : mobilier, tableaux, argenterie, bijoux ; Bergerac, 14 heures : livres anciens et modernes ; Salat-Jean-de-Luz, 14 h 40 : archéologie méditerranéenne ; Saint-Malo, 14 heures : mobilier, argenterie, bijoux, bibelots.

Dimanche 12 juillet
Ajaccio, 14 h 30 : tableaux, objets d'art, mobilier ; Honfleur,

14 h 30 : tableaux modernes ; Châteaude-Bel-Air (près de Vendôme), 14 h 30 : mobilier anglais ; Bagny (58), 14 heures : mobilier, tableaux, argenterie, bijoux ; Semur-en-Auxois, 14 h 30 : deux ateliers de peintres ; Epinal, 14 heures : mobilier, tableaux, argenterie ; Châteauneuf, 14 h 30 : cinq automobiles de collection ; Biarritz, 14 h 30 : art d'Asie ; Les Fumades (30), 14 heures : mobilier, tableaux, bijoux, objets d'art.

FOIRES ET SALONS

Château-de-Loir (72), Granville, Pertuis (84), Arcachon, Roscoff, Cannes, Honfleur (Salon de la carte postale), Lorient, Saint-Quay-Portrieux, (22), Mézennes (83), Grandvilliers (60), dimanche seulement.

EN BREF

Bourses d'études et de recherche du gouvernement japonais. — Le gouvernement japonais offre chaque année des bourses d'études et de recherche aux étudiants français âgés de moins de trente-cinq ans et ayant obtenu un deuxième cycle universitaire dans toutes les disciplines (littéraires, artistiques, scientifiques). La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 15 octobre 1987.

Pour toute précision, écrire au service culturel de l'ambassade du Japon, 7, rue de Tilsit, 75017 Paris, en mentionnant sur l'enveloppe « Bourses ». Joindre une enveloppe timbrée pour la réponse.

COLLOQUE. — L'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, qui dépend de l'université de Bordeaux-I, organise, les 15 et 16 septembre, un colloque intitulé « Efficacité et prospective des politiques régionales ». Renseignements : IERSO, avenue Léon-Duguit, 33004 Pau ; tél. : 66-80-61-60, poste 451.

Les rencontres du Chemin-Neuf. — La communauté du Chemin-Neuf, issue du Renouveau charismatique, organise un rassemblement à Ars (Ain) du 11 août (15 heures) au 16 août (10 heures) sur le thème : « Pour Dieu, un peuple en fête » (adultes de plus de vingt-cinq ans). « Pour Dieu, des jeunes en fête » (jeunes de quatorze à dix-sept ans et de dix-huit à vingt-cinq ans).

Renseignements et inscriptions (avant le 5 juillet 1987) : Communauté du Chemin-Neuf, secrétariat Ars 87, Les Pothières, 69480 Ars. Tél. : 74-67-06-27.

Montagne et prière. — L'association Montagne et prière, créée en 1987, organise cet été des séjours à la fois de découverte de la montagne et de retraite spirituelle destinés aux jeunes (de vingt ans). Les séjours durent de deux à trois semaines.

Tous renseignements : Monique Campin, Montagne et prière, 37, boulevard de la Liberté, 59400 Cambrai.

Préparez votre retraite. — L'Institut national pour la retraite active (INRAC) propose des sessions de formation mettant l'accent sur les différents problèmes posés par la cessation de l'activité professionnelle et les moyens mis en œuvre pour faire face à cette situation. Entre autres : entraînement à l'expression orale, à la mémoire, animation en hébergements collectifs ou encore organisation et accompagnement de voyages de retraite. Par ailleurs, de nombreux stages sont mis sur pied dès le mois de septembre.

Pour tous renseignements s'adresser à l'INRAC, 57, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8, tél. : 43-59-61-54.

Pet T

Télégrammes par minitel

Tout possesseur de minitel peut, depuis le 1^{er} juillet, rédiger et envoyer des télégrammes à l'interlocuteur de son choix, à l'aide de sa console. L'accès au service des télégrammes passe par le numéro 36-56 qu'il suffit de composer pour pouvoir ensuite rédiger le texte du message à transmettre. Celui-ci sera alors distribué par porteur de télex.

Les utilisateurs de ce service bénéficieront de tarifs préférentiels : 26 francs pour 25 mots et 7 francs par mot supplémentaire, l'adresse étant devenue gratuite depuis le 1^{er} octobre 1986. Le prix du télégramme envoyé par minitel s'affichera sur l'écran et sera imputé sur la facture téléphonique.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

14 juillet Les services ouverts ou fermés

Presse. — Les quotidiens paraîtront normalement le mardi 14 juillet.

Banques. — Fermées le lundi 13 et le mardi 14 juillet.

Bureaux de poste. — Pas de distribution de courrier à domicile le 14 juillet. Seuls seront ouverts les bureaux assurant la permanence des dimanches et jours fériés. Le lundi 13, mêmes horaires que le samedi.

RATP. — Service réduit des dimanches et fêtes.

SNCF. — Service réduit sur les lignes de banlieue.

Grandes magasins. — Tous fermés le 14 juillet : ouverts le 13 aux heures habituelles du lundi.

Sécurité sociale. — Guichets ouverts le lundi 13 aux heures habituelles ; fermés le mardi 14.

Allocations familiales. — Guichets fermés du lundi 13 à 12 heures au mercredi 15 au matin.

Assurance vieillesse. — Les bureaux d'accueil de la

Caisse nationale d'assurance vieillesse, rue de Flandre et rue du Chevaleret, seront fermés au public du lundi 13 à 14 h 30 au mercredi 15, à 8 h 30.

Musées. — A Paris, seront ouverts le musée d'Orsay, le musée J.-J. Henner, les Invalides et le Musée de l'armée.

En province, seront ouverts le château de Chantilly, le domaine et l'abbaye de Chailly, le château de Pau, l'abbaye de Saint-Riquier, le musée de la Préhistoire, le musée de l'île d'Aix et le musée de la maison Bonaparte.

Bibliothèque nationale. — Elle sera exceptionnellement fermée le lundi 13 et le mardi 14.

Le Centre d'information et de documentation de la jeunesse (CIDJ), sera exceptionnellement fermé du samedi 11 à 14 heures au mercredi 15 à 9 heures.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 10 juillet 1987 :

DES ARRÊTÉS

● Du 6 juillet 1987 modifiant l'arrêté du 12 juin 1987 fixant les

modalités de la privatisation de la Société générale.

● Du 8 juillet 1987 relatif aux conditions de réduction des demandes d'actions de la Société générale présentées par les salariés et anciens salariés.

loterie nationale

TRANCHE N°68 DU

SUSPENSE

TIRAGE DU VENDREDI 10 JUILLET 1987

LE NUMÉRO 084938

GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 601

GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde sans vis » page 16

LOTO

TRANCHE N°68 DU

7 5 7 12 25 48 34

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN, LE VENDREDI 10 JUILLET 1987 À 20 H 30

UN SEUL NUMÉRO

POUR LES DERNIERS TRACÉS DE LA SOUSCRIPTION

5 BILLETTS	296 370,00 F
3 BILLETTS	32 670,00 F
2 BILLETTS	1 990,00 F
1 BILLET	500,00 F
5 BILLETTS	500 F

هكذا من الاصل

Olivetti présente les micro-ordinateurs qui respectent votre liberté de décision.

Le micro-ordinateur a révolutionné l'entreprise, apportant une rapidité et une efficacité inimaginables auparavant. Cette révolution, comme toute révolution technologique, était pilotée par les constructeurs.

Le monde a changé. Les entreprises ont adopté et exploité cette nouvelle technologie et elles ont fait les investissements nécessaires.

Aujourd'hui, la micro-informatique fait partie de l'environnement familier de l'entreprise qui sait maintenant définir par elle-même ses besoins. Olivetti estime qu'il faut l'écouter.

L'évolution des systèmes.

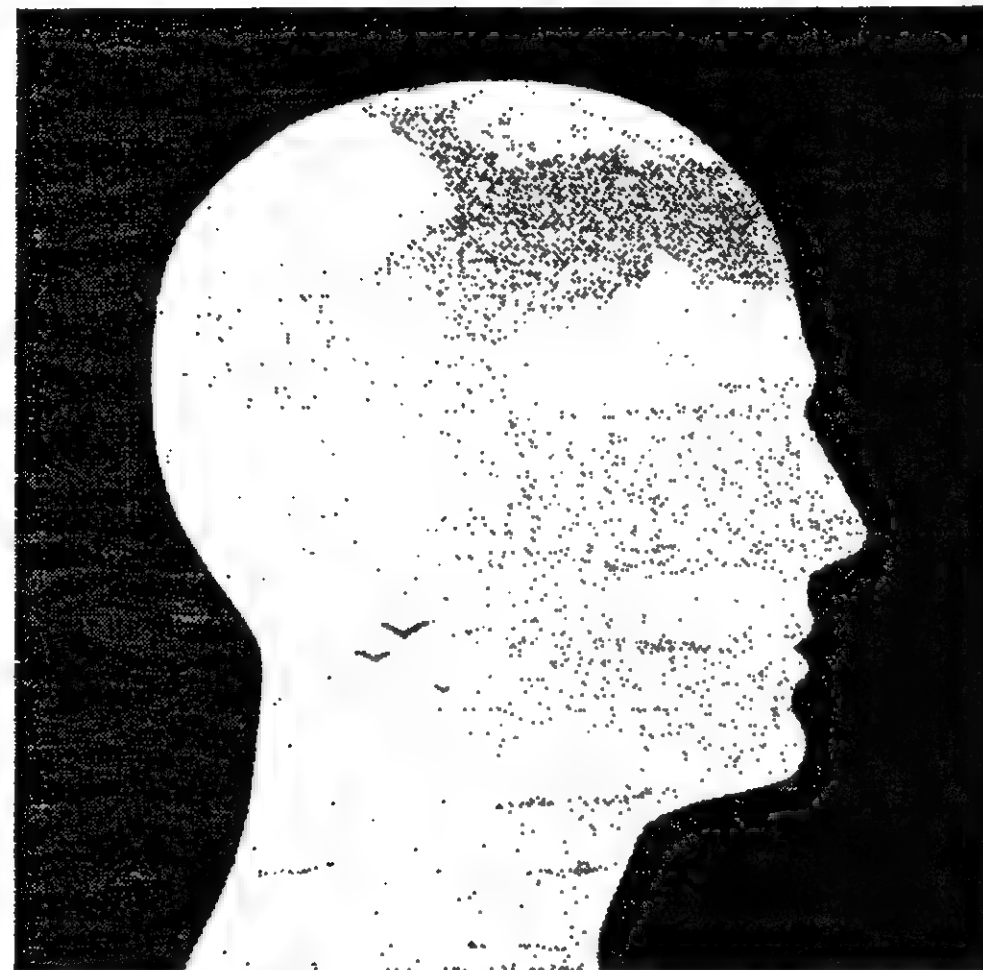
La notion du micro-ordinateur a fortement évolué au cours de ces dernières années : de machine indépendante, l'ordinateur personnel est devenu partie intégrante d'un système. Cette évolution a déterminé l'approche d'Olivetti : nos micro-ordinateurs sont conçus pour être les "briques" d'un système informatique complet.

L'approche systèmes exige aussi une technologie de plus en plus puissante et sophistiquée. Là, le consommateur a, d'une certaine façon, repris l'initiative de l'évolution technologique et le constructeur doit apporter de nouvelles réponses.

La stratégie d'Olivetti est claire : l'utilisateur d'aujourd'hui est devenu "majeur" dans ses choix technologiques et financiers. Bien entendu, il veut des produits qui lui offriront les avantages de la technologie la plus récente.

Cependant, il est aussi en droit d'exiger des produits qui lui laissent la liberté entière d'intégrer et de structurer son système informatique comme il l'entend. Il a besoin d'un niveau élevé d'interconnexion, et de postes de travail offrant le meilleur rapport prix/performance. Enfin, il veut être libre de choisir lui-même le standard du marché.

Avec sa nouvelle gamme de produits, Olivetti répond à toutes ces exigences.



Puissance et souplesse.

Au sommet de la nouvelle gamme Olivetti se situent trois modèles utilisant le puissant micro-processeur 80386.

Ce seront les micro-ordinateurs les plus rapides et les plus puissants du marché, parfaitement adaptés à la tendance qui consiste à intégrer les micro-ordinateurs dans des réseaux locaux en liaison avec des mini-ordinateurs.

• Cette nouvelle ligne comprend les modèles M 380/T et M 380 ainsi que le micro compact M 380/C.

La ligne M 380 sera complétée par une gamme de nouveaux micro-ordinateurs disponibles dans de nombreuses configurations :

• Le M 280 : micro-ordinateur puissant et extrêmement rapide, basé sur le micro-pro-

cesseur 80286, avec possibilité d'intégration en environnement multi-tâches.

• Le S 281 : station de travail spécialement conçue pour travailler en environnement réseau local, également basée sur le micro-processeur 80286.

• Le M 240 : station de travail performante, correspondant à l'évolution naturelle du M 24, l'un des micro-ordinateurs les plus largement diffusés dans le monde.

Une garantie de compatibilité.

Les nouveaux modèles ont été conçus comme une évolution de la gamme existante



des micro-ordinateurs Olivetti. Ils sont totalement compatibles avec les standards du

marché. (Ils offrent, par exemple, la liberté de choisir entre des disquettes 5 1/4 ou 3 1/2.) Et Olivetti garantira toujours une compatibilité absolue avec les standards du marché quelle que soit leur évolution.

Par conséquent, les nouveaux modèles complètent la gamme actuelle des micro-ordinateurs Olivetti (incluant le M15 portable, récemment présenté), et offrent au consommateur un vaste choix dans la planification de ses systèmes.

Une compatibilité totale avec la base installée, une grande puissance de calcul, des configurations intégrées et ergonomiques, ainsi qu'une approche modulaire permettront à l'utilisateur de développer son système informatique en accord parfait avec ses besoins.

Une solution complète.

De la même manière qu'il respecte l'investissement existant de l'utilisateur, Olivetti-Logabax a le souci de le protéger et de lui offrir un support complet dans le futur.

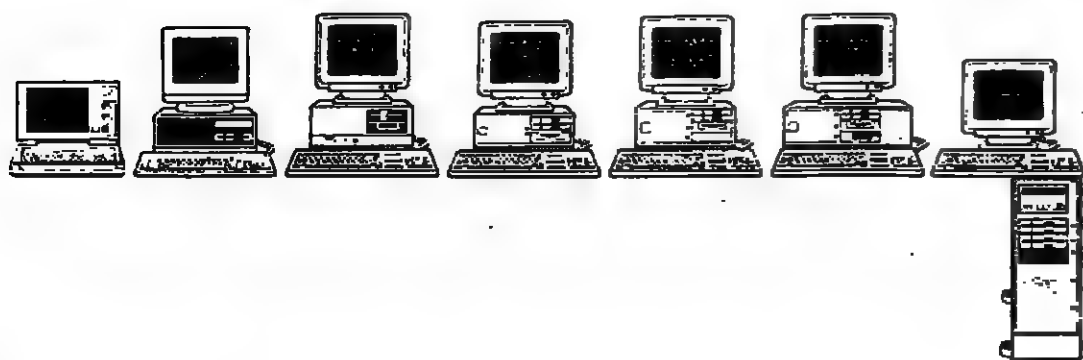
Le caractère complet de la nouvelle gamme de micro-ordinateurs rejoint l'aspect complet de l'offre Olivetti, qui couvre tous les produits liés aux micro-ordinateurs, des logiciels aux imprimantes.

De plus, le réseau hautement qualifié des concessionnaires et distributeurs Olivetti-Logabax et le réseau direct sont à la disposition des clients pour les aider à définir leurs besoins et leur assurer un support et un service après-vente sans faille.

Les nouveaux micro-ordinateurs Olivetti ont donc été conçus pour donner à l'utilisateur une liberté de choix optimale. Ils le laissent libre de se développer et d'évoluer au lieu de lui lier les mains.

C'est dans ce sens que nous appelons la nouvelle gamme de micro-ordinateurs Olivetti la voie de la liberté.

olivetti-logabax



**NOUVEAUX MICRO-ORDINATEURS OLIVETTI
LA VOIE DE LA LIBERTÉ**

Deux secteurs administratifs en question

La réforme des télécommunications Un statut social à option

Se présentant comme un « libéral opportuniste » et un « missionnaire », le ministre délégué chargé des P et T a posé clairement l'alternative : « Ou je suis capable de jalonner le chemin et de ne pas avancer sur le plan législatif. Ou je n'en suis pas capable et je constaterai mon incapacité ». En d'autres termes, il s'agit d'informer le personnel, de poursuivre la concertation avec des syndicats plutôt hostiles à une remise en cause du statut et de respecter la consigne de M. Chirac de ne pas provoquer de vagues sociales. Pour introduire l'autonomie et la concurrence à la direction générale des télécommunications, M. Longuet envisage de proposer aux agents un statut optionnel : ils pourraient avoir la possibilité de choisir entre le statut général de la fonction publique et celui de la nouvelle entreprise publique, le nouveau paysage devant, en tout état de cause, être en place pour l'ouverture du marché unique européen, en 1992.

M. N.

Des magasins francs au port de Boulogne-sur-Mer. — Le port de Boulogne-sur-Mer veut devenir « une plaque tournante dans le futur marché unique européen ». Il va bénéficier du régime des magasins francs, aux termes d'une convention signée avec la direction générale des douanes, et il disposera à l'automne d'un carter international de transport rail/roule baptisé « Garromanche ». Le régime des magasins francs, qui permet le stockage hors douane des marchandises pendant cinq ans, est déjà en vigueur dans d'autres grands ports comme Le Havre, Dunkerque, Marseille par exemple.

Pour faire accepter un établissement public de la navigation africaine M. Douffiagues offre aux contrôleurs une revalorisation des salaires et des retraites

M. Jacques Douffiagues, ministre des transports, a annoncé, le 9 juillet, qu'il saurait bientôt le gouvernement d'un projet de loi destiné à créer, le 1^{er} janvier 1988, un établissement public de la navigation africaine. Cette décision s'appuie sur une étude réalisée par trois experts qui ont conclu qu'« un établissement public était un bon moyen de faire assurer un service public, tout en apportant des solutions adaptées à la situation particulière des personnels ». Car l'objectif de cette création est de mettre fin à la grève perle qui paralyse, chaque matin, entre 6 h 30 et 9 h 30, la navigation africaine depuis bientôt douze semaines.

La revendication des « signaux de ciel » est connue : ils demandent que soient intégrés dans le calcul de leur retraite les primes qui peuvent représenter jusqu'à 30 % de leurs rémunérations ; ils supportent de plus en plus mal de voir tomber leurs salaires, près de 16 000 F en fin de carrière, à 9 052 F lorsqu'ils partent à la retraite à cinquante-cinq ans. Les syndicats qui les représentent ont refusé les solutions avancées par le ministère des transports qui proposait notamment d'améliorer les rémunérations et donc les retraites à condition de reculer de cinq ans le départ à la retraite. La plupart d'entre eux avaient aussi repoussé l'hypothèse de la création d'un établissement public de la navigation permettant de s'affranchir des règles de la fonction publique qui interdisent d'intégrer les primes.

C'est ce projet que M. Douffiagues a décidé de réactiver. Le ministre veut regrouper dans le futur établissement public industriel et commercial (EPIC) les 5 600 personnes travaillant dans les services actuellement financés par le budget annexe de la navigation aérienne (contrôle des vols et contrôle technique des avions) qui atteint en 1987, 1,7 milliard de francs.

Les agents auront le choix entre un régime de droit privé et le maintien de leur statut de fonctionnaire. Ils disposeront de six mois pour choisir à partir de la réception de la lettre leur demandant leur préférence. Ils auront ensuite trois mois pour revenir, s'ils le souhaitent, sur l'option retenue.

Référendum et treizième semaine de grève

Pour persuader les agents des vertus de l'établissement public et du statut de droit privé, M. Douffiagues n'a pas lésiné sur les « carottes » : l'établissement public permettra d'augmenter les salaires des ingénieurs de 4 %, ceux des officiers contrôleurs et des électroniciens de 10 % (1 000 - 1 500 F de plus par mois) ; en fin de carrière, certains agents ayant des responsabilités touchent 1 000 F de plus ; les retraites passeront de 9 052 F à 11 438 F pour un agent ayant effectué toute sa carrière dans l'établissement ; le personnel sera intéressé aux résultats et à la productivité ; il siégera au conseil d'administration. En revanche, les nouveaux embauchés seront recrutés obligatoirement sous statut privé et

l'âge de la retraite sera, pour eux, repoussé à soixante ans.

Il reste encore beaucoup de travail pour que le projet de loi du ministre des transports soit présentable en conseil des ministres. Les statuts des personnels, les recettes de l'établissement et la place des compagnies aériennes clientes demeurent sur le flanc.

D'ores et déjà, les syndicats les plus représentatifs, la CFDT et la CGT, refusent le projet présenté par M. Douffiagues. Le SNETA (autonomie) souhaite, avant de se prononcer, que le ministre précise ce qu'il en sera dans le détail du statut des agents et de leurs rémunérations. Un référendum organisé à bulletin secret par l'ensemble des syndicats devrait permettre entre le 14 et le 24 juillet au personnel d'exprimer son point de vue sur ce sujet. La CFDT, pour sa part, estime que « la privatisation entraînerait une amélioration modeste des retraites pour une augmentation importante des cotisations dont personne ne sait qui va les assumer, puisque toutes les décisions financières et sociales sont du ressort du futur conseil d'administration ».

En attendant que des négociations — hypothétiques — s'engagent, le ministre brandit aussi un « bâton », à savoir un décret paru le 9 juillet qui fait obligation aux grévistes d'assurer « un nombre limité de vols internationaux et intérieurs désignés en fonction des intérêts et des besoins vitaux de la France ». Ce décret supprime toute référence au service minimum antérieur de dix atterrissages et décollages pour les vols internationaux.

Les grévistes de grève pour une treizième semaine d'arrêts de travail ont été déposés par le SNETA et la CGT à partir du 13 juillet et par la CFDT, à partir du 15 juillet.

ALAIN FAUJAS.

LOGEMENT

Nouveau barème pour 1988 Des aides au logement étendues et corrigées

L'aide personnalisée au logement (APL) sera corrigée mais progressera de nouveau l'an prochain. L'Etat y consacrerait 12,2 milliards de francs dans son budget 1988 contre 10,1 milliards cette année. Au total, compte tenu des autres sources de financement, les aides versées atteindraient 23 milliards (+ 3 milliards). M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement et du logement, a commenté cette progression, le 9 juillet, en expliquant que la rigueur salariale nécessaire au redressement économique devait être compensée par un soutien au logement pour les plus démunis. Soutien social donc, mais le ministre a reconnu avec honnêteté que les préoccupations électorales n'étaient pas totalement absentes de ce calcul gouvernemental.

Plus d'aides à la personne, moins d'aides à la pierre grâce à la baisse des taux d'intérêt. La ligne de conduite du ministre, inspirée du rapport demandé à M. Max Lacroix (le Monde du 10 avril), était de rendre l'APL « plus sociale et plus familiale », et d'en corriger les effets pervers.

Les trois milliards de francs supplémentaires permettront d'accueillir les 200 000 nouveaux ayants droit, en 1988 : de verser entre 30 et 500 F par mois supplémentaires aux occupants à la propriété mis en graves difficultés par des emprunts contractés lorsque les taux d'intérêt étaient très élevés de 1981 à 1984 ; de revaloriser l'aide versée aux 300 000 familles du secteur locatif ayant un revenu inférieur ou égal au SMIC, et surtout, de verser une aide à toute personne ayant des revenus faibles. Ce dernier point, « le bouclier », était réclamé depuis longtemps car, en dehors des logements conventionnés, les personnes ayant entre vingt-cinq et soixante-cinq ans et, sans enfant, n'avaient droit à aucune aide au logement, même si elles étaient sans ressources. Source de misère, cette situation injuste sera corrigée — il faudra toutefois attendre le vote d'une loi — et coûtera 650 millions de francs à l'Etat.

Un des principaux « effets pervers » de l'APL sera corrigé en 1988 : la réhabilitation du parc social se conduira plus au conventionnement qui ouvre droit à l'APL. En revanche, les subventions pour travaux seront majorées pour atteindre 40 %.

ÉTRANGER

La France et la Chine signent un protocole financier

La France et la Chine ont signé, le vendredi 10 juillet, un protocole financier de 900 millions de francs au titre de 1987 pour financer treize projets industriels en Chine, a annoncé le ministre français du commerce extérieur, M. Michel Noir, qui se trouve à Pékin pour une visite de cinq jours.

Ce protocole, signé dans le cadre de la commission sino-française, est d'un montant équivalent à celui de 1986 mais couvre des projets plus nombreux et divers. Outre les secteurs jugés prioritaires par les Chinois (énergie, télécommunications et transports), des opérations devraient en effet être réalisées par des Français dans l'agro-alimentaire, le traitement des eaux et l'hospitalier. La France entend ainsi « élargir sa présence en Chine », a indiqué M. Noir, sans cacher qu'il sera difficile de vivifier une présence en net repli l'an dernier. En 1986, les importations de produits chinois ont augmenté de 9,8 % et les exportations françaises ont diminué de 34,1 %, reléguant la France au rang de onzième partenaire économique de Pékin, derrière la plupart des autres pays de la Communauté européenne.

Conscient des difficultés à surmonter dans l'avenir, M. Noir a annoncé une diversification de la présence française par la création en Chine de « trois antennes commerciales » dirigées par des Chinois et destinées à faciliter les contacts bilatéraux. Ces antennes seront créées en janvier 1988 à Nankin, dans le Sud-est, à Shenyang dans le Nord et à Whuan dans le centre, leur nombre devrait être porté à douze d'ici deux ans.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Madame, Monsieur, Actionnaire de Paribas, ce message vous est réservé.

Vous êtes l'une des 3 800 000 personnes à être entrée dans notre groupe. Depuis sa privatisation, Paribas a rassemblé plus de 5 milliards de capitaux au profit des entreprises françaises cotées à la bourse de Paris. Paribas a financé 2 des plus gros contrats français à l'exportation dont une centrale thermique en Chine.

Madame, Monsieur,

Paribas poursuit son développement et augmente son capital, en émettant auprès de ses actionnaires et d'investisseurs venus du monde entier des « Actions à Bons de Souscription d'Actions » que les professionnels appellent généralement ABSA.

L'ABSA est composée d'une action et d'un bon qui seront cotés en bourse séparément dès la fin de l'opération. Le bon vous permettra, si vous le souhaitez, d'acquiescer ultérieurement à un prix fixe, une action supplémentaire au moment de votre choix.

Normalement, c'est par tranche de 8 actions que l'on peut acquiescer une ABSA Paribas. Mais à vous, Madame, Monsieur, Paribas offre l'avantage de souscrire une ABSA même si vous ne possédez que 4 actions ou moins. Cette offre est valable jusqu'au 31 juillet 1987.

L'intermédiaire auprès duquel sont déposées vos actions (banque, bureau de poste, agent de change, caisse d'épargne ou comptable du Trésor) prendra directement contact avec vous et vous indiquera vos droits. Si vous souhaitez plus de renseignements, vous pouvez également contacter le service que Paribas met à la disposition de ses actionnaires.

PARIBAS

Téléphonez au (1) 42.98.1788 ou écrivez à Paribas-Actionnaires, 3 rue d'Antin - 75002 Paris. Une note d'information visée par la C.O.B. est disponible chez les intermédiaires financiers.

هكذا من الاول

Economie

DÉMOGRAPHIE

Vers un renversement des équilibres

5 milliards et la suite...

par Léon Tabah

Directeur d'études à l'IEHES, ancien directeur de la population des Nations unies.

Le cinq milliardaire habitant de la planète est parmi nous. Il y a seulement une demi-chance sur cent pour que ce soit dans une famille française. C'est-à-dire dans un pays où le gouvernement souhaiterait plus de naissances, mais bien plus de chances pour qu'il soit venu dans une famille déjà nombreuse au tiers-monde, où il peut n'avoir pas été désiré par le gouvernement, surtout si celui-ci est asiatique.

Et quand cet enfant aura deux ans, c'est-à-dire à la fin de ce siècle, les Nations unies fêteront le six milliardaire habitant, quand il aura vingt-quatre ans, le sept milliardaire... Il vivra dans un monde où la population aura doublé depuis sa naissance. Selon les projections des Nations unies, la population mondiale se stabiliserait, en effet, à une dizaine de milliards au cours de la deuxième moitié du siècle prochain.

Et, cependant, le freinage a commencé vers 1970, sans qu'on s'en rende bien compte, à un moment où les pays riches s'inquiétaient de la croissance du tiers-monde, qu'ils jugeaient excessive, comme si eux-mêmes étaient exempts de problèmes. Il est vrai inversement, qu'ils se gardaient bien d'évoquer. Le taux d'accroissement dépassait alors 2 %. Du jamais vu et que vraisemblablement on ne verra plus jamais, au moins à l'échelle de plusieurs générations. Ce taux serait tombé à 1,6 % actuellement l'an, et il devrait se situer aux alentours de 1,4 % à la fin de ce siècle et de 1 % vers 2000, pour s'annuler dans la deuxième moitié du siècle prochain.

L'avenir mystérieux de l'Europe

L'enfant qui naît aujourd'hui assistera, en même temps qu'à cette décadence lente, à un bouleversement du paysage démographique mondial en raison des décalages qui se produisent, et vont se produire, dans l'entrée et le parcours des pays les uns après les autres dans la transition démographique, c'est-à-dire en peu de mots la baisse de la fécondité survenant après la baisse de la mortalité jusqu'à ce que les deux courbes se rejoignent...

Toutefois, certains pays, voire des continents entiers, pourraient continuer de croître, tandis que d'autres pourraient décroître.

Les pays industriels sont depuis une vingtaine d'années en phase de décroissance fondamentale et ne doivent leur augmentation présente qu'à un potentiel d'accroissement qui s'est accumulé lentement dans les structures par âge pendant la période passée d'expansion. Ce potentiel serait immédiatement voué à s'épuiser si les conditions actuelles de fécondité, de mortalité et de migration devaient se prolonger. C'est d'ailleurs déjà le cas de certains pays comme la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Suisse, dont les taux d'accroissement naturel sont négatifs, et ce sera bientôt le tour des pays scandinaves, un peu plus tard celui de la France, de l'Europe méditerranéenne, des Etats-Unis, et même de l'URSS.

D'autres pays, au contraire, ne sont pas encore entrés, ou à peine, dans la transition, et certains connaissent même une augmentation de leur fécondité et de leur croissance. Leur potentiel d'accroissement est considérable et est à peine entamé. C'est le cas de bien des pays du tiers-monde, et notamment de l'Afrique dans sa totalité.

Pour l'avenir, une première attitude consiste à penser comme Condorcet que l'évolution des sociétés occidentales ne peut être que progressive et ascendante, comme on s'est souvent représenté l'histoire pendant le dix-neuvième siècle. On est alors amené à conjecturer que la fécondité de nos pays ne peut que se relever à plus ou moins long terme. C'est le cas de la variante « moyenne » des projections des Nations unies.

Où bien on penche pour les idées de Diderot, pour qui les sociétés occidentales ont connu un sommet à partir duquel une décadence suivait inéluctablement. Cette décadence aurait commencé en même temps que la chute de la fécondité, c'est-à-dire il y a un siècle environ. C'est une hypothèse que deux auteurs yougo-

laves de renom, Mucura et Melacic, ont envisagée dans une série de projections qui font décroître les taux de reproduction dans tous les pays, y compris l'URSS, à des niveaux encore inconnus à grande échelle. Ce serait la situation actuelle de l'Allemagne de l'Ouest généralisée à toute l'Europe.

Où bien, c'est une troisième attitude, on se range du côté de Jean-Jacques Rousseau, qui croyait à une sorte d'équilibre entre la population et la nature, et à un développement soutenu entre les plus sombres de l'histoire des peuples. On est conduit alors à imaginer un équilibre avec des fluctuations autour de la « stationnarité » que l'on traverserait sans cesse dans les deux sens sans s'en écarter beaucoup. C'est le « duré dans le changement », mais un changement de faible amplitude autour de l'équilibre naturel.

Après tout, l'Europe a connu un déclin de sa fécondité avant la dernière guerre, dont elle s'est bien remise avec le baby-boom, lui-même suivi d'une rechute. Et c'est en fait à un des moments les plus sombres de l'histoire des temps modernes que la fécondité s'est mise à se redresser entre 1942 et 1943 au Danemark, en Suède, en Suisse, et même dans la France occupée comme l'a montré J. Bourgeois-Pichet. Qui l'aurait cru ?

Se prononcer pour une projection plutôt que pour une autre est une affaire de tempérament. Ce qu'il faut, c'est en mesurer les conséquences, c'est-à-dire le vieillissement et ses incidences sur les retraites, et l'acceptation d'une quantité minimale d'immigrés.

L'avenir démographique de l'Europe est une des questions les plus sérieuses que nos dirigeants auront inévitablement à discuter un jour ou l'autre : l'Europe ne se porte pas très bien, et il ne revient pas au même que sa fécondité décline plus encore, stagne ou reprenne un peu d'élan.

Il faut placer tous ces scénarios dans un environnement mondial qui, lui, sera en pleine transformation et expansion. La démographie à deux vitesses Nord-Sud que nous avons connue est en train de laisser la place à une démographie qui va se diversifier. On peut distinguer en gros deux situations, selon que les pays sont plus ou moins avancés dans la transition.

De nouveaux foyers de développement

Dans le premier cas, on trouve nombre de pays d'Amérique latine, notamment le Brésil et le Mexique, et d'Asie, à commencer, bien entendu, par la Chine. Ces pays sont, ou ne seront bientôt plus, démographiquement sous-développés, et cela ne pourra que les favoriser pour leur plan de développement. En Chine, sur une dizaine d'années, le nombre de naissances par femme est tombé de 5,09 en 1970-1975 à 2,33 en 1980-1985, soit une réduction de plus de 50 % en une décennie. Les autorités s'efforcent de faire comprendre à la population les motifs de leur politique, et si des pressions sont exercées pour limiter à une, et à la rigueur deux, le nombre de naissances par femme, par contre les femmes enceintes et les enfants sont plus entourés de soins que partout ailleurs dans le tiers-monde. La Chine, dont la population dépasse le milliard et n'atteindra sans doute pas de stabilisation à moins de 1,4 milliard du fait de son potentiel d'accroissement, a dès maintenant les caractéristiques démographiques fondamentales des pays industriels, tout en restant un pays à très faible revenu par tête et à forte population rurale (80 %).

La mode de vie chinoise s'oriente vers un modèle communiste nouveau, mélange heureux de stabilité traditionnelle et de dynamisme moderne. Les dirigeants ont compris qu'une puissante démographie était un formidable atout, mais qui devrait être freiné à temps, préparant ainsi un des renversements des rôles les plus saisissants de l'histoire.

Nombre de pays asiatiques constituent un énorme réservoir de main-d'œuvre qualifiée, jeune, bon marché et capable de s'adapter de façon étonnante aux nouvelles technologies, comme le montrent non seulement les records battus l'un après l'autre par le Japon, mais aussi par les industries dynamiques de la Corée du Sud, Taiwan, Singapour, et dans une mesure grandissante par l'Indonésie, et même l'Inde. Une nouvelle génération de pays est prête à faire son entrée sur le marché international avec

la Thaïlande, les Philippines et la Malaisie, qui n'attendent que la résolution de leurs problèmes de politique intérieure pour créer des foyers de développement aptes à servir de réceptacle à la délocalisation des industries japonaises et européennes où le coût salarial ne cesse de croître, ne serait-ce qu'en raison du vieillissement de la main-d'œuvre.

Ce n'est pas seulement le succès des politiques démographiques et industrielles de ces pays qui frappe, mais aussi le développement d'une agriculture qui a su utiliser les recettes de la révolution verte et s'est développée avant l'industrie à laquelle elle servira de support.

Le drame africain

En fort contraste avec ces succès, se trouve un ensemble de pays à peine entrés dans la transition démographique et dans le processus de modernisation, les deux retards étant liés : Pakistan, Bangladesh, Birmanie, Afghanistan, et surtout Afrique sub-saharienne. L'ensemble représente environ un milliard d'habitants. La croissance projetée y paraît à peine croyable. La population de l'Afrique, qui était de 222 millions en 1950, est déjà passée à 560 millions, et on attend 877 millions en l'an 2000, sans que pour autant la croissance soit parvenue à son terme.

Certes, la région contient plus de terres disponibles et à aménager que les autres régions du tiers-monde. Mais c'est aussi une région où les méthodes agricoles traditionnelles exigent plus de terre par habitant pour obtenir le même résultat, notamment par rapport à l'Asie, où les possibilités d'irrigation sont, de façon générale, meilleures et les doubles récoltes plus abondantes. L'extension des superficies cultivées s'y heurte aussi à des obstacles venant de l'environnement, plus hostiles qu'ailleurs. Quel qu'il en soit, la densité de l'Afrique se rapproche de celle de l'Asie, et avant quelques décennies on ne pourra plus parler de l'Afrique comme d'un « continent vide ».

Non seulement l'Afrique sub-saharienne n'est pas encore entrée dans la transition, mais elle y pénètre à reculons, si l'on peut dire. La fécondité, contrairement à ce que l'on observe partout ailleurs dans le tiers-monde, devrait augmenter au moins jusqu'à la fin du siècle. La « demande » d'enfant y reste élevée, car l'enfant est source de revenu, de prestige et le meilleur investissement pour les vieux jours. La polygamie y contribue. L'« offre » tend à augmenter avec le processus naissant de modernisation, entraînant une désaffection de l'enfantement maternel, un relâchement de l'abstinence post partum et surtout une amélioration de l'état de santé des mères. Ces facteurs font plus que contrebalancer l'augmentation de l'âge du mariage, encore à peine sensible.

Ce qui ne peut manquer d'appeler l'attention dans ce tableau général, est que si l'image de l'asymétrie Nord-Sud devrait aller en s'atténuant à l'échelle mondiale, elles resteraient cependant entièrement valables pour ce qui est de l'Europe, d'une part, et d'autre part, de la rive sud et est de la Méditerranée et du sud du Sahara, où l'industrie n'a fait pousser que de chétives racines. Comme l'a montré Jacques Lesourne, aucun foyer de développement ne semble y émerger. L'Europe va se trouver devant un formidable potentiel de migration qu'elle ne pourra de toute évidence absorber. Les relations économiques vont se trouver inévitablement affectées entre une Europe faible démographiquement, et qui ne sera plus avec les Etats-Unis et le Japon que l'un des centres vivants parmi bien d'autres, et des pays à démographie foisonnante qui auront naturellement tendance à déborder de leurs frontières, comme ne cesse de le dire Alfred Sauvy. Les relations politiques internationales vont elles-mêmes avoir à s'ajuster à la nouvelle carte démographique et économique, faite de multipolarité.

Il serait tout à fait illusoire d'espérer résoudre les problèmes créés par les déséquilibres dans une Europe qui se retrancherait dans ses frontières et ne participerait pas au développement de ses « partenaires » riverains de la Méditerranée, et d'au-delà du Sahara. C'est à cette région du monde que nous devrions apporter notre contribution de coopération, à la fois démographique et économique, dans l'intérêt commun.

SOCIAL

Le secrétaire général demande à être remplacé

Nouveaux remous à la fédération de la banque CFDT

La crise provoquée au sein de la fédération de la banque CFDT par la signature de son syndicat du Crédit lyonnais d'un accord sur « les conditions d'ouverture des guichets et des services et l'aménagement du temps de travail » vient de connaître un nouveau rebondissement.

M. Régis de Béranger, secrétaire général de la fédération, a annoncé, à l'issue d'un récent comité national fédéral, où ses orientations avaient été contestées, qu'il voulait être « remplacé » à son poste d'ici le mois de novembre. Le comité fédéral a également adopté une motion engageant une consultation des syndicats sur l'éventuelle convocation d'ici à la fin de l'année d'un congrès extraordinaire.

Ce nouvel épisode intervient trois mois après que M. Alain Gil, délégué syndical national CFDT du Crédit lyonnais, ait été démis de sa fonction et contraint à démissionner (le Monde du 20 mars). Depuis, M. de Béranger exerce lui-même les fonctions de délégué syndical national du Crédit lyonnais. A ce titre, il a déposé la signature de la CFDT, l'accord restant cependant valable, n'ayant été déposé ni par l'autre syndicat syndical (le SNB-CGC) ni par la direction. Aujourd'hui, dit-on à la CFDT, une partie — dure — de la direction du Crédit lyonnais serait favorable à une démission. Radicalisation de part et d'autre ?

Autre rebondissement : M. Gil, le délégué « démissionnaire », s'est représenté aux fonctions qu'il occupait précédemment. Il a été réélu par la majorité des sections adhérentes du Crédit lyonnais et par la commission nationale d'entreprise. Mais, violemment secouée par les remous internes, la commission exécutive fédérale a renvoyé l'éventuelle désignation officielle de M. Gil devant un comité fédéral — la même instance qui l'avait poussé à partir — le 9 septembre. A l'heure où la banque est confrontée à de rudes mutations, la fédération CFDT entre dans une ère de hautes turbulences.

M. N.

REPÈRES

Automobile Pause du marché français en juin

Selon le chambre syndicale des constructeurs, le marché automobile français a marqué une pause en juin avec 151 671 immatriculations (+ 0,4 % par rapport à juin 1986), qui porte la progression du premier semestre 1987 à 6,3 % (995 820 immatriculations) par rapport au premier semestre de 1986. PSA enregistre un léger recul en juin (- 1,2 %) — mais une progression sur le semestre (+ 8,4 %) — dû à un tassement des ventes d'Automobiles Peugeot (- 11,5 % en juin, + 0,6 % sur six mois), explicable par un « phénomène d'attente » de la clientèle avant la sortie de nouveaux modèles (405 et 205 renouvelées). En revanche, Citroën a crié de 20 % en juin et de 22,9 % au premier semestre grâce à la petite AX.

Renault enregistre un résultat en baisse en juin (- 8,9 %), mais qui se compare à un mois de juin 1986 exceptionnel en raison du lancement de la R 21. Pendant le premier semestre 1987, la Régie progresse de 6,6 %.

Sur six mois, avec 33,5 % du marché pour PSA (20,2 % pour Peugeot, 13,4 % pour Citroën) et 30,8 % pour Renault, les marques françaises consolident leur avance sur les marques étrangères qui n'ont occupé que 35,1 % du marché en juin et 35,7 % au premier semestre, contre 36,5 % au premier semestre de 1986 et 38,4 % sur l'ensemble de 1986.

Crédit à la consommation

Premier recul depuis cinq ans aux Etats-Unis

Les crédits à la consommation ont baissé de 1,1 % en rythme annuel, en mai, annonce la Réserve fédérale américaine. Il s'agit du premier recul mensuel depuis juillet 1982. Cela tend à indiquer que, après avoir accumulé un endettement jugé excessif par certains économistes, les Américains commencent à alléger le fardeau de leur dette : en mai, ils ont remboursé 560 millions de dollars de plus qu'ils n'ont emprunté. Les crédits automobiles ont baissé de 155 millions de dollars après avoir augmenté de 1,3 milliard en avril. En rythme annuel, la progression des crédits à la consommation est tombée à 2,25 % depuis le début de l'année comparée à 10,5 % un an auparavant.

A La Seyne (Var)

La CGT s'oppose à la privatisation de services municipaux

NICE
de notre correspondant régional

Depuis le jeudi 2 juillet, une partie des employés municipaux CGT de La Seyne-sur-Mer (Var) sont en grève pour s'opposer à un projet de privatisation du service des eaux et de celui des ordures ménagères, annoncé par le maire (PR), M. Charles Scaglia. Les grévistes n'ayant pas déposé de préavis, leur mouvement est considéré comme illégal par le maire, qui a refusé d'engager des négociations. Dès le 6 juillet, M. Scaglia a mis sur pied un ramassage de substitution des ordures dans le centre-ville en faisant appel aux concours d'entreprises locales. Il a également réquisitionné — non sans difficultés — les pompes à incendie, la police municipale pour nettoyer les chaussées.

Les deux services concernés par le projet du maire de La Seyne emploient cent vingt-cinq personnes. Selon M. Scaglia, leur privatisation — à laquelle s'intéresse le groupe Bouygues — pourrait faire baisser de deux points les impôts locaux. La CGT estime, en revanche, que les usagers paieront plus cher pour un service de moins bonne qualité. En février 1986, la commune avait déjà confié au secteur privé la gestion du service de l'assainissement. Des problèmes comparables de privatisation de services publics locaux existent à Dragignan. Le conflit de La Seyne a également un caractère politique. La municipalité de droite, élue en 1983, considère en effet que le service des ordures constitue « un vivier d'agents électoraux » du Parti communiste. En le privatisant, elle le neutraliserait.

G. P.

● PRÉCISIONS. — Le Monde Affaires, daté du samedi 4 juillet, a publié un article intitulé « Les finances du Vatican au bord du gouffre », où s'étaient glissées plusieurs inexactitudes. C'est en 1958 (et non en 1959) que le « denier de Saint-Pierre » a été levé pour la première fois en France. Le Vatican compte quatre cents habitants et non mille comme nous l'avons écrit. Enfin, Mgr Mercier, qui est à la tête de l'IOR, répond au prénom de Paul Casimir. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser ces erreurs.



LA PASSION
DE LA QUALITÉ



LA VOCATION
DU SERVICE



L'OBSESSION
DE LA PERFORMANCE



Economie

ÉNERGIE

Le développement de l'éthanol

Une seule solution : la subvention

L'influence du lobby agricole sur M. Chirac serait-elle sans limites ? Comment expliquer autrement la décision « historique » annoncée par le premier ministre en personne le 7 juillet d'encourager en France la production d'éthanol carburant ?

Le développement du « pétrole vert » est un vieux rêve paysan. Quel de plus logique a priori que d'utiliser l'alcool de blé ou de betterave, dont la France regorge, pour remplacer le pétrole qu'elle importe à grand prix. C'est techniquement possible : mélangeant à table proportion l'éthanol n'ajoute aucune modification des moteurs. C'est même, depuis 1983, légal en France (dans la limite de 5 %). Ce sera enfin utile lorsqu'en 1989 la législation européenne interdira l'usage du plomb dans l'essence : comme un certain nombre d'autres additifs (méthanol, éthers, alcools synthétiques, etc.), l'éthanol permet de relever de quelques points l'indice d'octane des carburants, compensant en partie la perte d'octane liée à la suppression du plomb.

Il y a un hic : l'éthanol coûte près de quatre fois plus cher que l'essence et que tous les autres additifs concurrents : 3,50 F par litre contre 0,90 F pour le « super » (hors taxes) et 0,50 à 0,80 F pour le méthanol. Autre handicap : l'éthanol ayant un pouvoir calorifique inférieur à celui du super, il augmente les quantités de carburant consommées de près de la moitié (soit, pour un mélange à 5 %, d'environ 2 %).

Seule solution : la subvention. Pour permettre à l'éthanol de « passer la rampe », il faut combler l'écart de coût soit environ 2,60 F par litre. Pour un marché potentiel de 12 millions d'hectolitres en Europe, l'indemnité s'élèverait à 3 milliards de francs par an. Dix fois le soutien français au développement des composants électroniques et trente fois le programme de recherche sur le sida !

C'est là qu'intervient le génie paysan. Après avoir longtemps buté sur Fobstadius, le lobby agricole, sous la houlette de M. Raul

Gardini, patron du groupe italien Ferruzzi et de Baglini Soy, premier négociant de céréales et de sucre en Europe, le 1^{er} juillet, enfin trouvé le biai. Puisque la Communauté européenne, pour résorber ses excédents, subventionne les exportations notamment de céréales aux pays tiers, pourquoi ne pas utiliser ces « restitutions » pour aider la production d'éthanol ? L'idée, aussitôt proposée à Bruxelles, est séduisante. L'Europe n'a-t-elle pas intérêt à développer son propre pétrole vert plutôt que de subventionner ses exportations ?

Hélas ! le raisonnement ne tient pas. D'abord parce que le montant des aides subventions européennes ne suffit pas. A 450 francs par tonne de blé, elles ne couvrent que la moitié environ du handicap de coût de l'éthanol (1,30 F par litre environ). La reste doit donc venir de nouvelles mesures nationales, comme la détaxation partielle proposée par M. Chirac. Ensuite parce que cette décision encouragerait de façon structurelle les excédents que l'on veut réduire. A quand les surplus d'éthanol ? Ne profitant qu'à quelques gros exploitants céréaliers ou betteraviers, très mécanisés, elle ne créerait, en outre, quasiment aucun emploi. Enfin, l'Europe risquerait d'être contrainte par le GATT de subventionner dans les mêmes proportions les importations d'éthanol produit en excédent notamment dans le bassin méditerranéen et aux États-Unis. A terme, donc, on encouragerait, avec des subventions deux fois plus élevées qu'actuellement, l'exportation d'excédents agricoles non seulement en Europe mais aussi dans les pays tiers. Une politique absurde au moment où les deux seuls pays qui s'étaient lancés dans l'aventure de l'éthanol commencent à s'en mordre les doigts. Si le Brésil, champion de l'alcool carburant, continue à aller de l'avant, les États-Unis, eux, s'interrogent.

Lorsqu'on prend en compte tous les coûts et les bénéfices, un programme d'aide à l'éthanol n'est pas économiquement efficace », notait, l'an dernier, un rapport du département américain de l'agriculture sur le sujet. Rapport qui concluait : « Si le principal argument en faveur de l'éthanol est d'accroître le revenu agricole, il serait plus économique de consacrer de l'essence ordinaire et de verser aux producteurs de maïs des subventions directes, équivalent à ce qu'ils tireraient d'une production d'éthanol. »

Soumises aux pressions contraires des lobbies agricoles et pétroliers, les instances européennes sont pour le moins perplexes. Au stade actuel, le gel des termes semble un moyen plus rentable de résoudre le problème des excédents agricoles, concluent en janvier un rapport d'experts commandé par la Commission européenne et prudemment enterré.

Les pétroliers, officiellement neutres, redoutent en réalité qu'à terme, les compressions budgétaires aidant, les subventions à l'éthanol soient supprimées ce qui les obligerait à financer de leur poche le handicap de coût : « La concurrence par les prix paraît plus saine que la concurrence par les subventions », ironisent-ils en privé. En annonçant, quelques jours avant la décision européenne sur le sujet, des mesures nationales d'encouragement à l'éthanol, M. Chirac a volé une fois de plus au secours du lobby agricole.

A peu de frais. La détaxation proposée, ne coûte rien au Trésor puisque, au total, cette baisse sera compensée par l'augmentation inévitable de 2 % des consommations de carburant et donc des recettes fiscales pétrolières. Ce ne sera pas l'état mais les automobilistes français qui paieront.

De deux choses l'une : soit la CEE accepte le plan éthanol, et M. Chirac apparaît comme l'archange Gabriel de la paysannerie européenne. Soit les instances européennes refusent, et le premier ministre français aura fait de son mieux. Un bénéfice politique dans les deux cas.

VÉRONIQUE MAURUS.

EN BREF

Incidents aux États généraux de la Sécurité sociale dans le Val-de-Marne. Lors des états généraux de la Sécurité sociale, le jeudi 9 juillet, dans le Val-de-Marne, M. Jean-Pierre Pige, secrétaire général de l'Union départementale CGT, a protesté contre l'importance des forces de police et a traité M. Henri Rouanet, le préfet, de « trouble-fête et versatile ». Le préfet s'est retiré en invitant ceux qui n'étaient pas d'accord avec la CGT à quitter la salle. Après le retour au calme, le préfet est revenu, mais un militant de la CGT a saisi le préfet. M. Laragne, directeur du cabinet du préfet, a l'issue d'une mêlée entre policiers en civil et militants, un militant de la CGT s'est plaint d'avoir été « molesté ». M. Rouanet a dû réunir les policiers, personnes dérangées de participer au débat dans son bureau. Les délégués CGT et FEN se sont retirés après avoir dénoncé cette « période de consultation ». — (A.F.P.)

Publication judiciaire

Par jugement du 25 février 1987, la première chambre du tribunal de grande instance de Paris a condamné le docteur Philippe Lagarde et les Éditions Pierre-Marcel Favre pour avoir, dans un livre intitulé « Le Cancer : tout ce qu'il faut en savoir », présenté des additifs alimentaires utilisés en France comme dangereux et cancérigènes, en reproduisant un document, dit « Tracé de Villajui », faussement attribué à l'Institut du cancer, dont le caractère apocryphe et erroné a été démontré, et dont des publications antérieures ont été judiciairement sanctionnées.

RECTIFICATIF

M. MASSIE Jean-Claude, nouveau propriétaire de « La Fontaine Molière », bar-restaurant, au 41, rue de Richelieu, 75001 Paris, n'a subi aucune condamnation à l'inverse de l'ancien propriétaire M. Galibert (voir publications judiciaires le Monde daté 4 juillet 1987 et le Figaro).

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-67-12

— Si le titre que vous recherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

— Si n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement rendu le 7 janvier 1987, la 31^e chambre (contradictoire) du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour AMÉNAGEMENT DE MATÉRIEL N'ASSURANT PAS LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS pour avoir à Paris, le 27 septembre 1985, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une autre personne les dispositions du livre II du code du travail, en faisant travailler un salarié sur une scie circulaire à table, dépourvue de couteau diviseur.

A la peine de CINQ MILLE francs d'amende.

M. NOEL Gérard, Pierre, Jacques, né le 28 avril 1944 à Versailles (78), directeur de société, demeurant 53, rue Saint-Charles à Versailles (78).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement, par extrait, dans les journaux le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement contradictoire en date du 26 janvier 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE (bâtiment et travaux publics), BLESSURES INVOLONTAIRES, pour avoir à Paris, sur un chantier, 30, rue de Penthièvre à Paris (8^e), le 5 mars 1986 :

1^{er} étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du code du travail, et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles, en laissant travailler deux ouvriers à démolir une toiture en zinc, sans satisfaire aux prescriptions en matière de sécurité du travail prévues aux articles 105 al. 1 et 2, 159 al. 1, 2, 3 et 4 du décret du 8 janvier 1965 ;

2^e s'étant rendu responsable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à trois mois (accident de travail, victime : Ahmed EL BRINSE) le sieur VARLET Jean-Paul, né le 27 mars 1954 à Vitry-le-François (51), chef de chantier à la société ARCADES, demeurant 1, rue du Cimetière à Champsy (51).

A la peine de trois mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement, par extrait, dans le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement contradictoire en date du 2 mars 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour BLESSURES INVOLONTAIRES (ITT supérieure à trois mois), infractions aux mesures générales de sécurité, pour avoir à Paris, le 9 décembre 1985 : s'être rendu respon-

sable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à trois mois (accident de travail) sur la personne de Thierry GROSJEAN, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une autre personne les dispositions des chapitres I, II, III du livre II du code du travail, en faisant travailler à plus de 3 mètres de hauteur un salarié sans protection individuelle.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement, par extrait, dans le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contravention article 411) en date du 26 janvier 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTIONS AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE (bâtiment et travaux publics), BLESSURES INVOLONTAIRES, pour avoir à Paris, sur un chantier, 30, rue de Penthièvre à Paris (8^e), le 5 mars 1986 :

1^{er} étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du livre II, titre III du code du travail et l'article 316 du décret du 23 août 1947, en omettant de faire vérifier un appareil de levage avant le 5 mai 1985 par un organisme agréé par le ministère du travail, alors que cette mesure avait été spécialement prescrite par un inspecteur du travail, le 5 mars 1985, et de l'article 33 du décret du 14 novembre 1962 en omettant d'installer un disjoncteur différentiel, et des articles R 232 et R 232-28 du code du travail, en omettant d'aménager un vestiaire et des cabinets d'aisance conformes à ces dispositions malgré une mise en demeure du 1^{er} décembre 1982, huit salariés étant concernés par chacune de ces infractions.

A la peine de huit amendes de 2 000 F chacune, le sieur GRANIER Roland, Jean, Emile, né le 18 avril 1926 à Paris-13^e, artisan, demeurant à Paris-14^e, 6, rue Couche.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement, par extrait, dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement contradictoire en date du 4 mars 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour BLESSURES INVOLONTAIRES (ITT supérieure à trois mois), infractions aux mesures générales de sécurité, pour avoir à Paris, le 9 décembre 1985 : s'être rendu respon-

sable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à trois mois (accident de travail) sur la personne de Thierry GROSJEAN, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une autre personne les dispositions des chapitres I, II, III du livre II du code du travail, en faisant travailler à plus de 3 mètres de hauteur un salarié sans protection individuelle.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement, par extrait, dans le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement contradictoire en date du 10 mars 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITÉ MENSONGÈRE, pour avoir à Paris, sur le territoire national, courant 1983-1984 et début 1985, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur, portant sur l'origine, les qualités substantielles des produits offerts à la vente, en indiquant que des tableaux étaient des œuvres d'art originelles, avec certificat d'origine alors qu'il s'agissait de copies et que l'origine ne pouvait être authentifiée.

— LECOTTE Claude, Gustave, né le 29 juillet 1938 à Valenciennes (59), commerçant non sédentaire, demeurant 25, avenue de la Gare à Péronne (Somme), à la peine de 20 000 F d'amende.

— ROSSA Gaston, né le 22 novembre 1926 à Airmans (Somme), commerçant non sédentaire, demeurant 6, avenue Victor-Hugo à Montfermeil (93), à la peine de 20 000 F d'amende.

— CAP Marie, né le 4 novembre 1948 à Aumale (76), marchand forain, demeurant 1539, route de Châtillon-Coligny à Amilly (Loiret), à la peine de 20 000 F d'amende.

— DETHIÈRE Louis, Arthur, né le 12 juin 1940 à La Chaux-de-Vicomme (85), commerçant non sédentaire, demeurant 29, avenue de la Gare à Péronne (Somme), à la peine de 20 000 F d'amende.

— DETHIÈRE Alphonse, né le 22 avril 1934 à Nancy (54), commerçant non sédentaire, demeurant 29, avenue de la Gare à Péronne (Somme), à la peine de 20 000 F d'amende.

— LETELLIER Lucienne, Mariette, née le 13 novembre 1945 à Levallois-Perret (92), commerçante non sédentaire, demeurant 9, allée du Château à Aubervilliers (93), à la peine de 20 000 F d'amende.

— EL HAZAN Albert, Gilbert, né le 17 janvier 1921 à Oran (Algérie), commerçant en son propre, demeurant 4, boulevard Magenta à Paris (10^e), à la peine de 50 000 F d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais des condamnés la publication de ce jugement, par extrait, dans France-Soir, le Monde, le Figaro, Libération, VSD.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

ATTENTION

MARDI 14 JUILLET

FERIE

Validez vos bulletins avant lundi
(aux heures habituelles).

NATIONAL

LOTO

OBSSESSION DE LA PERFORMANCE

Quatrième cimentier français, nous sommes la filiale du 1^{er} cimentier mondial : le groupe HOLDERBANK. Notre métier consiste à aider nos clients, les constructeurs, à mettre en œuvre des bétons de qualité à un coût compétitif en leur offrant la gamme la plus complète possible de matériaux de gros œuvre et de services associés. Notre dynamisme est fondé sur une trilogie :

LA PASSION DE LA QUALITÉ Par la qualité de notre potentiel humain et industriel et grâce à nos laboratoires de recherche français et suisses, nous développons des procédés de fabrication toujours plus fiables et des produits de qualité en adaptation constante aux besoins de notre clientèle.

LA VOCATION DU SERVICE A la « poudre grise », matière de base de notre profession, nous ajoutons la « matière grise », symbole de notre exigence. A notre profession avant tout industrielle, nous donnons une dimension de service en offrant à nos clients toute l'assistance, le conseil technique et la logistique appropriés. Plus que des produits, nous vendons à nos clients de la compétitivité.

L'OBSSESSION DE LA PERFORMANCE Notre exigence industrielle c'est aussi : une productivité supérieure à la profession, un résultat net de 87 MF pour un chiffre d'affaires 1986 de 904 MF et le professionnalisme du n°1 mondial qui font des CEMENTS D'ORIGNY un acteur privilégié dans la construction de l'avenir.

CEMENTS D'ORIGNY : L'EXIGENCE INDUSTRIELLE

CIMENT D'ORIGNY

هكذا من الاجل

حکومت الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

INFORMATIONS PREMIER SEMESTRE 1987

Au cours du premier semestre 1987, l'Electronique Serge Dassault a réalisé un chiffre d'affaires de 1 737 MF HT (2 006 MF TTC) contre 1 361 MF HT (1 578 MF TTC) pour le premier semestre 1986.

Le montant des commandes prises au cours de ce premier semestre 1987 s'est élevé à 1 211 MF HT (1 361 MF TTC) portant le carnet de commandes de la société au 30 juin 1987 à 6 800 MF HT (7 750 MF TTC), soit près de deux années de chiffre d'affaires.



L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 30 juin 1987 sous la présidence de M. Jean-Claude Pittas au siège de la société.

M. Jean-Claude Pittas procède tout d'abord à la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et insiste tout particulièrement sur :

- Le redressement de l'activité en 1986, qui a vu le chiffre d'affaires croître de 20,83 % pour s'établir à 708 685 000 F HT pour 586 492 000 F HT hors de l'exercice précédent ;

- L'harmonisation des comptes de l'exercice avec la réalité de l'activité de l'entreprise, en optant pour la méthode comptable des produits nets partiels ;

- Les perspectives favorables de l'exercice en cours avec un carnet de commandes de 1 025 616 000 F au 31 mars 1987 et le démarrage prochain de marchés importants ;

- Les perspectives favorables de l'exercice en cours avec un carnet de commandes de 1 025 616 000 F au 31 mars 1987 et le démarrage prochain de marchés importants ;

sementeront sur l'année un chiffre d'affaires d'environ 750 MF.

Après lecture de ce rapport et audition des rapports des commissaires aux comptes, M. Jean-Claude Pittas demande à l'assemblée de voter l'approbation des comptes de l'exercice et l'affectation de la part de 1 369 170 F, dégagee après une charge exceptionnelle de 3 367 000 F, au compte de report à nouveau.

L'assemblée élit, sur proposition du conseil d'administration, procédé au renouvellement du mandat de président de M. Jean-Claude Pittas et au mandat des commissaires aux comptes titulaires, M. J. Zuber et le cabinet HSD, et des commissaires aux comptes suppléants, M. F. Capello et A. Brachi, pour une durée de six années qui expirera à l'issue de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 1992.

Dans son allocution précédant la levée de l'assemblée, M. Jean-Claude Pittas remercie l'ensemble des actionnaires de la confiance qu'il lui témoignait en renouvelant son mandat de président.

VALEURS DE FRANCE



Le 30 juin 1987, la valeur liquidative de la SICAF « VALEURS DE FRANCE », société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 362,12 F (371,90 F le 15 juin 1987).

A la même date, l'action « VALEURS DE FRANCE » cotait 359 F.

L'actif de la SICAF était composé comme suit :

- Obligations : 18,54 % ;
- Titres intermédiaires (1) : 17,72 % ;
- Actions cotées : 41,46 % ;
- Titres non cotés : 6,44 % ;
- Disponibilités : 15,84 %.

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et d'obligations...



FINANCIMMO

L'assemblée générale réunie le 26 mai 1987, sous la présidence de M. Francis Picard, a approuvé les comptes de l'exercice 1986, qui se sont soldés par un bénéfice net de 4 602 740 F.

Elle a décidé la mise en paiement le 30 juin 1987 d'un dividende antérieur de 2 F, sans avoir fiscal.

Ce résultat a été obtenu au cours du premier exercice de la société, qui a été d'une durée exceptionnellement courte, de six mois depuis la création de la société jusqu'au 31 décembre 1986.

Néanmoins, malgré la brièveté de son exercice, la société a conclu pour 288 millions de francs de contrats :

- dont une opération de location simple, 25 millions de francs ;
- et quatre opérations de crédit-bail immobilier pour 263 millions de francs.

Depuis le début du nouvel exercice, d'autres opérations importantes ont été négociées en crédit-bail immobilier, pour un montant de 100 millions de francs environ.

Par ailleurs, le tour de table de la société a été récemment complété et modifié par l'entrée au capital, à hauteur de 10 %, de l'Istituto Bancario di San Paolo di Torino, ce qui confirme le caractère européen de FINANCIMMO.



A la suite d'informations publiées par la presse italienne, la société précise que, comme l'a indiqué à plusieurs reprises le président Jean-Marc Vernes, notamment lors de l'assemblée générale du 2 juin 1987, des conversations ont lieu depuis plusieurs mois avec des groupes internationaux en vue de les associer au développement de Kaysersberg SA.

Aucune décision n'a été prise à ce jour.



Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

LE MONDE diplomatique

de juin EST PARU

Fin d'un monument national

La disparition de la corbeille

La politique de la France ne se fait pas à la corbeille. Cette phrase célèbre du général de Gaulle ne pourra jamais plus faire référence. Victime de la modernisation de la Bourse, la corbeille tombera sous la pioche des ouvriers au cours d'une nouvelle tranche de travaux, qui vont être entrepris durant le long week-end du 14 juillet au palais Brongniart.

Née en 1827 avec le palais de la Bourse conçu par Alexandre-Théodore Brongniart, architecte attiré de Napoléon I^{er}, décédé (en 1813) bien avant l'achèvement de l'ouvrage dont il avait reçu commande de l'empereur, la corbeille était le véritable symbole du capitalisme. Personne d'autres que les agents de change eux-mêmes, dont la propre disparition est programmée pour le début des années 90, n'avait le droit d'opérer dans son enceinte pour y coter des valeurs triées sur le volet. Les agents tenaient ce privilège d'un arrêt royal de 1774 qui leur avait attribué un endroit spécial pour s'isoler du public.

Pour avoir l'insigne honneur de voir ses actions cotées à la corbeille, une entreprise devait montrer patte blanche. Ce qui n'a pas empêché de temps à autres quelques moutons noirs de s'introduire dans ce jardin réservé, la construction de matériels para-pétroliers AMREP étant le dernier en date. Avec la réforme de la Bourse, le développement des instruments financiers et des modes de transactions avec, en particulier, la

montée en puissance du système de cotation assistée en continu (CAC), une nouvelle mutation s'imposait.

De fait, soixante-huit valeurs sont actuellement cotées sur le CAC, soit près de 40 % du nombre des actions françaises admises au RM (règlement mensuel). Ce marché nouvelle manière, type au 2000, devrait accueillir dès la rentrée une dizaine de valeurs en plus chaque mois (contre six en moyenne actuellement). A la fin de cette année, le CAC devrait concerner les actions de cent vingt sociétés. Avant la fin de 1988, M. Xavier Dupont, syndic de la Compagnie des agents de change, espère qu'il aura absorbé la totalité des actions françaises du RM. En supposant que de nouveaux orages ne viennent pas, comme cette semaine, perturber sérieusement le bon fonctionnement de l'ordinateur chargé de le gérer.

De toute façon ainsi va le progrès, qui doit assurer la compétitivité de la Bourse de Paris dans la double perspective de l'ouverture du capital des charges d'ici à 1990 et de la création d'un grand marché européen en 1993. Dans ces conditions, la corbeille n'avait plus sa place sous la verrière. Les agents de change non plus.

Dès le 15 juillet, la première sera remplacée par un nouveau groupe de cotation et aux seconds succéderont une cohorte de commis. Il n'empêche, c'est un monument de la mémoire nationale qui disparaît.

ANDRÉ DESSOT.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

L'UBS prête à racheter le groupe anglais Hill Samuel

L'Union de banques suisses, la plus importante des trois grandes banques helvétiques, pourrait se porter acquéreur du groupe financier britannique Hill Samuel, a-t-on appris, jeudi 9 juillet à Londres. Conséquence du « Big Bang » de la City, une telle opération, qui coûterait quelque 600 millions de livres à l'UBS, déboucherait sur la constitution d'un ensemble financier puissant, avec une activité de banque d'affaires mais aussi dans le négoce des valeurs d'Etat, la gestion de portefeuilles, l'immobilier, les services maritimes et le courtage en assurance.

L'absorption du groupe Hill Samuel par l'UBS permettrait surtout le mariage entre deux courtiers sur actions de la place de Londres, Wood Mackenzie et Phillips and Drew, deux affaires complémentaires par lesquelles le nouvel ensemble réaliserait près de 10 % des négociations sur titres britanniques. Le projet d'achat pour l'UBS a été révélé jeudi 9 juillet à l'issue du conseil d'administration de Hill Samuel. Constaté par certains dirigeants, ce mariage a provoqué une crise au sein de l'état-major de ce dernier groupe.

L'UAP

et Commercial Union chefs de file pour les assurances de l'Eurotunnel

L'UAP, premier groupe français d'assurances, a obtenu, en association avec le groupe britannique Commercial Union, la maîtrise d'œuvre de tous les problèmes d'assurance de l'Eurotunnel. Ces deux organismes seront donc chefs de file pour assurer tous les risques de la construction du tunnel, dont les travaux préliminaires ont commencé en septembre 1986 et devraient s'accroître à partir de l'automne 1987.

Onze Airbus A-340 pour Air France

Le conseil d'administration d'Air France a approuvé, le jeudi 9 juillet, l'achat de sept Airbus A-340 et la prise d'option pour quatre avions supplémentaires. Les livraisons s'étaleront de 1993 à 1996. L'Airbus A-340 est un quadri-moteur capable, selon les modèles, d'emporter de 262 à 295 passagers sur des distances variant de 12 700 à 14 250 kilomètres. Air France devrait mettre en service cet appareil sur des lignes de fréquentation moyenne, où le Boeing-747 se révèle trop grand, par exemple vers Hongkong ou Buenos-Aires. Les vols seraient sans escale, comme le demande la clientèle d'affaires.



Plus vite, moins cher!

VENTE A DES PRIX EXCEPTIONNELS des derniers modèles 1987 en stock

- 205 GTI 130 CV (GRIS FUTURA, GRIS GRAPHITE, NOIR)
- 205 XR 1124 cm³ 4 vitesses (BLANC, BLEU MING, GRIS GRAPHITE, ROUGE MÉTAL)
- 205 XT (BLANC, GRIS WINCHESTER, GRIS GRAPHITE)
- 205 SR (GRIS FUTURA, BLEU TOPAZE, GRIS WINCHESTER)
- 309 LX Profi (GRIS FUTURA, BLANC NEIGE)
- 309 GTI (GRIS FUTURA, BLANC, ROUGE, GRIS GRAPHITE)
- 309 diesel, 5 portes (BLANC, GRIS WINCHESTER, BLEU TOPAZE)
- 309 Chorus (BLANC)

PEUGEOT

NEUBAUER c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Marchés financiers

PARIS, 9 juillet

La baisse reprend

L'amélioration observée Rue Vivienne n'a pas duré longtemps. Jeudi, la baisse s'est faite à la corbeille, dont les jours sont comptés. Le mouvement est allé en s'accroissant. De l'effritement (-0,16 %) en début de matinée, le marché est passé au repli (-0,97 %) à la clôture de la session préliminaire, pour aborder la baisse (-1,48 %) au cours de la séance officielle. Finalement, l'indice instantané s'est inscrit à 1,32 % en dessous de son niveau précédent.

Toutes les grandes valeurs qui, mercredi, étaient revenues sur le devant de la scène ont reculé, telles CSF, Peugeot, Paribas, Mid et le BTP en général (L. Lefebvre, Duméz, Lafarge, SCREX, GTM-Entrepos).

Vers la fin, la Bourse n'a pas été dupée. M. Ballard a eu beau y mettre des formes, les prévisions de l'INSEE pour 1987 ne sont pas encourageantes.

On le savait déjà. L'organisme paritiste et sévère, Cofé fiscal, n'y a rien non plus de bien nouveau, sinon des chiffres un peu plus précis.

Bref, la Bourse n'y a pas trouvé son compte. Surtout, elle s'est inquiétée de certaines rumeurs. L'une provenait de Londres et concernait les résultats du commerce extérieur pour juin. Le déficit serait, disait-on, plus important qu'en mai. Le second bruit, bien entendu, était celui d'une crise gouvernementale avec la démission de M. Alain Chaboud, garde des sceaux. Mais il n'y a rien de tel. M. Chaboud est resté à son poste. Mais le palais Brongniart est une vraie cage de résonance où tous les bruits s'amplifient. A l'avant-veille du long week-end du 14 juillet durant lequel la corbeille, monument national, sera démolie, de nombreux investisseurs ont préféré prendre leur distance.

Auteurs que la Société générale a fait se rassembler après plus d'un demi-siècle d'absence.

Le marché obligataire et le MATIF avaient de nouveau l'un et l'autre des mauvaises mines. Les volumes d'échanges se sont réduits.

NEW-YORK, 9 juillet

Ralentissement

Wall Street s'est quelque peu essouffée jeudi en fin de séance, au terme d'une journée peu active. L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a coté 12 755 points à 2 451,24 après avoir connu un moment progressif de plus de 7 points en milieu de journée. 196,29 millions d'actions ont été changées de mains. On relevait 829 valeurs en hausse, 744 en repli et 413 inchangées.

Autour du Big Board, les opérations manifestent quelques doutes sur la capacité du marché à poursuivre son mouvement de hausse des semaines passées. Les primes de bénéfices ont aussi pesé sur la séance. Parmi les valeurs en baisse, Litton Industries (-2,7/8 à 103 1/8 dollars), Philip Morris (-2 à 91 dollars) et Dupont De Nemours (-1 1/4 à 124 3/4 dollars) ont été les plus touchées. Les titres les plus achetés étaient Banterra (9,702 millions de transactions), Putnam Convertible Bond (1,94 million) et Zayre Corp. (1,865 million).

VALEURS	Cours de 8 juillet	Cours de 9 juillet
Alcoa	56 1/2	55 1/2
Allegiant	25 5/8	25 1/8
AT&T	29 7/8	29 1/8
Banterra	42 7/8	43 1/8
Bank of America	45 1/8	45 1/8
De Post de Mexico	122 7/8	122 3/4
Eastman Kodak	37 1/4	36 7/8
Exxon	39 1/8	39 1/8
For	101 1/4	101 1/8
General Electric	58 1/2	58 3/4
General Motors	51	50 5/8
Scotman	82 1/8	81 3/4
IBM	168 3/8	168 3/8
ITT	80 3/8	80
West	87 1/8	87 1/8
Pfizer	71 3/4	71 5/8
Schlumberger	48 7/8	48 1/8
Texas	39 1/8	39 1/8
United States	30 1/4	29 3/4
USX	35 3/8	35 1/8
Westinghouse	76 1/2	76 1/8
Xerox Corp.	76 1/2	76 5/8

CHANGES

Dollar : 6,15 F

Le dollar s'est montré très ferme en cette fin de semaine, après les déclarations officielles américaines selon lesquelles les exportations des Etats-Unis dépassent compétitivement aux cours actuels.

FRANCFORT 9 juillet 10 juillet

Dollar (en DM) : 1,258 1,248

TOKYO 9 juillet 10 juillet

Dollar (en yen) : 149,58 151

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (10 juillet) : 73/8-71/25
New-York (9 juillet) : 65/85

INDICES BOURSIS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

9 juillet 9 juillet

Valeurs françaises : 165,6

Valeurs étrangères : 122,5

C^o des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général : 421,8 425,5

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

9 juillet 9 juillet

Industrielles : 2463,93 2461,21

LONDRES

(indice Financial Times)

9 juillet 9 juillet

Industrielles : 1222,2 1246,1

Mixte d'or : 29,8 29,8

Fonds d'Etat : 92,2 92,9

TOKYO

9 juillet 10 juillet

Nikkei Dow Jones : 2575,98

Indice général : 1963,94

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 juillet

Nombre de contrats :

COURS	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	103,80	103,70	103,70	103,50
Précédent	104,25	104,15	104	104

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LA MGF DÉTIENT 5 % DU CAPITAL DU CCF. - Le noyau dur du CCF connaît déjà des évolutions. La Mutuelle générale française (MGF), à qui le ministre de l'économie, M. Ballard, avait attribué 3,8 % du capital du CCF, a indiqué qu'elle en détenait plus de 5 %. Au début du mois, La France SA (groupe Lazard) avait annoncé qu'elle détenait près de 5 % du capital du CCF.

L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE PARIBAS : LE PRIX D'ÉMISSION DES

ACTIONS FIXÉ A 470 F. - L'augmentation de capital de Paribas, annoncée en début de semaine, se fera sous la forme d'une émission de 7,5 millions d'actions à bons de souscription d'actions (BSA) d'une valeur unitaire de 470 F. L'augmentation de capital sera ainsi légèrement supérieure à 3,5 milliards de francs. Chaque bon de souscription d'action donnera droit à l'achat ultérieur d'une action nouvelle, au prix de 500 F.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SOIX MOIS	
	+ bas + haut	+ haut	+ en dév.		+ en dév.		+ en dév.	
SE-UL	6.1485	6.1435	+ 35	+ 50	+ 80	+ 105	+ 260	+ 280
Scm	4.6430	4.6400	+ 30	+ 20	+ 50	+ 30	+ 200	+ 200
Yen (100)	4.6460	4.6770	+ 30	+ 20	+ 270	+ 280	+ 280	+ 280
DM	3.3310	3.3340	+ 50	+ 125	+ 220	+ 250	+ 670	+ 680
Flarin	2.9570	2.9600	+ 50	+ 70	+ 120	+ 140	+ 470	+ 480
F.R. (100)	16.6000	16.6700	+ 110	+ 240	+ 270	+ 470	+ 770	+ 1430
F.S.	3.9040	3.9220	+ 130	+ 300	+ 270	+ 320	+ 520	+ 590
L.O. (100)	4.9770	4.9940	+ 100	+ 40	+ 280	+ 150	+ 570	+ 580
F. franc	9.5120	9.5130	+ 140	+ 90	+ 250	+ 175	+ 300	+ 300

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	6 5/8	6 3/4	6 3/4	6 7/8	6 13/16	6 15/16	7 1/16	7 3/16
DM	3 3/8	3 5/8	3 5/8	3 9/16	3 11/16	3 13/16	3 3/4	3 7/8
Flarin	4 3/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
F.R. (100)	6 3/8	6 7/8	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
F.S.	1 1/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4
L.O. (100)	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
F. franc	7 3/8	7 5/8	7 3/4	8 1/8	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8

Ces cours prisés sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

9 JUILLET

Comptant (selection)

SICAV (selection)

9/7

VALEURS	% de prime	% de coupon	VALEURS	Cours prec.	Dernier cours	VALEURS	Cours prec.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net						
Obligations																				
Exp. 7/8 1977	1040		C.F.R.E.			Machine Ind.	47 50		Stael	1065	906	A.A.A.	839 92	819 43	Francs France	101 90	88 93	Préfin. France	907 94	100 20
Exp. 8/8 1977	128 80	1 184	Comptoir (SA)	940		Magnat Union	240	231	Taligier	1875	1875	Accom. France	487 50	477 28	Francs Algérie	110 78	117 28	Préfin. France	833 04	804 80
Exp. 9/8 1978	101 8 946		Chaparral (SA)	138	150	Magnat S.A.	139	111 40	Tour-Aquiel	570	557	Accom. France	371 80	360 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 10/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 11/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 12/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 13/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 14/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 15/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 16/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 17/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 18/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 19/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 20/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 21/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 22/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 23/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 24/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 25/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 26/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 27/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 28/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 29/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 30/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 31/8 1978	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 1/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 2/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 3/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 4/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 5/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 6/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 7/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 8/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 9/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 10/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 11/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 12/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 13/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 14/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 15/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 16/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 17/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 18/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 19/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 20/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 21/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 22/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 23/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 24/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 25/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 26/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 27/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 28/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 29/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 30/9 1979	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 1/10 1980	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie	130 26	130 26	Préfin. France	103 80	100 58
Exp. 2/10 1980	100 50	1 143	C.I.C. France	324	340	Marinier Park	430	430	Tour Eiffel	537	537	Accom. France	340 80	330 48	Francs Algérie					

<

هكذا من الاعمال

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Corée du Sud : le président Chun abandonne à M. Roh la direction du parti au pouvoir. 4 Turquie : après l'attaque d'un village par des séparatistes kurdes. 5 Haïti : appel à de nouvelles manifestations. 6 La guerre des pétroliers.	7 Les voyages en province du chef de l'Etat et du premier ministre. 8 La fin des travaux du Parlement. SPORTS 11 Championnats du monde de canoë-kayak.	9 Le béton de la centrale de Belleville-sur-Loire n'est pas étanche. 10 Education : feu le certifié. 11 Reportage : prix d'amis au Café de Volonté. 12 La ministre de l'Intérieur assure que des crédits vont être débloqués pour moderniser la police.	17 Le 41 ^e Festival d'Avignon. 18 La loi-programme pour les monuments historiques : « Pour une mémoire alerte », par Michel Parent. 19 Communication : Henri Samier remplace Claude Sérillon et Bernard Rapp.	23 Deux secteurs administratifs en question : les PTT et la navigation aérienne. 26-27 Marchés financiers.	Radio-télévision 20 Annonces classées 12 Météorologie 21 Cartes 21 Philatélie 21 Jeux 16 Loto et suspense 21 Spectacles 19	● Le feuilleton de l'été (ETE) ● Faculté : les places des postales (UNEF) ● L'actualité, la revue de presse, les dossiers du Monde (ACTU) Actualité, Sports, International, Bourse, Culture, Littérature. 36-15 l'après-midi LEMONDE

Pour la première fois depuis plus de vingt-cinq ans

Le nombre des étudiants en première année d'université a baissé en 1986-1987

Le cru 1987 du baccalauréat s'annonce moins bon que celui de l'année dernière, exceptionnel il est vrai. Les résultats de la région parisienne indiquent un tassement sensible du taux de réussite au premier groupe d'épreuves (avant l'oral de rattrapage). A Paris, 42,7 % des candidats ont été admis d'emblée, au lieu de 46,1 % en 1986. La tendance est identique dans l'académie de Créteil (40,8 % contre 45,5 % en 1986) et moins nette dans l'académie de Versailles (49,3 % d'admis à l'écrit contre 50,5 % en 1986).

Le secret était bien gardé depuis quelques mois : pour la première fois depuis plus de vingt-cinq ans, le nombre des étudiants n'a pas augmenté lors de la dernière rentrée universitaire.

Ce constat résulte de l'enquête réalisée comme chaque année par les services statistiques du ministère de l'Éducation : ceux-ci recensent au mois de décembre, l'ensemble des étudiants inscrits dans les universités et les IUT (instituts universitaires de technologie), dans des établissements d'enseignement supérieur rattachés aux universités (instituts nationaux polytechniques, écoles nationales supérieures d'ingénieurs, instituts des langues et civilisations orientales) ainsi qu'à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'université de technologie de Compiègne.

Le bilan pour la rentrée 1986, dressé dans une note du 2 mars qui n'a pas été rendue publique, est étonnant à plusieurs titres. Alors que, depuis deux ans, tout le monde s'accorde sur la nécessité d'augmenter sensiblement le nombre des jeunes en formation supérieure, voire d'atteindre deux millions d'étudiants en l'an 2000, la population étudiante a stagné cette année : on dénombre 969 530 inscrits,

Cette baisse générale recouvre des tendances disparates selon les séries : c'est dans les séries A (lettres) et B (économie) que le taux de succès chute le plus : -6 % en B à Paris et Versailles, -3 % à Paris et -5 % à Créteil en A. La baisse du taux de réussite directe - dans la région parisienne - explique probablement en partie le calme surprenant dans lequel se sont déroulées depuis le début de la semaine les inscriptions dans les treize universités parisiennes.

contre 969 099 en 1985-1986 et 952 758 en 1984-1985.

Deuxième surprise : le nombre des inscriptions en première année universitaire a légèrement baissé en 1986-1987 : 210 584 contre 211 099 l'année précédente. « Il y a donc, souligne la note du ministère, un arrêt de la progression du flux d'entrées ». Ce qui est d'autant plus surprenant que le taux de réussite au baccalauréat avait été, l'an dernier, exceptionnellement élevé, la proportion de bacheliers étant de 264 989,

Sous réserve des résultats définitifs prenant en compte les élèves rattrapés à l'oral, on ne s'oriente donc pas, cette année, vers une augmentation sensible du nombre des bacheliers. Ce n'est certainement pas à ce rythme, que l'on atteindra l'objectif de deux millions d'étudiants en l'an 2000. D'autant plus qu'une étude du ministère de l'Éducation fait apparaître, pour la première fois depuis très longtemps, une stagnation de la population étudiante en 1986-1987.

disciplines (droit, économie, AES, LEA et communication), les universitaires ont la tentation de réduire les capacités d'accueil, afin de pouvoir travailler dans des conditions moins déplorables.

On ne peut pas éternellement demander aux universités de former toujours plus d'étudiants quand les budgets de fonctionnement qu'elles reçoivent sont, comme cette année, en diminution en francs constants.

C'est par exemple ce qu'a annoncé pour la rentrée prochaine

des flux d'entrée en première année universitaire est la plus forte sur la région parisienne et, particulièrement, dans les universités du centre de Paris, alors que les établissements de la périphérie (Nanterre et surtout Créteil et Villeurbanne) ont augmenté leurs capacités d'accueil à la rentrée 1986 (voir tableau).

Une chose est sûre : à la lecture de cette enquête, dont on comprend évidemment que le ministère ait hésité à la rendre publique, l'objectif affiché de deux millions d'étudiants apparaît de plus en plus comme un bon slogan, plutôt que comme l'expression d'une véritable volonté politique.

GÉRARD COURTOIS.

Les premières inscriptions en première année

	1985-1986	1986-1987
Paris-I	5 470	4 905
Paris-II	2 593	2 088
Paris-III	3 631	3 369
Paris-IV	4 103	4 125
Paris-V	3 608	3 784
Paris-VI	4 349	4 597
Paris-VII	4 475	3 931
Paris-VIII	3 864	3 115
Paris-IX	777	903
Paris-X	6 242	6 236
Paris-XI	4 449	4 429
Paris-XII	3 433	3 771
Paris-XIII	3 196	3 483
TOTAL	49 285	48 748

contre 253 050 en 1985. Ainsi, alors qu'il y avait près de 12 000 bacheliers de plus, le nombre des étudiants inscrits pour la première fois à l'université a baissé de 500.

La réforme Devaquet anticipée

Selon la note du ministère, « les informations prises auprès des universités font apparaître que, dans bon nombre de cas, le ralentissement est dû à la restriction de la capacité d'accueil en premier cycle. Dans certaines universités cependant, il semblerait qu'il y ait eu moins de demandes d'entrée ». Pour M. Claude Bartolone, député socialiste, qui vient de poser à ce sujet une question écrite au ministre de l'Éducation, les responsables des universités ont agi bien souvent, lors de la dernière rentrée, comme s'ils avaient « appliqué par anticipation » les dispositions du projet de réforme de M. Devaquet, alors à l'ordre du jour.

Mais, si la logique malthusienne, inscrite en filigrane dans le projet Devaquet, a sans doute joué dans certains cas, il est probable que cela n'explique pas tout. Bien souvent, en effet, exaspérés par la faiblesse des moyens dont ils disposent pour accueillir un nombre croissant d'étudiants, notamment dans certaines

l'UER de sciences économiques de l'université de Lille-1, en faisant savoir qu'elle n'accueillerait que 360 nouveaux bacheliers, contre 500 l'an dernier.

Il apparaît enfin, d'après l'enquête du ministère, que la baisse

Au brevet des collèges

Plus de 60 % de réussites

62,51 % des candidats au brevet (ex-BEP) ont réussi cette année alors qu'ils n'étaient que 49,5 % en 1986.

Cette amélioration spectaculaire des résultats s'explique par la réforme des modalités de cet examen décidée par M. Monory après l'échec de l'an dernier. Désormais, une part prépondérante est donnée aux notes obtenues en cours d'année, et des épreuves différentes pour l'enseignement général, l'enseignement professionnel et les classes technologiques sont organisées.

Cette année, 64,44 % des élèves des classes de troisième des collèges ont réussi : le taux n'est que de 52,15 % dans les lycées professionnels et de 60,73 % dans les classes de troisième technologique. Au total, près de 820 000 élèves se sont présentés au brevet nouvelle formule.

ESAM
bacheliers + 2 langues
Relevés le 1^{er} semestre avant 1987
UN JOB ASSURÉ

aider un manager international
Selon les entreprises, l'investissement sur 3 ans concerne des assistants de direction trilingues, aimant les responsabilités, maîtrisant la micro-informatique et la bureautique, la communication dans l'entreprise en France et à l'étranger.

L'ESAM : une formation efficace
30 mois (20 en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise) conçus avec les entreprises et les meilleures écoles européennes, centrés sur le traitement des informations de gestion assisté par ordinateur, langues appliquées aux affaires, techniques de communication.

ECOLE SUPÉRIEURE D'ASSISTANTS DE MANAGEMENT

Bon à retourner à : ESAM 63, av. de Villiers 75017 Paris - Tél. 42 27 20 69
M. (Mlle) _____ adresse _____
_____ tél. _____
boîte présentée _____ ☐ souhaite recevoir une documentation.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 juillet

Légère reprise

Une légère reprise s'est produite vendredi matin à la Bourse de Paris, succédant ainsi au repli un peu inquiétant de la veille. Des valeurs de poids ont retrouvé la faveur des investisseurs, telles Alstom, Michelin, Midi et Auxilium d'Entreprises avec 2 % et 3 % de hausse.

La bonne tenue du dollar a paru rassurer le Communauté. En clôture, l'indicateur instantané enregistrait une avance de 0,58 %.

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	475	473	473
Agropar	534	534	537
Air Liquide	701	701	705
Banque Paribas	708	708	708
Bouygues	2805	2805	2805
Bouygues	1195	1195	1198
B.S.I.	4830	4820	4818
Cablevision	1191	1191	1191
Chemin de fer	1191	1191	1191
Châ. Méditerranée	617	616	617
Elf	1191	1191	1191
ELF-Aquitaine	2690	2690	2690
Endur	1191	1191	1191
Lafarge-Capelle	1191	1191	1191
Lyon, des Eaux	3100	3100	3100
Midi (Ch)	1191	1191	1191
Midi (Ch)	1191	1191	1191
Midi-Horizon	2775	2785	2800
Novel, Miro	1000	1000	1015
Orléans (Ch)	1011	1015	1015
Paroquet	1011	1015	1015
Peugeot S.A.	482	482	482
Saint-Gobain	740	742	742
Sant	798	797	800
Sources Paris	3190	3180	3180
Télécom	1191	1191	1191
Thomson-CSF	1191	1191	1191
Toutat-C.F.P.	2100	2100	2100
T.S.T.	1191	1191	1191
Valis	890	892	890

LATREILLE
SPECIALISTE DES PRESSIONS, VITRAGES
soldes d'été
DERNIERS JOURS
62 r. St-André-des-Arts. 6
Tél. 43.29.44.10
Parking adjacent à nos magasins

Sur le vif

Je me tire

Ah la la ! Ce que j'en ai sur moi ! Mère de quoi ? Mère de tout. Mère de mes chers, de mes copains, de mes gosses. Mère de vous. Je ne sais pas ce que vous avez tous, là, en ce moment, vous faites rien que de m'écouter. L'autre jour, dans le métro, je repère un strapontin libre, un énorme mec, un Sambo, va pour y poser ses fesses, je me précipite en glissant, basines, retroussées, parapluie, haut levé... Il me regarde, sidéré, et il caquette, attendri : « allons, allons, on va se faire mal à essayer de me taper dessus, on s'assoit, on se calme et on fait un grand sourire ravi à son fils adoré rencontré par hasard sur la ligne Vincennes-Neuilly ».

Hier soir, coup de téléphone. Une copine. Une peste : « Comment ça va, ma pauvre chérie ? On parlait de toi mardi chez des gens... Non, tu connais pas... Ils avaient entendu dire que t'étais très fatiguée... Ils parlent même de la maladie d'Alzheimer ».

— C'est quoi ?
— Ben... Heu... C'est une espèce de sénilité précoce, tu vois. Tu reconnais plus les gens. Tu parles la mémoire. C'est ce qu'on appelle l'Alzheimer.

— C'est quoi ?
— Et ce matin, à la conférence des Nations unies, vous auriez vu comment ils m'ont traité ! Ils disaient le coup entre eux, ils me regardent même pas. Ils se débrouillent les copains, les copains. Mimi, dans la Mère, non. Jacques, à Bordeaux, Olla North, Marcos, Rapp, Chaurmet, Chéler, Séralin...

— Et moi, alors, qu'est-ce qui me reste ? De quoi je me sers ?
— De toi, pour pas changer. T'es qu'à dire que t'es vieille, que t'es bécote de repos. Comme nous on a besoin de place, tu nous laisses la laisse jusqu'au 1^{er} septembre.

— Puisque c'est comme ça, je m'en vais et je reviens pas !
— Pour de vrai ? Oh ! Ce que t'es gentille ! Merveilleux, tu vois, tu vas encore oublier et tu vas nous retomber sur la tête à la rentrée.

CLAUDE SARRAUT.

La conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Mises en garde contre les conséquences de la chute des cours des matières premières

Le vendredi 10 juillet devait être marqué par l'intervention du président François Mitterrand. L'un des chefs d'Etat à avoir décidé de faire le voyage de Genève.

A la septième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED-VII), M. Mitterrand devait présenter un diagnostic de la situation économique mondiale, selon son entourage pour que soit prise en compte la nouvelle donne économique née de la

chute des cours des matières premières.

Devant un millier de délégués représentant les 168 pays membres de la CNUCED, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar avait ouvert la session, le jeudi, par un appel à une action vigoureuse de chacun pour éviter que « l'économie mondiale ne soit entraînée dans une spirale descendante ». Les aides ont mis l'accent sur la « gravité de la situation » créée par la baisse des cours des produits de base. Les pertes subies de ce fait par le tiers-monde ont été évaluées à quelque 100 milliards de dollars et restent portées en cause les « efforts acharnés d'ajustement entrepris depuis un certain temps ».

Avant de quitter New-York, le secrétaire général de l'ONU s'était inquiété du faible niveau de la représentation américaine. Les Etats-Unis ont envoyé à Genève un sous-secrétaire d'Etat adjoint, M. Dennis Goodman. Le département d'Etat a justifié ce choix par le « réajustement » des Etats-Unis au vu des résultats des précédentes sessions de la CNUCED. Les Soviétiques sont, en revanche, représentés par leur ministre du Commerce, M. Boris Aristor, ce qui a renforcé les rumeurs selon lesquelles l'URSS profiterait de l'actuelle session pour faire un geste d'importance en direction du tiers-monde en annonçant l'adhésion soviétique au Fonds commun sur les produits de base. Ce Goss, lancé lors de la CNUCED-V de Nairobi en 1976 et négocié il y a sept ans, est resté en sommeil. Saut d'un nombre suffisant de pays signataires.

Le numéro de « Monde » daté 10 juillet 1987 a été tiré à 456 920 exemplaires.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 • LEMONDE

Selon le Polisario

Près de 350 soldats marocains auraient été mis hors de combat

Alger. — 275 soldats marocains ont été tués et 73 autres ont été faits prisonniers lors d'une opération menée par les combattants du Front Polisario contre les troupes marocaines stationnées sur le 6^e mur de défense marocain dans la région de Tichla (extrême-sud du Sahara occidental), indique, vendredi 10 juillet à Alger, un communiqué sahraoui.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, le Front Polisario avait fait état dans un autre communiqué d'une « gigantesque défaite » des troupes marocaines basées à Tichla. Selon les responsables sahraouis, leurs combattants ont « dès la première demi-heure » de l'opération « occupé un front de 40 kilomètres au milieu du 6^e mur » de défense marocain qui longe la frontière maritime.

L'aviation marocaine « n'a été d'aucune utilité », affirme le communiqué sahraoui, qui indique également que les soldats marocains en fuite ont été « poursuivis sur 5 kilomètres en profondeur derrière le mur ».

Le communiqué sahraoui précise que parmi les 73 prisonniers figurent le lieutenant Ahmed Boukhouf, du 7^e détachement d'intervention rapide, un sergent-chef et six sergents. Parmi les morts, le Front Polisario cite les noms de deux officiers : le lieutenant Azouzi, du 2^e peloton de 7^e escadron de blindés, et le sous-lieutenant Monstour, de la 4^e compagnie du 44^e bataillon.

Le communiqué sahraoui dresse en outre une longue liste de matériels détruits ou récupérés. — (A.F.P.)

A Rome

M. Fanfani a présenté la démission de son gouvernement

Rome. — Le président du conseil italien M. Amintore Fanfani, a présenté la démission de son gouvernement de transition afin qu'un nouveau cabinet puisse être constitué après les élections législatives de juin, a annoncé, jeudi 9 juillet, un communiqué de la présidence.

M. Fanfani, dont l'administration démocrate-chrétienne minoritaire expédiait les affaires courantes depuis avril, a remis sa démission au président Francesco Cossiga.

Sa démarche, considérée comme une formalité, permet au président Cossiga d'entamer des consultations avec les dirigeants des partis politiques, en vue de désigner un nouveau président du conseil chargé de former un cabinet. — (Reuters.)

En Une Demi Heure Chez Vous
vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer
par « LAYRAC » domicile
en téléphonant à 46.34.21.40
(Voyez dans votre annuaire Minitel 361540)

BTS
ACTION COMMERCIALE
COMMERCE INTERNATIONAL
Préparation HEC
Une « prépa » pour bacheliers motivés
EFFICOM 72, avenue Parmentier 75011 PARIS
(1) 47 00 54 07 — ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE